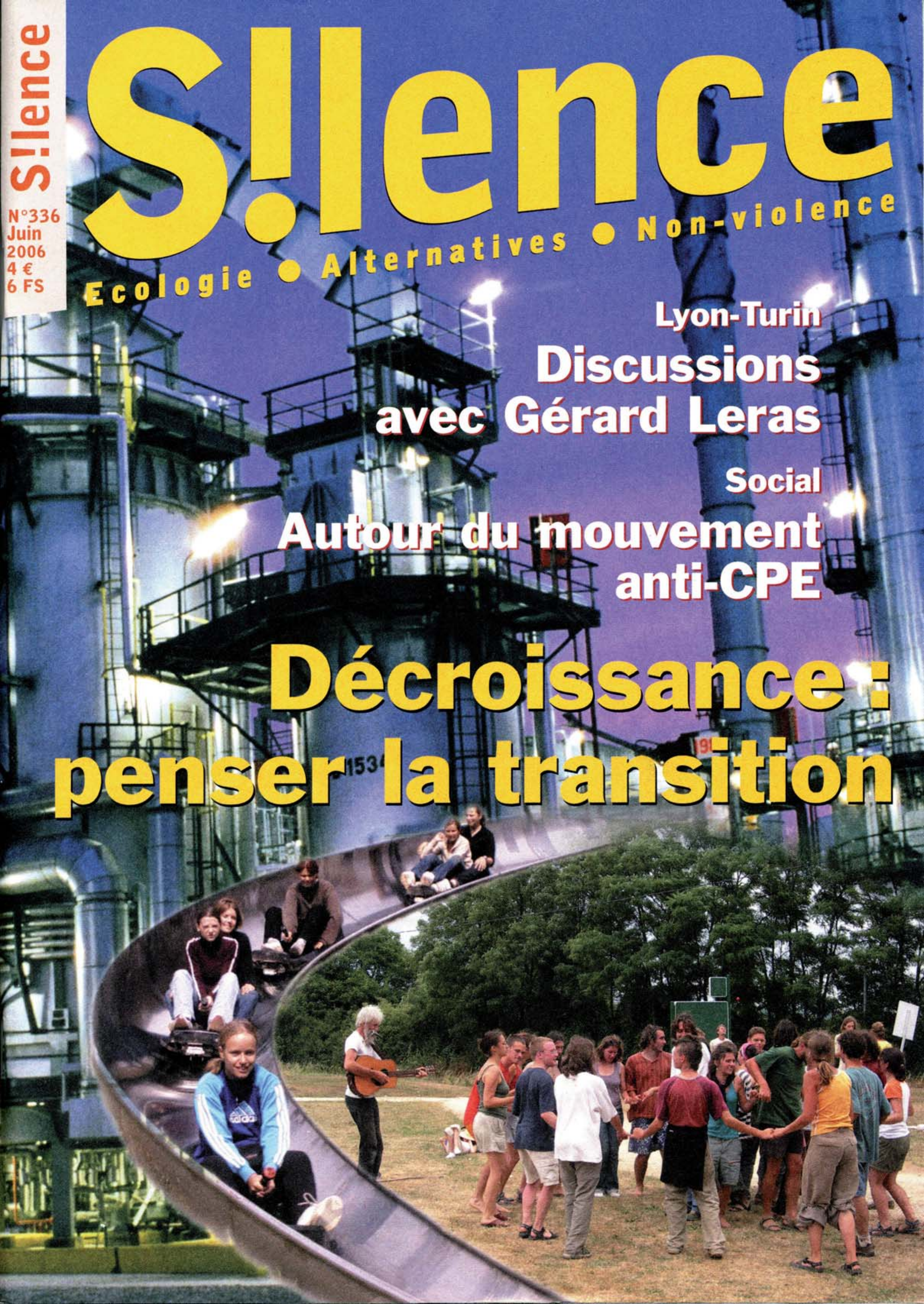

S!lence
N°336
Juin
2006
4 €
6 FS
S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence
Lyon-Turin
Discussions avec Gérard Leras
Social
Autour du mouvement anti-CPE
Décroissance : penser la transition



Sommaire

Décroissance : penser la transition

Penser la transition pratique
de Guillaume Gamblin 4

L'imagination contre la peur
de Michel Bernard 7

Empreinte écologique et petits gestes
d'Antoine Bonduelle 9

Revaloriser l'action collective
de Maxime Vasseur 13

Le bien commun face à la misère
de Jean-Michel Corajoud 15

Lyon-Turin
Discussions avec Gérard Leras
de Vincent Peyret 28

Social
Autour du mouvement anti-CPE 34

Médias et citoyenneté
Argent chaud, argent froid
de Michel Bernard 38

Cinéma
Vision du monde
de René Hamm 42

Décroissance
Argentine rebelle
de Michel Bernard 50

Brèves

18 Alternatives
22 Nucléaire
25 Energies
26 Santé
27 Femmes
31 Politique
32 Paix
36 Société
37 Nord-Sud
40 Environnement
44 Annonces
46 Courrier
52 Livres

VU de l'intérieur...

Madeleine Nutchey

Heureux Charentais qui vont avoir le renfort d'un des piliers de la revue : Madeleine Nutchey déménage en effet cet été du côté de La Rochelle. Après dix ans d'investissements réguliers dans la revue, elle en restera une correspondante privilégiée, mais sera évidemment moins présente dans la coordination de la revue.

Sixième salarié

S!lence vient d'embaucher — à temps partiel — Matt Mahlen. Celui-ci déjà connu de nos lecteurs et lectrices pour ses dessins, se voit confier une double mission : réaliser un numéro régional par an pour accélérer notre tour de France des alternatives et préparer un numéro spécial pour l'automne 2007, un numéro qui sera celui de notre 25e anniversaire.

Guides alternatifs régionaux en poche

Vous êtes nombreux à espérer un numéro sur votre région. L'équipe actuelle de la revue vient de se renforcer pour en publier trois au lieu de deux par an actuellement. Cette accélération devrait être effective en 2007.
Alors que nous sommes en train de finir la préparation du 13e numéro (Paris, le mois prochain), se pose la question de la réactualisation des premiers numéros.
Nous sommes pour cela en discussion avec les éditions le P'tit gavroche qui réfléchissent à la publication de guides régionaux en poche.
Un partenariat devrait voir le jour : nous leur communiquons nos fichiers d'adresses en échange de la prépublication dans nos colonnes de quelques reportages inédits.
Les éditions du P'tit gavroche envisagent de sortir trois ou quatre guides par an, à chaque fin de printemps. Les premiers, prévus pour juin 2007, devraient reprendre et compléter les numéros sur la Bretagne, le Rhône et le Limousin.
Pour réactualiser nos données, ils cherchent des relais dans ces régions. On peut les contacter pour en savoir plus : *Les éditions le P'tit gavroche, 27, avenue de Flandre, 75019 Paris, courriel : ptitgavroche@wanadoo.fr, site : www.guidaltern.org.*

LYON

Débarquement du 6 juin

Le mardi 6 juin, de 18h06 à la nuit (ce qui nous fait le 6.6.6 à 6h6, facile à se souvenir !), *S!lence* invite ses lecteurs et lectrices proches de l'agglomération lyonnaise à un "débarquement" sur la place Bellevue (entre les locaux de *S!lence* et ceux de la maison de l'Ecologie).
Nous fêterons le départ de Madeleine Nutchey, l'arrivée de Matt Mahlen dans l'équipe salariée, la naissance d'Heidi (qui participe aux activités de deux des salariés).
S!lence vous offre les boissons. Venir avec son verre et son casse-croûte. Apporter aussi une petite phrase ou un poème : ceux et celles qui le voudront pourront lire le texte choisi.
Nous vous ferons également un compte-rendu de la dernière assemblée générale avec quelques décisions comme le retour d'une partie de l'expédition de la revue au local à partir de la rentrée...



Numéros publics

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Proposez *S!lence* à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à une voix différente, critique et optimiste que peut être *S!lence*. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour votre futur démarchage par téléphone les lundis ou mardis. Merci.

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

		1) Vous pouvez venir au comité de lecture réunion dans les locaux de *S!lence*.	2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au :
Eté	**n° 337**	samedi 3 juin à 14 h	mardi 6 juin à 12 h
Septembre	**n° 338**	samedi 1er juillet à 14 h	mercredi 2 août à 12 h
Octobre	**n° 339**	samedi 26 août à 14 h	mercredi 30 août à 12 h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 3 mai 2006.

Bulletin d'abonnement page 55



LA FIN DU 12,
LA JUNGLE DES 118



FIN DU CONFINEMENT
POUR LES POULETS DE BRESSE



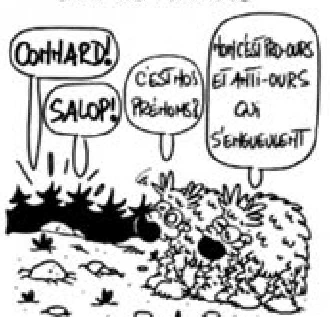




POUR LA PREMIÈRE FOIS DE LEUR HISTOIRE
LES FEMMES ONT VOTÉ AU KOWEIT



OPÉRATION POUR BAPTISER
LES OURS BIENTÔT RÉINTRODUITS
DANS LES PYRÉNÉES



Ça n'a pas marché !

Le marché est, au départ, l'échange qui se fait directement entre deux personnes. Les yeux dans les yeux, le prix — pas forcément en argent — est librement discuté. L'échange est équitable : si l'une des personnes n'est pas d'accord, elle refuse le marché.

Alors vient l'invention du "marché", dans son sens plus contemporain, qui est celui des échanges par le biais de multiples intermédiaires. Faute de lien direct entre producteur et consommateur, il n'y a plus de négociations possibles. Le prix s'affiche en euros ou en dollars et ne se discute pas... du moins ni par le producteur, ni par le consommateur, mais uniquement par le biais parfois des Etats, le plus souvent aujourd'hui par le "libre marché", selon la loi de la main invisible qui régulerait tout cela pour le "meilleur des mondes".

Et nous en sommes là : des intermédiaires de plus en plus immatériels qui recherchent le profit maximal ; des producteurs et consommateurs spoliés de leurs pouvoirs de négociation. Avec des intermédiaires, pas de commerce équitable possible, même avec la meilleure volonté du monde.

Ce marché conduisant à la mort de la planète, à l'exploitation des personnes, on peut aujourd'hui l'affirmer : cela n'a pas marché !

Si nous voulons aller vers un monde plus fraternel sur une planète en bonne santé, il nous faut penser autrement, d'où de multiples questions autour du thème de la décroissance.

Si nous savons à peu près vers quoi aller, reste à déterminer comment y aller. Les textes présentés dans ce numéro essaient de faire avancer ce débat.

Michel Bernard ■

Penser la transition pratique

Quels changements concrets seront liés, dans quelques années, au passage à une société brutalement "privée" de pétrole ? Est-il possible de nous préparer dès maintenant à cette rupture de manière constructive ?

C'est cette réflexion sur les modalités d'organisation pour accompagner le passage rapide vers une société soutenable qui nous intéresse ici (1).

Réaffirmons d'abord que l'absence d'utilisation de pétrole nous paraît être avant tout *souhaitable*, dans la mesure où elle signifie l'arrêt d'une part importante de notre action destructrice sur la biosphère et le climat en particulier, et l'avènement possible d'autres fondements plus conviviaux et coopératifs pour notre société humaine.

L'idéal serait donc que cette rupture se fasse volontairement, en conscience des dommages occasionnés à la planète et aux générations futures, et des opportunités de changement social qu'elle ouvrirait, autant que sous la contrainte de l'épuisement des ressources. Et qu'elle puisse s'accomplir moins brutalement que ce que certains imaginent — avec pertinence.


Côté Jardins

Les jeunes pousses de l'association Côté jardins à Lyon.

Faire preuve d'imagination

Précisément, on peut imaginer qu'un passage à une société de décroissance comprenne au moins deux grandes étapes.

La seconde étape, qui est celle — jamais totalement atteinte — d'une société autant que possible viable et saine telle qu'on peut l'imaginer, aurait pour caractéristiques une organisation sociale et géographique par petits pôles de concentration semi-urbains, entourés d'activités locales — agriculture et élevage bio, artisanat, services... — permettant une satisfaction des besoins fondamentaux à échelle locale. Dans une perspective plus large de souveraineté alimentaire régionale, entre autres.

Mais avant d'en arriver à la mise en place, dans la diversité, d'un tel type d'organisation, il est inévitable d'envisager une ou plusieurs étapes de transition. Parler de transition ne signifie pas mettre de l'eau dans son vin ou renoncer au caractère nécessairement radical du changement. Cela signifie seulement que dans l'immédiat, à partir de la réalité existante, il est déjà possible de mettre en œuvre des changements, qui donnent en parallèle le temps d'organiser cette mutation.

Ainsi, une société de transition vers la décroissance pourrait avoir pour caractéristiques principales une relocalisation de l'économie et une réduction radicale de la "demande" énergétique, dans le cadre de notre organisation actuelle et, entre autres, des grands pôles urbains existants.

Imaginons que l'on se donne 25 ans pour réaliser entièrement une telle mutation sociale intégrale vers notre seconde étape, ce qui est très court pratiquement parlant ; il est dans le même temps possible de se donner des objectifs à plus court terme, de 5 à 10 ans, pour avancer pratiquement dans ce sens et concrétiser cette première étape.

De la même manière que les mouvements non-violents ont, hier, pensé le passage d'une défense militaire à une défense civile non-violente, à travers le concept opératoire de "trans-armement" (2), il conviendrait alors de définir ce que pourrait recouvrir pratiquement une politique de "trans-croissance", de reconversion d'une politique de croissance insoutenable en une politique de décroissance soutenable.

Comment envisager la réalisation d'un tel changement ? Par la voie politique représentative ? Peut-être, mais il semble possible de réaliser sans attendre des avancées importantes en ce sens à travers la prise d'initiatives socio-économiques alternatives visant une transformation sociale des pratiques. Ces deux pôles sont en fait complémentaires.

Prendre l'initiative

Quelques exemples pour étayer cette idée d'une transition socio-économique vers la décroissance :

Au niveau des *initiatives de transformation sociale directe*, on peut imaginer un fort développement d'initiatives telles que les Amap, mettant en pratique une relocalisation de l'économie par le développement de circuits alimentaires courts et directs entre agriculteurs et consommateurs. De même pourraient se développer des Adal (associations pour le développement de l'artisanat local), qui permettraient une meilleure mise en valeur de produits locaux socialement et écologiquement soutenables (3). Le défi à court terme serait une forte généralisation de ces initiatives afin qu'elles aient un impact environnemental et social réel, au sein même des structures urbaines existantes dans un premier temps.

(1) Dans la lignée de l'article de Pierre et Sabine Stuck paru dans *La Décroissance* n° 26 : "Un plan hors-sec pour la fin du pétrole".

(2) Selon Jean-Marie Muller, "le concept de transarmement (...) exprime l'idée d'une transition au cours de laquelle doivent être préparés les moyens d'une défense civile non-violente qui apportent des garanties analogues aux moyens militaires sans comporter les mêmes risques. Alors que le mot 'désarmement' n'exprime qu'un rejet, celui de 'transarmement' veut traduire un projet". (*Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié, 2005)

(3) Selon Yves Cochet, "dans les sociétés de sobriété, il s'agit de concevoir à une échelle régionale la fabrication d'objets assez élaborés par de petites unités indépendantes des multinationales", *La Décroissance* n°30, février 2006.

De même, le développement de cyclotaxis en zones urbaines est une piste d'innovations à mettre en place partout et à généraliser. Dans ce même esprit transitoire, le développement de commerces itinérants, de camionnettes-magasins, en milieu rural, permet dans l'immédiat de diviser par autant de familles servies, le nombre de trajets automobiles (4).

Autre piste : la création d'outilthèques dans les immeubles et lotissements, qui permettent de mutualiser les outils et autres équipements à utilisation ponctuelle, entre voisins (5). Dans le même sens, la création de lingeries collectives, afin d'éviter la multiplication inutile des équipements, est une initiative simple à mettre en place.

Ce type d'initiatives ne peut émerger qu'à partir d'impulsions sociales fortes et ne peut prendre de l'ampleur qu'avec le soutien des collectivités. Collectivités qui ont, elles aussi, dans cet esprit de transition à partir de l'existant immédiat, un rôle important à jouer dans le passage vers une société sans pétrole.



Vélo-taxis dans les rues de Barcelone.

Au niveau des *initiatives* proprement *politiques* qui seraient décisives pour une telle transition, on peut citer les idées simples suivantes :

Au niveau *local* :

• la mise en place de la gratuité des transports publics, parallèle à leur plus grand développement ;

• la mise en œuvre d'une nouvelle pratique démocratique consistant à prendre en compte, dans les processus de décision régionaux ou locaux, les acteurs externes à ces communautés politiques, et plus particulièrement les acteurs dits "faibles" (les autres habitants de la planète, la nature et les générations futures). Ceux-ci sont en effet pleinement concernés par les conséquences de ces politiques locales, à travers les échanges commerciaux, les relations de domination politiques et économiques qui leur sont liées, les pollutions, les impacts sur la biodiversité, sur le climat, sur l'avenir de l'humanité, etc. Mais ces "acteurs faibles" sont habituellement parfaitement absents des processus de décision locaux et des critères pris en compte dans ceux-ci. Il convient donc d'intégrer pleinement les autres habitants de la planète, les générations futures et la nature aux processus et aux critères de décision locaux, à travers par exemple des personnes chargées de "représenter", autant que faire se peut, ces divers acteurs externes : étrangers, comités de "sages"… Nous pouvons commencer à l'expérimenter nous-mêmes à notre échelle, dans nos collectivités.

• la mise en place systématique d'un nouvel indicateur de gestion pour la décision politique : la "comptabilité matérielle". Celle-ci repose sur l'étude du "métabolisme industriel" (6), qui mesure les flux matériels réels (et non seulement monétaires) induits par les processus de production, de consommation, d'aménagement, etc. Cet indicateur pourrait peser prioritairement sur les décisions politiques, sociales et économiques dans le sens d'une meilleure évaluation et d'une réduction de ces flux matériels…

Et à un niveau plus large :

• une inversion des critères des subventions agricoles, réorientées radicalement vers les petites exploitations et les modes d'agriculture biologique (à l'inverse de la Politique agricole commune, qui privilégie les grandes exploitations industrielles et précarise les autres). On peut aller plus loin : ces politiques agricoles pourraient également être relocalisées, permettant de créer au plus tôt des pôles de souveraineté alimentaire soutenables ;

plateforme pour le Commerce-Équitable

• la mise en place du principe pollueur-payeur, et l'internalisation systématique des coûts des externalités environnementales, qui restitue le coût économique réel des activités (avec leurs impacts sur la santé, l'environnement,…), et qui mettrait hors de prix, pour la plupart d'entre nous, des modes de déplacement comme la voiture ;

• la promotion prioritaire de la recherche en énergies renouvelables, en parallèle à un plan de sortie du nucléaire civil (et à l'application du traité de non-prolifération nucléaire) ;

• la mise en œuvre d'un plan NégaWatt ;

• la reconversion de l'industrie automobile, aéronautique et d'armement dans les secteurs des énergies renouvelables (fortement créateur d'emplois), de la cogénération, de la production de bicyclettes et apparentés, du recyclage, de l'artisanat, etc. ;



GERES

Cuiseur solaire fabriqué localement au Burkina Faso.

• la division par trois des dépenses liées à la défense militaire. Ce qui resterait, soit 30%, serait intégralement mis à la disposition d'une force internationale onusienne d'intervention, dans l'esprit d'un renforcement global de l'ONU, 5% étant consacrés à la recherche et à la mise en place de pratiques de défense et d'intervention civiles non-violentes. La somme restante servant à renforcer les services publics tels que l'éducation et la santé, et à financer les autres mesures citées ici ;

• une politique d'incitation au refus de la télévision, par une réduction importante du prix des places de cinéma, théâtre et spectacles pour les non-possesseurs de télévision (dont la part d'impôts ordinairement allouée aux chaînes publiques irait à la création culturelle) ;

• la reconversion et l'entrée progressive de l'ensemble des activités économiques dans le cadre des règles de l'économie sociale et solidaire, au service de l'intérêt général (ce devrait être une évidence) ;



• la mise en place d'échéances précises pour la reconversion rapide de l'ensemble des activités commerciales dans le cadre des règles d'un commerce "équitable" ;
• la création d'instituts d'agro-écologie orientés vers la formation et la coopération internationale, dans une perspective de souveraineté alimentaire ;
• etc.

Initiatives sociales, nouvelles règles du jeu politique et économique, autant de pistes à explorer pour tenter d'accompagner et d'"adoucir" dès aujourd'hui le passage vers une société de l'après-pétrole.

Il s'agit là de quelques bourgeons d'idées qui n'ont d'autre ambition que de stimuler la réflexion, l'imagination et l'action pour une transition volontaire, opérationnelle et immédiate vers une société de décroissance… désirable !

Rendons ses droits à l'imagination, la peur perdra les siens.

Guillaume Gamblin ■

(4) Selon Christian Jacquiau, "une camionnette-magasin qui visite 200 clients par tournée journalière, ce sont deux cents voitures individuelles qui restent au garage" ("Démontons les grandes surfaces", *La Décroissance* n°26)

(5) Un tel système d'outil-thèque a été créé à Saint-Fons (Rhône) par le Centre communal d'action sociale, en lien avec une épicerie coopérative, dans un quartier populaire.

(6) Voir Suren Erkman, *Introduction à l'écologie industrielle*, ECLM, 2001.

L'imagination contre la peur

Comme dans les années 70, on voit se multiplier les "oiseaux de malheur" qui nous annoncent l'apocalypse avec la fin du pétrole à bas prix. L'imagination peut sans doute être une arme contre le catastrophisme.

Je pense que cette volonté de faire de la pédagogie par le catastrophisme est une erreur et qu'il faut mieux faire appel à ce qui a toujours fait la force d'une civilisation : son imagination. Encore faut-il que cette imagination puisse changer d'"imaginaire" et prendre du recul sur des informations liées à l'Occident, au capitalisme et à l'économisme (idéologie qui consiste à tout convertir en euros).

Je rejoins donc totalement Guillaume Gamblain lorsqu'il fait le parallèle entre la démarche de "transarmement" proposée par les mouvements non-violents pour aller d'une société dominée par les marchands d'armes à une société où la résolution des conflits passe par la médiation.

Je le rejoins également lorsqu'il s'agit de mettre en place des étapes en listant ce qu'il est déjà possible de faire, que cela soit individuellement — démarche de simplicité volontaire — ou par le biais du politique — que j'appelle décroissance.


DR

Repas de quartier annoncé par un SEL à Lyon.

Aller vers plus d'autonomie

Par contre, je le suis moins dans son énumération de mesures envisageables tout de suite et je vais ici expliquer mes réticences.

Tout d'abord, comme le souligne dans un article précédent Patrick Urlacher (1), je crois que l'on n'ira pas vers une société de décroissance si l'on ne remet pas en cause la notion même d'emploi salarié et de travail. Si nous voulons radicalement diminuer notre poids sur la planète, il nous faut envisager de diminuer énormément nos activités physiques qu'elles soient liées à un emploi (production industrielle) ou à des loisirs (voyager par exemple).

Ainsi, il est tout a fait "décroissant" d'aller vers une politique d'économie d'énergie qui prévoit une division par quatre des besoins en ce domaine (2) alors que la course aux parcs éoliens de grandes tailles ne propose pas une alternative en soi si ces parcs sont gérés dans une société de type capitaliste.

De même, il faut absolument distinguer le travail autonome (celui que l'on fait pour soi et ses proches sans commerce) de celui qui est hétéronome (qui est rétribué par une monnaie et permet un commerce, équitable ou non) selon les analyses qu'en a fait Illich en son temps. Ceci m'amène a contester l'idée du transfert de capital de la télévision vers le cinéma ou le théâtre suggéré par Guillaume Gamblain. En effet, même si culturellement c'est sans doute un mieux, la consommation d'un film dans une grande salle a sensiblement le même poids — la

(1) "Décroissance et emploi, le couple infernal", *S!lence* n°328, octobre 2005.

(2) Ce qui est possible comme le montre le livre *Facteur 4*.

même empreinte écologique — que sa consommation sur le petit écran.

Mieux vaut s'interroger sur notre capacité à retrouver le sens de la fête (3), des partages au moment des repas, des soirées au coin du feu à écouter chanter quelqu'un... Bref notre capacité à refaire passer dans la sphère autonome ce qui est passé dans la sphère marchande.

Cette coupure entre autonomie et hétéronomie me servira également pour critiquer l'idée d'aller vers une économie solidaire telle qu'on la perçoit aujourd'hui : si nous voulons faire de la solidarité, il n'y a pas à passer par l'économie. Même critique pour le commerce équitable !

Si nous devons bien soutenir les Amap qui favorisent le "marché" local, nous devons éviter tout ce qui touche au "marché international" qui n'existe que par la multiplicité des intermédiaires (4).

Tous les indicateurs économiques actuels mesurent en fait la croissance du marché international, qui enfle au détriment des deux autres secteurs marché local et activités autonomes. La relocalisation de l'économie consiste à se passer au mieux de ce "marché international" en rendant aux citoyens le contrôle de leurs échanges au niveau d'un "marché local".

Démocratiser ce qui dépasse le local

Il reste à définir ce qui sera encore de l'ordre de ce marché international, c'est-à-dire ce que l'on ne sait pas faire au niveau local et qui peut avoir son utilité dans une politique de décroissance.

Donnons quelques exemples. Si nous voulons maintenir le train comme mode de déplacement, il est peu probable que chacun d'entre nous connaisse le conducteur, même si le voyage devient gratuit. Si nous pensons qu'internet est utile pour échanger entre cultures éloignées et éviter les voyages, il est peu probable que l'on arrive à rendre conviviaux les outils liés à l'informatique. Même si nous revenions au courrier écrit, il est peu probable que nous connaissions la chaîne de la Poste qui vous amènera le courrier.

Il faudra donc bien investir le champ politique dans la mesure où pour chacune de ces questions, il faut faire des choix. Les mobilisations récentes contre l'OMC ou contre les OGM montrent que la démocratisation de ces questions peut suffire à les bloquer (5). C'est peut-être alors une piste à explorer : comment faire passer sous un contrôle démocratique ce qui est utile. Cela devrait permettre de redéfinir ainsi ce que sont les "biens communs" et ce qui relève du "service public", en faisant attention de ne pas confondre ces "services publics" avec une organisation politique autour d'un Etat : les trains ou internet peuvent être pensés à très grande échelle, alors que la gestion de l'eau semble plus relever des bassins des cours d'eau et donc des "pays" (6).

Parachutes

L'image de l'empreinte écologique est assez juste : il ne s'agit pas de se passer de tout, mais de redescendre à un niveau d'activité où nous serons suffisamment léger sur la planète pour que celle-ci puisse se renouveler à son rythme.

Attendre pour commencer serait l'erreur, car les choix diminuent avec l'effondrement de la biodiversité qui nous entoure et toute attente ne fait que favoriser le risque de mesures autoritaires incompatibles avec une démocratie ou avec ce que propose Guillaume Gamblain : un souhaitable changement radical dans notre politique de défense.

Avoir le rapport de force pour cela, sans que la nature ne nous l'impose, c'est là que se situe le débat politique : sommes-nous capables de redescendre en douceur au lieu d'attendre la chute.

Michel Bernard ■



Bruno Guillemin

Quand les idées courent les rues.

(3) Un de mes amis antillais m'a fait part de son étonnement en constatant qu'en métropole il est quasiment impossible d'arriver chez quelqu'un par surprise pour lui proposer une fête spontanée.

(4) Fernand Braudel distingue ainsi trois sphères : la sphère autonome où il y a don et échange sans argent, essentiellement la famille et la proche communauté, la sphère la plus riche avec tout les savoirs "de grand mère". La sphère du "marché" où l'on fait des échanges entre producteurs et consommateurs et où le prix est librement discuté "entre quatre yeux", ce qui rend ce commerce vraiment équitable et enfin le "marché international" qui fonctionne avec des intermédiaires et détourne toute forme de solidarité de son sens entre producteurs et consommateurs comme on peut l'observer actuellement avec les dérives liées à Max Havelaar.

(5) Selon la technique dite de "Dracula" : mis à la lumière, les magouilles des institutions internationales ne peuvent survivre.

(6) Voir "La problématique de pays" de Jean-Claude Besson-Girard, Silence n°334, avril 2006, voir également le récent ouvrage *Les voleurs d'eau* de Colin Ward (éd. ACL, 2006)

Empreinte écologique et petits gestes

Plutôt que d'attendre d'avoir un programme bien défini pour changer radicalement la société, il est possible, en s'appuyant sur le côté démonstratif de l'empreinte écologique et sur le sens social des petits gestes, d'agir pour s'orienter dans la bonne direction.

L'idée d'empreinte écologique séduit. Elle est pédagogique, elle est spécifique à l'environnement, elle est incontestable. *Pédagogique* puisque même Chirac peut comprendre qu'il faudrait plusieurs planètes à l'humanité au rythme actuel de démolition de la Terre. *Spécifique* : compter une surface équivalente nous sort du paradigme économiste de tout compter en euros et nous amène une vision plus radicale que le principe pollueur-payeur ou une taxation. *Incontestable* : de façon qualitative, l'empreinte nous met sous le nez l'évidence que l'activité humaine dépasse le supportable, et ce quelle que soit la combinaison de paramètres retenus.

La présentation de l'empreinte a aussi comme atout de ne pas se présenter en système d'autorité scientifique. En effet, une évaluation ne vaut que par les statistiques que l'on y inclut ; il s'agit toujours de moyennes, ce qui en limite la portée pour les questions d'équité dans une société donnée ; certaines nuisances, comme le bruit, la disparition d'une espèce ou certaines pollutions pernicieuses sont rétives à l'équivalent-surface.

Autre limite majeure, celle d'une agrégation quantitative de paramètres hétérogènes, un problème qui a plombé les écobilans en leur temps. L'addition de facteurs de court et de long terme, sur des milieux comme l'air, l'eau, la terre, impose des simplifications et on doit soit assumer le caractère strictement pédagogique de la synthèse, soit présenter des tableaux sous plusieurs catégories suffisamment homogènes. L'empreinte doit s'accepter comme un outil de sciences politiques — pour la prise de conscience — et non comme une science naturelle. La hiérarchisation des nuisances ou des catastrophes ne relève pas de la méthode éditée par une ONG, organisation non-gouvernementale, ou une administration, mais reste au cœur de la décision politique lorsqu'il faudra faire des choix.

Malgré ces limites, l'empreinte reste un concept riche pour unifier la critique écologiste de nos modes de vie, pédagogique, capable de convaincre toutes sortes d'individus. Enfin nous tenons un outil politique pertinent pour mettre de la cohérence dans nos agendas (et nos Agenda 21) trop touffus et incohérents.

Les petits gestes et la politique

Un corollaire de l'empreinte écologique, et de la conscience de la crise, c'est bien sûr "quoi faire ?". Le site du WWF, Fonds mondial pour la nature, mais aussi celui de Nicolas Hulot ou du Rac, Réseau action climat, proposent des actions individuelles, ce que l'on appelle les "petits gestes". C'est un paradoxe dans un mouvement qui prône, comme chez Les Verts, l'action collective pour changer la société, mais le petit geste est une entrée dans le politique tout à fait intéressante.

Les petits gestes seraient incohérents, illusoires, apolitiques... ? Examinons ces objections.

Les gestes seraient *incohérents* ? Il y a toujours des puristes pour critiquer le contenu du geste, qui garde toujours son caractère imparfait. Ainsi, seule une partie des ampoules fluo-compactes est recyclée, et leurs éléments polluants correctement traités. Faut-il pour cela les récuser ? Diffuser les points de recyclage, ainsi que les meilleurs équipements (1) représente un autre "petit geste" à multiplier. De plus, en revenant à l'éclairage à incandescence, on choisit implicitement la production d'une quantité non négligeable d'actinides et de plutonium, ou encore de gaz carbonique... ce n'est pas mieux.



Quad sillonnant le désert américain.

Derrière ces critiques, il y a parfois une part de malveillance, comme dans les attaques contre le photovoltaïque, pourtant une des façons les moins nuisantes de produire de l'électricité. La toxicité de la chaîne de production du photovoltaïque est d'un ordre de grandeur inférieur à celle des autres modes de production électriques. Quant au bilan des énergies à la production, il est carrément grotesque de critiquer les quelques mois du photovoltaïque (2) quand le bilan d'une nouvelle centrale au charbon n'est positif qu'en cinq à dix ans, et encore plus pour le réacteur nucléaire, pour des matériaux même pas recyclables.

On peut aussi répondre à ce caractère imparfait en faisant remarquer que ces petits gestes sont source de dialogue et d'échanges entre associatifs ou militants, et font même l'objet de véritables "universités populaires" dans le cas de nos amis allemands. A quand des soirées genre "quelle lessive adopter ?" entre écolos et sympathisants ?

(1) Voir notamment le site de Olivier Siedler, sidler.club.fr.

(2) Les cellules pour satellite produites dans les années 50 et 60 avaient effectivement une durée de restitution de l'énergie inférieure à leur durée de vie. Mais pour les productions actuelles, c'est un canard malveillant qui continue d'être propagé, y compris par certains écologistes.

Il est vrai, ici, que des grilles de lecture collectives sont nécessaires pour faire les bons choix ou au moins pour coordonner des gestes qui pourront avoir une résonance de niveau supérieur. C'est l'intérêt des listes ou des campagnes d'associations nationales, des échanges d'informations. Par exemple, le "quels aliments contiennent des OGM ?" de Greenpeace relève-t-il du petit geste ou de la campagne nationale ? De même, les politiques de recyclage usent et abusent de l'énergie bénévole, alors qu'elles sont trop tributaires des choix industriels type éco-emballages qui gouvernent désormais en France ce secteur. Une vigilance collective s'impose pour mettre le respect de l'environnement (et la limitation de l'empreinte écologique) au cœur des politiques. Mais cela ne remet pas en cause le fait de se baser sur une éducation collective à base de gestes individuels.

La révolution des modes de vie que nous estimons nécessaires pour inverser le cours des choses commence par les petits gestes comme actes sociaux.

Il serait bien pire de céder à une vision purement économiste du recyclage, telle que développée par les ingénieurs sortant des grandes écoles. Dans ce dernier cas, on considère que le recyclage n'est plus nécessaire si d'autres ressources sont marginalement moins chères, et il faudrait alors ne recycler que la portion "rentable", ajustée en permanence. On oublie que la ressource des petits gestes du recyclage n'est pas l'argent (même si certains apports volontaires peuvent être motivés par les dons caritatifs ou par une limitation des charges collectives). On néglige aussi l'acte social, une amorce de sobriété dans la consommation, de plus généralisable à l'ensemble des citoyens.

Les gestes seraient *illusoires* ? Les petits ruisseaux ne feraient pas les grandes rivières ? C'est la critique constante du radical verbeux au réformiste concret. Accordé, on ne fera pas une économie d'un "facteur quatre" avec les équipements disponibles aujourd'hui au supermarché du coin, ni avec le recyclage tel que pratiqué — lorsqu'il est en place — par les communes françaises. Mais la révolution des modes de vie que nous estimons nécessaires pour inverser le cours des choses commence par ces actes sociaux. Sans eux, pas de soutien aux politiques de recyclage ou d'économie d'énergie, pas de radicalisation de ces politiques, pas de réussite en final.

Des gestes *apolitiques* ? Mais ils sont la substance même des actions d'écologie politique. Ainsi, on peut prendre les actions dans le domaine du transport de groupes Verts alliés aux associations locales de défense du cycliste. Le passage au vélo — observé à Lille — d'un bon nombre de militants dont ce n'était pas la vocation de départ a eu beaucoup de résonances. Pour des individus, le "petit geste" une fois établi a ses corollaires comme l'abandon d'une seconde auto pour un couple, voire de toute auto, des choix et des conséquences pour l'habitat, les rythmes, la vie de quartier, les commerces fréquentés. Au final, ceci a transformé nos modes de vie de façon majeure. Mais d'emblée, les conséquences collectives ont été sensibles sur le projet municipal et urbain, pour les relations avec des sympathisants possibles, pour une mise en cohérence de vie militante et personnelle. Le sujet était porteur, il ne s'agissait pas forcément d'une ascèse mais au contraire d'un choix économe, bon pour la santé, pas si difficile si le pas était franchi ensemble. Le succès aidant, les précurseurs sont maintenant suivis de citoyens au profil moins militant (3).

Un autre passage du geste individuel au collectif se retrouve dans la préservation ou la re-création de marchés alimentaires locaux en circuit court. C'est typiquement un pouvoir local qui va favoriser le marché local, mais aussi les clients réguliers de ce marché. Si l'on croit en une agriculture paysanne, et à des alternatives concrètes à la mondialisation, à des emplois locaux, une limitation des transports pour les courses, etc., voilà un objectif intéressant, et déjà de nature assez politique. Mais ceci ne fonctionne que lorsqu'une dynamique locale d'achat — et donc de petits gestes — se met en place.


DR

Sécheresse et changement climatique.

Il est intéressant d'observer que même dans le cas de militants issus d'une idéologie, comme ceux du refus du nucléaire, souvent motivés par le refus de la bombe atomique ou par la lutte sur un site, on observe le passage par les petits gestes. Il y a la nécessité de construire une alternative (énergies renouvelables, économies d'énergie). Ce sont ces gestes qui ont permis à des militants isolés et radicalisés de reprendre contact avec des institutions locales (mairies, agences de distribution d'EDF...). Face à la puissance de l'Etat, nos alliés sont des maires (qui refusent les transports nucléaires ou choisissent les économies d'énergie) et des citoyens qui fractionnent leurs factures ou économisent l'énergie.

Enfin, sur le caractère apolitique du geste individuel, il existe de fortes nuances d'approche entre les gestes décrits par le WWF et ceux plus "apolitiques" listés par exemple par l'Ademe, agence gouvernementale dépendant du ministère de l'environnement. En schématisant, on trouve d'un côté une amorce d'action collective, que l'ONG va pouvoir revendiquer en tant que levier dans son action ; de l'autre, une vision plus passe partout, plus facile à revendiquer pour des représentants de l'Etat ou du gouvernement. Le rôle des pouvoirs publics est ici ambigu, car il peut être un étouffoir (par exemple en survendant des objectifs ridicules de recyclage) mais on trouve aussi des cas politiquement intéressants (le maire qui incite aux petits gestes d'économie d'énergie au nom de l'opposition à une ligne très haute tension).

(3) La politique n'est pas le marketing. Mais il ne faut pas ignorer la réalité difficile du changement lorsqu'il s'agit de modes de vie. La "conversion au vélo" de la majorité d'une ville, ou au moins son adoption par les clientèles "potentielles" passe par une telle réflexion. Ainsi, prôner la suppression de l'auto ou des emballages — voire du frigo — pour des familles moyennes est un peu disproportionné, puisque l'on sait que cet appel n'aura aucun succès. La famille « avec enfants » est justement au cœur de l'argument du lobby automobile. Une jeune ménagère mise en scène par l'Union routière de France revendique sa grosse auto pour les courses et les enfants. Pour avoir du succès, les villes ou les associations en faveur du vélo ou des transports en commun s'attaquent d'abord à des usagers marginaux, par exemple les couples possédant deux voitures...



Les autres d'abord

Un argument souvent entendu dans les débats sur le climat ou l'énergie, c'est la responsabilité d'un autre. Ne pas prendre son vélo ou le TER parce que certains ont des 4x4 (argument souvent entendu) est le comble de l'irresponsabilité. On peut pourtant répondre à cela deux arguments : l'industrie, ou encore l'Amérique de George Bush (4), deux cibles privilégiées de telles objections, ne sont pas nécessairement plus fautives que les ménages européens. En effet, les efforts de l'industrie, notamment sous la pression des prix de l'énergie ou des mécanismes de Kyoto, ne sont pas ridicules si on les compare à l'expansion considérable des consommations particulières, même pour des ménages modestes (on pense notamment à l'avion et à l'auto). Quant à la responsabilité de George Bush, notre reproche se base sur les émissions ou la consommation d'énergie par habitant. Mais cette responsabilité n'est qu'une seule des dimensions possibles de l'équité entre Terriens, deux autres critères pouvant être la capacité à payer (qui fait que Russes ou Ukrainiens sont bien incapables de payer leur "juste" part), et aussi la responsabilité historique dans les émissions ou l'épuisement des ressources. Dans ce dernier cas, les Européens (en particulier les Anglais, les Allemands et les Français) sont à égalité avec les citoyens américains (5) puisque nous avons mené notre première révolution industrielle plus tôt que le reste du monde.

Si nous ne voulons pas frire collectivement, une action est nécessaire bien avant que l'Indien ou le Chinois moyen aient atteint notre niveau de développement. L'intelligence de la Convention de Rio dans son principe, c'est que les pays du Nord doivent commencer l'action, et que les autres pays sont en droit de recevoir un transfert intelligent de technologie. Notre revendication politique porte sur ce transfert (qui est le contraire de la politique du brevet menée actuellement) et pas sur le principe d'action universelle, ce dernier point étant nécessaire pour limiter les dommages majeurs sur l'environnement.

En conclusion sur la politique des gestes, l'argument le plus politique en faveur d'une construction de petits gestes est la comparaison avec la situation politique des citoyens des Etats-Unis. Confrontés à un pouvoir fédéral proche des milieux pétroliers, et de manière plus générale à une offre politique pour le moins peu radicale sur l'environnement (6), nos homologues américains ont développé de nombreuses politiques locales, municipales, ou d'alternatives privées de co-voiturage, d'initiatives technologiques, de développements bio. De manière plus politique, les alternatifs de ce pays se sont notamment illustrés à Seattle contre l'OMC. Alors, pourquoi ne pas faire de même en France puisque nos hommes politiques parlent de changement climatique sans jamais agir (7) ?

Il s'agit donc bien d'amorcer le changement en tant que minorité qui cherche à grignoter dans l'opinion, et pas de l'isolement d'un groupe indifférent au sort du reste de la société. Dans l'exemple du transport, on peut partir de notre impuissance à mettre le holà aux grosses berlines et aux 4x4, y compris pour les élus qui le voudraient, et se lamenter. On peut aussi construire une politique alternative de ville, incluant des restrictions de circulation, jusqu'à obtenir une majorité favorable à la restriction des autos. Cela fait plaisir de se gausser des "idiots du village" dans leurs deux tonnes de ferraille (8), mais c'est d'une utilité nettement plus discutable que la construction d'une alternative, même si elle n'est accessible dans un premier temps qu'à une minorité.

Une dernière objection courante est qu'il ne faut pas culpabiliser nos concitoyens. Bien sûr, notre champ d'action individuel est somme toute limité. En gros, un peu plus de la moitié des consommations d'énergie relève directement des ménages ou indirectement de la consommation au bureau. Cela signifie que les petits gestes sans relais vers les collectivités, l'Etat ou la direction des entreprises n'ont de prise que sur une fraction de cette moitié, soit au total une faible proportion. Les adeptes de certains régimes alimentaires ou certains écologistes profonds peuvent effectivement rebuter monsieur ou madame tout le monde en se présentant comme « la » solution. La toilette sèche, le refus du réfrigérateur ou encore le coton bio exclusif pour se vêtir peuvent effrayer. Une bonne approche pour contourner ce problème me semble utilisée par le WWF dans sa présentation des petits gestes, qui sont d'abord une amélioration à la marge de nos pratiques actuelles, et pas un dogme monastique : ainsi, on n'interdit pas le sèche-linge aux familles logées en appartement sans balcon. Au contraire, on décompte sur le mois ou sur l'année les occasions où le linge est séché à l'air ou au soleil. En jargon de Kyoto, on prend une "baseline" et on décompte les gains environnementaux, sans avoir à prendre une référence absolue. L'« incrément environnemental » évite d'avoir à poser en absolu un niveau de consommation donné, qui est dépendant de conditions sociales, économiques et géographiques dont l'individu isolé a du mal à s'abstraire.

Mais cet argument souvent entendu peut aussi cacher un refus de commencer une action réformiste de petit niveau, ou encore de se poser en alternative radicale. Ainsi, nous savons maintenant — grâce notamment à la confrérie des négawatteurs — que le facteur quatre se fera

(4) Il s'agit ici du George H. Bush senior qui a dit à Rio que "le mode de vie américain n'était pas négociable", et du George W. Bush junior qui a retiré la signature de son pays au protocole de Kyoto.

(5) Voir le livret collectif des ONG : "Changements climatiques : équité et solidarité internationale" coordonné par le Rac-F, voir www.rac-f.org.

(6) Même Bill Clinton, qui tente actuellement de se refaire une image sur l'environnement, a eu une action particulièrement faible en matière énergétique et climatique. Il faut remonter à Carter et aux chocs pétroliers pour trouver un travail politique sérieux sur ces thèmes.

(7) Jacques Chirac s'oppose à George Bush sur le climat dans les sommets internationaux, mais ne fait rien à la maison. Fabius supprime la vignette auto, libérant l'explosion du 4x4 ; Jospin refuse de taxer l'énergie ; Strauss-Kahn défend le nucléaire qui le paie ; Emmanuelli prône la croissance à tout prix, au point de s'opposer violemment à l'introduction d'un segment sur l'environnement dans la Constitution française. Encore plus fort, pour Marie-Georges Buffet, l'effet de serre et Kyoto sont une manière rituelle de s'opposer à George W. Bush, ce qui serait plus crédible si les communistes n'avaient été les seuls à ne pas voter la ratification du traité...

(8) Je n'ai pas dit que cela fait plaisir de saboter ces machines rutilantes et coûteuses, d'ailleurs c'est certainement contre-productif. Sur la dégradation irréversible d'un moteur, voir notamment D. Foreman et B . Haywood, *Ecodefense : A field Guide to Monkeywrenching*, chap. 4 et 5.

en France essentiellement par les économies d'énergie et par les énergies renouvelables. Pourtant cette idée que le nucléaire et les fossiles vont avoir à s'effacer reste difficile à exprimer pour nos politiques, qui n'osent pas toujours le dire.

Nous devons donc créer notre propre « Kulturkampf ». Nous devons raisonner sur les petits gestes, et comprendre s'ils sont de niveau prophétique (le verre d'eau de René Dumont en 1974), de niveau précurseur généralisable (la carafe d' "Eau de Paris") ou simplement signes d'un changement de bon sens (le refus des sacs plastiques dans un hypermarché). Nous devons choisir quelques gestes qui seront les modes de vie de demain et feront la différence en sortant du symbole.

La discussion sur les crises

Toutes ces discussions sur l'empreinte et sur les actions reposent sur une analyse de l'existence de crises majeures. En gros, l'homme met en cause la survie de la planète, et en particulier les modes de vie occidentaux ne peuvent être généralisés. Là où René Dumont y mettait de la morale (la voiture particulière n'est pas généralisable, elle est donc immorale) on peut aussi y voir une donnée physique (si les Indiens ou les Chinois généralisent notre mode de vie, on va vers un épuisement des ressources et des milieux, ou vers la guerre ou les deux). Mais de quelle crise s'agit-il ? S'agit-il de la fin de l'abondance des céréales prophétisée par Lester Brown ? De la « bombe démographique » de Paul Ehrlich ? Du choc pétrolier ?

L'intérêt de partir de l'empreinte est que l'on peut partager la conclusion et commencer l'action, sans avoir à partager l'intégralité du diagnostic. Il existe en effet un débat sérieux sur les priorités, qui ne peut pas vraiment être tranché sans ambiguïté de notre part : doit-on se baser sur le caractère dangereux à terme pour l'humanité ? Sur l'urgence à agir ? Sur le caractère « médiatique » des crises attendues ? Sur l'existence de solutions disponibles immédiatement ? Sur les alliances possibles pour mettre en œuvre ces mesures ?

Aucun de ces critères ne saurait suffire pour élaborer une vision politique verte du siècle à venir. Tous doivent cependant entrer en considération : ainsi, par exemple, un élu municipal serait pris en défaut si une mesure « phare » de son mandat ne se situe pas dans plusieurs des critères. C'est le même argument qui doit nous inspirer face à un jeune qui nous demande que faire de sa vie.

Il existe plusieurs listes des principales crises de l'humanité. Certaines typologies sont purement « naturalistes », d'autres ne tiennent compte que de l'économique, etc. Avec Pierre Radanne, nous estimons les réduire à quatre types principaux : crises de la décision ; crises écologiques ; crises de la ressource ; crise nucléaire.

• *Crises de la décision :* la mondialisation de l'économie et des crises augmente la nécessité de trouver une régulation commune. Il nous faut donc faire reculer l'Etat-nation comme seule source de légitimité internationale, et trouver une gouvernance à la mesure des défis du siècle qui vient, au niveau régional (l'Europe) et mondial. C'est un défi central du politique de trouver une voie durable pour une humanité à huit ou dix milliards, tout en étendant le champ de la démocratie.

• *Crises écologiques* : symbolisées par le changement climatique et la perte de la biodiversité, ces crises menacent à la fois les milieux naturels et les civilisations humaines. Elles ont fait l'objet des premières conventions internationales sur l'environnement qui préemptent implicitement ou implicitement les contraintes économiques.

• *Crises des ressources :* la première de ces crises est celle des ressources en énergie et plus particulièrement en pétrole. Mais on peut considérer les pénuries régionales d'eau et les cascades de tensions associées — par exemple au Proche-Orient — comme les précurseurs de ces crises. On peut considérer que les dépenses militaires d'une partie de l'Occident peuvent désormais être affectées au pétrole tant les pays situés autour du golfe Persique seront inéluctablement des enjeux centraux dans la géopolitique mondiale des prochaines décennies.

• *Crise nucléaire :* la crise nucléaire a été la première à révéler au monde la vulnérabilité de l'homme à sa technique. Après la guerre, les pays occidentaux et notamment les Etats-Unis ont choisi de conclure un traité faible contre la prolifération nucléaire (le TNP), associé à une agence de promotion simultanée du nucléaire civil et de prévention des proliférations (l'AIEA). On voit aujourd'hui que cette stratégie n'a ni amené l'abondance nucléaire civile, ni résolu les problèmes béants comme les déchets nucléaires, ni empêché l'extension du danger des armes de destruction massive. On peut lier à cette crise la possibilité de plus en plus ouverte de développement d'armes biologiques et chimiques issues de technologies duales, même si ces dangers demeurent plus localisés.

Le débat sur ces crises n'est pas terminé. Ces quatre sortes de crises interagissent entre elles et leur frontière est parfois floue : la désertification relève à la fois de l'activité humaine et du climat (on suggère de la mettre dans les crises « planétaires » parce qu'il s'agit d'une des conventions signées à Rio avec biodiversité et climat). La crise de la ressource en eau est, elle, très liée à la surexploitation des nappes et des rivières, même si elle peut être liée aux changements de régimes de pluies. Mais toutes ces crises sont « majeures » au sens des impacts possibles sur l'humanité ou les milieux naturels indispensables à la survie planétaire. Elles sont toutes menaçantes dans les prochaines décennies voire plus tôt. Regarder ces crises en face sans les nier est l'essence du projet d'écologie politique. L'intérêt de la politique des petits gestes est que nous pouvons commencer aujourd'hui sans attendre d'être unanimes sur le diagnostic. A suivre...

Antoine Bonduelle ■

Ancien directeur de l'Inestene, institut spécialisé dans les scénarios énergétiques, président du Rac, Réseau action climat.

Réseau action climat France, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tel : 01 48 58 83 92.



P.-E. Weck - ID Média

Revaloriser l'action collective

Décoloniser notre imaginaire et convaincre d'autres personnes passe par la démultiplication des idées et des formes d'organisation et non par la recherche d'une unité. Il ne s'agit pas de remplacer un mythe par un autre. Il s'agit d'aller vers les autres, d'agir avec eux, sans attendre une catastrophe.

Un certain nombre d'écueils guettent les individus que nous sommes, soucieux de l'état de la planète, de l'avenir de ses habitants et d'une traduction en actes.

La situation objective et l'urgence des changements qu'en effet cette situation nécessite sont une chose, l'impatience ou la rigidité qu'elle peut susciter chez nous à notre encontre et à l'égard d'autrui en est une autre. Ce comportement-là, plus pathologique que juste, n'est d'ailleurs pas propice à favoriser la diffusion d'une prise de conscience, préalable aux changements nécessaires. Il n'est pas suffisant non plus, au nom du réalisme, d'opérer des transformations concrètes dans sa propre existence à la hauteur de ce que l'on souhaite et de se replier sur son réseau d'alter ego ou sa tribu écologiste.

L'hybris, cette tendance naturelle de l'homme à la démesure que stigmatisaient les Grecs anciens (1), n'épargne donc pas non plus les partisans de la sobriété, de l'écologie et de la non-violence.

Besoin de patience

Au bilan, tout ou presque reste à faire. Une volonté forte d'agir et de voir des résultats concrets n'exclut pas calme et patience, bien au contraire. Les transformations auxquelles nous appelons exigent aussi de sortir davantage de nos réseaux.

Nous avons chacun à notre rythme entamé une décolonisation de notre imaginaire, une insurrection de notre conscience. Nous nous insurgeons contre la loi du fric, de l'économie, l'exploitation et la destruction de la planète. Nous tâchons de libérer autant que faire se peut notre propre existence de la pression de l'argent, du travail obligé, de l'idéologie dominante. Se mettre en grève permanente de surconsommation sans fin et sans faim, cela s'inscrit dans une évolution/révolution qui suppose aussi quelque patience avec nous-mêmes. Cela ne peut interdire la jouissance d'une consommation réfléchie et assumée à chaque stade de notre cheminement. Ne cédons pas à la culpabilisation un poil masochiste, pour beaucoup de nous d'essence judéo-chrétienne. Cela n'empêche pas non plus pour ceux qui comme moi aiment ces plaisirs rabelaisiens, de ripailler et de se saouler un peu la gueule à l'occasion.

Il y a beaucoup mieux à faire que de rejouer le même jeu en ayant le sentiment d'en sortir.

Combattre « le plus comme étant le mieux », n'est pas s'imposer le faux symétrique du toujours moins ou de l'idéal du rien. Ce n'est pas non plus et encore moins l'imposer aux autres.

Existe en effet un autre excès bien tendanciel, à défaut d'être naturel : le modèle unique. Après le modèle unique du bon ou du pur consommateur, on créerait et imposerait celui du bon ou du pur dé-consommateur (ou dé-croissant) et le formatage correspondant. Les plus fondamentalistes (il n'en manque jamais quels que soient le domaine et le modèle) en appelleraient à l'épuration éthique, au terrorisme des consciences. Et le pathos individuel et social étant ce qu'il est, il ne manquera jamais non plus de petits soldats pour dénoncer, traquer les impurs.

Ces deux excès contre nous-mêmes et contre les autres sont autant de signes de ratés dans la décolonisation, dans la désaliénation puisqu'il s'agit de céder encore à la démesure et de remplacer une religion unique ou un mythe totalitaire par un autre.

Or, il y a beaucoup mieux à faire que de rejouer le même jeu en ayant le sentiment d'en sortir. Nous pouvons en conscience et en toute liberté changer, voire révolutionner notre propre existence, se rapprocher de l'idéal que nous nous représentons. Mais ce qu'il adviendra des interactions et des choix collectifs nous échappe largement, justement parce que la conscience et la liberté nous différencient plus ou moins les uns des autres. Et si dans notre idéal, la liberté doit bien davantage se réaliser, alors cela signifie que les différences s'épanouiront probablement aussi. Méfions-nous de cette erreur historique et hystérique qui consiste à projeter notre désir et notre subjectivité sur l'autre et sur le collectif. Il y a là une source majeure d'intolérance, de frustration et de conflit, en un mot de mal-être, qui profite au défoulement consumériste et à l'ordre économique.

La grève et la désertion auxquelles appellent Andy Singer et Paul Ariès, l'insurrection et la révolution que d'autres évoquent, doivent développer et non subordonner nos droits fondamentaux que sont liberté et solidarité. L'impératif de leur mise en actes rejoint l'impératif d'une mise en actes de l'écologie. Que serait celle-ci sans développement de ces droits et de ces valeurs ?

Agir pour multiplier les occasions

Cela suppose concrètement de respecter l'évolution de chacun, son point de vue présent. Respecter ne signifie nullement s'abstenir de donner le sien différent et de le défendre avec conviction. Bien plus que des combattants farouches voire intolérants de la décroissance, ne devons-nous pas être par dessus tout des militants engagés dans la construction d'une société plus conviviale (y compris avec la nature) et plus libre.

Dans ce sens, il y a urgence aussi à multiplier les occasions et les points de contact et d'échange en dehors de nos réseaux d'initiés. Or cette multiplication

(1) Voir l'article de Paul Ariès dans *La décroissance* de septembre 2005.

et la volonté nécessaire se heurtent à l'idée sartrienne fort répandue que l'enfer c'est les autres, ou à celle plus actuelle que les autres sont trop cons. Chacun vivrait entouré de cons. Ces idées plus ou moins communes et inconscientes justifient la méfiance à l'égard des autres, le repli sur soi ou au mieux sur l'entre soi. Si établir des relations privilégiées avec ceux qui nous ressemblent, apparaît de tous temps comme bénéfique et légitime, l'individualisme excessif et la tendance au tribalisme ne sont pas de bon augure quant à la lutte contre un système global qui se nourrit d'atomisation et d'isolement. Des excès ou des écueils qui là aussi servent bien mal la construction d'un autre dessein collectif, d'une solidarité, d'une société digne de ce nom et la diffusion urgente d'un autre rapport à la nature.

Certes, il y a des salauds, de gros intérêts et des pouvoirs qui utiliseront toujours et plus encore peut-être la diversité et la puissance de leurs armes pour réduire les résistances et les dissidences et maintenir l'ordre qui les sert. Mais cela ne peut justifier de voir dans la masse des humains des partisans farouches de cet ordre-là. Cela ne doit pas justifier non plus le repli sur soi ou sur sa tribu, à moins que l'on vise à déranger le moins possible ce système qui nous dérange. La masse, à laquelle nous appartenons, est constituée de collaborateurs plus ou moins zélés et plus ou moins obligés de la machine. Et nous en sommes tous, avec des niveaux d'information, des réflexions et des angles de vue différents.

On peut penser que les catastrophes seront nécessaires pour que les changements individuels et collectifs se produisent dans le sens de la mesure, du raisonnable. Ce sentiment semble d'ailleurs se propager si l'on en croit le sondage récent fait conjointement en Allemagne, Hollande, Italie, France, Espagne et Grande-Bretagne : 70% des personnes interrogées (79% des Français) considèrent qu'il faudra une catastrophe écologique pour que la communauté internationale prenne des mesures sérieuses en matière de protection de l'environnement (2). Cette éventualité quoi qu'on en pense ne peut, elle aussi, justifier le manque de réflexion et de mobilisation en vue d'imaginer des initiatives et de construire des actions de rencontre. Le partage et la confrontation de nos points de vue et de nos expériences à celles des autres différents, sont un préalable indispensable à des changements possibles hors des grandes catastrophes. Pourquoi le probable serait-il certain alors que l'improbable a toujours été un élément majeur de l'Histoire ? Pourquoi l'Histoire serait-elle désormais le résultat de changements subis et exclurait-elle les changements voulus ? Il n'est pas plus réaliste de penser notre futur de cette manière que de le penser autre.


Alban Labouret

Marche pour la décroissance 2005.

Et le résultat du sondage en question ne donne aucune indication sur le réalisme du sentiment qui y est exprimé. On pourrait même considérer que cette prise de conscience majoritaire du manque de volonté des autorités nationales et internationales est un signe favorable vers une autogestion des problèmes.

Là où nous sommes, dans nos villages, hameaux, quartiers, immeubles, il y a assurément bien des choses à faire pour favoriser des échanges. Chacun peut en imaginer et en expérimenter plutôt que de se laisser aller au découragement paresseux, à l'abdication devant l'inertie sociale et l'immensité de la tâche. Comme le suggère Paul Ariès, remettre en cause par exemple les marges des grandes firmes ne nécessite pas une mobilisation générale dans un boycott ou dans la décroissance des achats. « Les firmes réalisent leurs profits sur un faible pourcentage de leur volume d'affaires ». Cela signifie alors qu'elles dépendent assez fortement d'un pourcentage relativement réduit de leurs clients qui sont donc susceptibles d'attaquer l'argile de leurs pieds de colosse.

Nous sommes héritiers de Gandhi et de Martin Luther King, mais aussi de Marx, des maoïstes et des anarchistes quand ils prônaient l'immersion active dans le collectif et/ou l'action directe. Sortir de l'élitisme intellectuel ou groupusculaire et de sa stricte histoire individuelle, c'est ne pas renoncer à participer à une histoire collective d'émancipation toujours à réécrire.

Sociabilité et échanges

Loin d'être incompatible avec la démarche individuelle et/ou en réseau, cette participation au collectif la nourrit et en démultiplie l'impact. Dans ce sens, les tenants de l'ordre ont tout intérêt à encourager l'individualisme cher au marché, et même à montrer une assez grande tolérance envers les dissidences individuelles confinées. Ajouter à sa démarche individuelle une dimension sociale concrète permise par une présence active dans la cité, c'est lutter véritablement et politiquement pour des changements majeurs. C'est aussi ne pas céder à un pessimisme stérilisant que nourrit le repli.

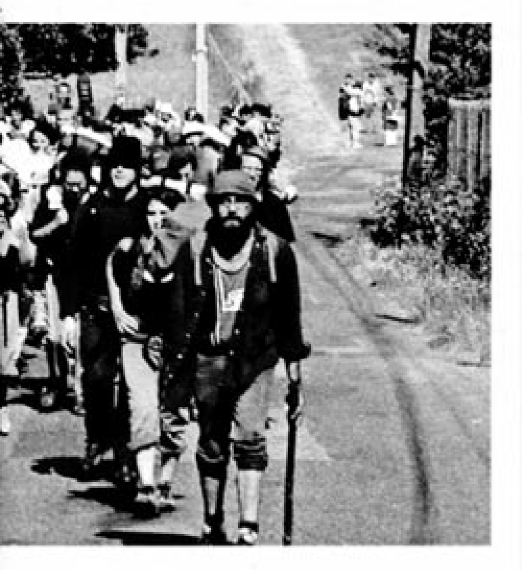
On pourrait ainsi légitimement se demander : qui a objectivement intérêt à ce confinement, à ce pessimisme de repli ?

L'argument qui consiste à opposer l'idéalisme illusoire de l'immersion au réalisme lucide de l'individualisme ne repose peut-être bien que sur des présupposés d'un imaginaire colonisé. Le déni de la capacité des autres à évoluer aussi (quand il ne s'agit pas d'un déni de la qualité de leur intelligence), souvent présenté comme réaliste, ne l'est pas plus que de leur reconnaître normalement cette capacité humaine.

Il ne s'agit pas de croire naïvement en un résultat assuré et spectaculaire, mais il s'agit d'une participation sociale aussi normale que nécessaire et d'une cohérence intellectuelle et pratique. Le « vivre localement » que défend Serge Latouche, reste peut-être trop entendu comme tra-

(2) Voir *S!lence* de septembre 2005.
(3) Contact : rahmabaman@free.fr.

vailler, produire et consommer localement. Si on veut sortir un peu plus de l'imaginaire économique, alors il faut l'entendre avant tout comme établir ou rétablir une large sociabilité locale qui inclut



divers types d'échanges et d'activités.

Comme l'aurait dit mon grand-père, 150 cons qui se parlent et réfléchissent ensemble sur la question de la consommation et du nucléaire, ce sera toujours mieux que trois cons qui balancent leur grille-pain après avoir lu l'article de Samuel Foutoyet dans *La décroissance*. D'autres articles du «journal de la joie de vivre» et de la revue *S!lence* de septembre 2005, ont également inspiré ce texte.

A ce propos, *La décroissance*, *S!lence* et *Passerelle Eco* pourraient lancer une rubrique racontant des initiatives et des actions de rencontre et d'échange avec nos alter ego différents. De mon côté, depuis l'année dernière j'ai fait abonner mon lycée à *S!lence* et à *La décroissance*, j'y participe au lancement d'un ciné-vidéo club, j'initie un réseau d'autoconstructeurs et d'aide à l'autoconstruction (3). Je réfléchis et prends des contacts en vue d'une création d'une cantine populaire à prix libre, également lieu d'informations, d'expressions, de services et de militance autogéré à Nîmes. J'ai en tête à l'avenir de cocréer un journal gratuit, mélange d'infos conviviales et d'infos critiques dans mon village, d'y équiper une salle municipale d'une télé, d'un lecteur de DVD et d'un magnétoscope collectifs. Je n'exclus pas une participation (libertaire) au conseil municipal, mais ça doit rester entre nous pour le moment... car il y a des mots et des associations de mots qui compromettent encore.

Maxime Vasseur ■

Le bien commun face à la misère

Face à la macdonaldisation de l'emploi, il est possible de repenser nos activités de manière plus autonome, les besoins étant redéfinis pour le bien de tous.

Le chômage s'accroît inexorablement dans la majorité des pays industrialisés. Quand il régresse, comme ces dernières années aux USA et en Grande-Bretagne, c'est souvent pour créer des emplois précaires, peu qualifiés et peu rémunérés. Certains ont appelé cette évolution la "macdonaldisation de l'emploi". Celle-ci ne devrait pas s'arrêter car il n'est pas irrationnel de penser que, notamment grâce à la technologie moderne (et surtout l'ordinateur), le système peut fonctionner à terme avec 20% d'emplois qualifiés (et même hyperqualifiés), bien protégés socialement, pour concevoir, fabriquer, voire réparer les robots industriels. Le reste, soit plus des trois-quarts, étant constitué d'exécutants sans qualification qui, volant de chômage aidant, deviendront corvéables à merci.

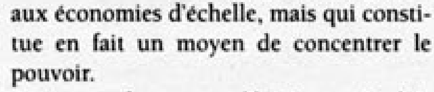


Ivan Illich.

Quant aux pays du Sud, même émergents, on y est déjà. Par exemple, en Chine, où des dizaines de millions de ruraux, anciens paysans, doivent chaque année quitter leur terre pour venir en ville (de plus en plus mégapolique) chercher un emploi encore plus précaire.

La protection sociale, garde-fou des sociétés industrialisées, développée en période de croissance, ne suffit plus à la satisfaction des besoins élémentaires des gens pauvres ou précaires (elle n'a d'ailleurs jamais permis à quiconque de s'autonomiser). Et à l'impossibilité matérielle vient désormais s'ajouter celle de satisfaire soi-même ses besoins de base (manger, se loger, se chauffer, se vêtir, se soigner). Car, qui peut, en ville et même à la campagne, disposer d'une parcelle de potager, d'une basse-cour, faire son bois, construire ou réparer sa demeure ?

Le développement économique de tous les pays est fondé sur la marchandisation de toutes les activités humaines, hétéronome donc facteur de dépossession. La perte de pouvoir des personnes sur leur vie est encore amplifiée par la concentration croissante des pouvoirs financiers et économiques en un nombre désormais plus réduit de pôles. Cette concentration est facilitée par le gigantisme des systèmes de production et de commercialisation de masse des biens et services — information comprise — gigantisme que les technocrates présentent comme permettant de réduire les coûts grâce, selon eux, aux économies d'échelle, mais qui constitue en fait un moyen de concentrer le pouvoir.



Le combat contre l'hétéronomie doit être au centre de l'action politique des écologistes qui veulent un développement humain équilibré.

Dans un dialogue, Jean-Marie Vodoz demande à Claude Raffestin (1) : "Si vous deviez rédiger un travail sur le développement humain, quel serait votre grand thème ? — Je m'efforcerais avant tout d'évaluer le degré d'autonomie des populations, c'est-à-dire leur capacité de vivre en bonnes relations avec l'environnement humain et naturel. On peut avoir un revenu plutôt bas, mais un degré d'autonomie assez élevé".

Au contraire, on assiste à un lent passage de la précarité à la misère, où le pouvoir d'auto-détermination des personnes devient insignifiant : "le pauvre [et le miséreux, note de l'auteur] est celui qui

(1) Raffestin Claude, *24 heures*, 1er juin 1993, Lausanne, Suisse.

a été privé de sa faculté d'élaborer des projets, de son espace d'auto-détermination" selon Marazzi (2). Pour recouvrer cette faculté d'auto-détermination, il convient de recouvrer ce qu'on peut appeler le bien commun dont je donne ci-après une définition.

Le bien commun

Pour définir le bien commun, je me référerai, dans un premier temps, beaucoup à Ivan Illich, notamment aux travaux qu'il a publiés dans son livre *Dans le miroir du passé, conférences et discours*, 1978-1990 (3).

D'abord définissons le bien. Illich oppose le bien à la valeur : "le bien fait partie d'une 'idéologie locale' liée à un ensemble d'éléments inhérents à un lieu spécifique (...) alors que la valeur est une mesure qui convient à l'idéologie abstraite de la science" (4). Plus précisément, le bien est, selon Illich, relatif aux activités de subsistance qui relèvent de la création d'une *valeur d'usage* alors que la valeur, paramètre des économistes, est relative à l'économie marchande monétarisée, qui relève de la production de *valeurs d'échange* sur le marché. Il convient donc de bien distinguer entre valeur d'usage et valeur d'échange.

Une deuxième notion, celle *d'activités vernaculaires* permet de préciser le bien. D'abord une définition : "Vernaculum, en latin, qualifie tout ce qui était né, élevé, tissé, cultivé, confectionné à la maison — esclave ou enfant, nourriture ou habillement, animal, opinion ou plaisanterie" (5) et Illich ajoute " [ce sont] des activités auxquelles se livrent les gens lorsqu'ils ne sont pas motivés par des considérations d'échanges, un mot qui qualifierait les activités hors-marché par lesquelles les gens font et fabriquent ce qui leur est nécessaire" (6). Dans une société choisissant un mode de vie orienté vers la subsistance, il dit que "la production de biens et de services est essentiellement regardée comme un moyen de mener des activités créatrices et non comme une fin qu'est la consommation obligatoire [d'enseignement, de transport, de soins médicaux, etc, Nda]. Là où la guitare est plus prisée que le microsillon, la bibliothèque que la salle de classe, le jardin potager que le supermarché. Là, le contrôle personnel de chaque travailleur sur ses propres moyens de production détermine l'horizon restreint de toute entreprise, un horizon qui est une condition nécessaire pour la production sociale et l'épanouissement individuel" (7).

Mais il faut maintenant introduire un concept en relation avec la propriété. C'est le concept de *bien commun* dans lequel apparaît, de façon fondamentale, la notion de *communaux*. En effet, le bien commun ne peut exister sans communaux. Référons-nous encore à Illich pour définir les communaux : "Ce sont ces parties de l'environnement à l'égard desquelles le droit coutumier imposait des formes particulières de respect communautaire. Il s'agissait pour les villageois de ces parties de l'environnement qui ne leur appartenaient pas mais sur lesquelles ils avaient un droit d'utilisation reconnu, non pour produire des biens marchands, mais pour assurer la subsistance de leur famille" (8).

Les communaux

Les communaux étaient d'abord ces terres et ces bois dont les villageois pouvaient disposer en quantité en fonction du nombre de bouches à nourrir de la famille. Mais pour Illich, ce n'est pas seulement cela. Il s'agit aussi de tout ce qui permet la sauvegarde, de façon autonome, de l'art d'habiter, y compris de l'autre côté du seuil de la maison, dans les rues des barrios (quartiers) de Mexico, avant la circulation automobile, où les vieux pouvaient poser leur chaise pour discuter et les enfants pouvaient jouer librement ; lieux qui permettaient aussi de se déplacer sans devoir nécessairement utiliser un moyen de transport motorisé, soit à pied ou à vélo ; ce qui permet de se maintenir en bonne santé sans devoir recourir aux soins médicaux ; d'apprendre par soi-même en ayant l'accès à une bibliothèque ; et aussi de faire la fête sans aller à la discothèque.


DR
Bibliothèque de Poitier.

L'échelle

La taille réduite est le garant du maintien des communaux. Rousseau disait que la démocratie ne pouvait exister que dans de petites communautés. Plus près de nous, Denis de Rougemont a écrit "*Small is beautiful* disait E.M. Shumacher parce que small permet seul, et très vite pour des questions de dimensions, l'autonomie, l'autosuffisance en cas de nécessité, la confiance dans le prochain" (9).

La technique

La technique moderne fondée sur le machinisme permet parfois de produire des biens de meilleure qualité et théoriquement plus durables. C'est par exemple le cas des voitures pour qui la robotisation du montage a permis une meilleure fiabilité. Mais comme on roule de plus en plus, ce progrès est vite annulé. C'est également le cas des télécommunications : elles devraient éviter les déplacements en avion. Mais comme le monde d'internet est de plus en plus déshumanisé et virtuel, les personnes des pays industrialisés recherchent l'évasion outremer alors que le bonheur pourrait être à deux pas de chez eux. En fait, internet, au lieu d'accroître les échanges entre les êtres, accroît leur distance.

La technique nous permet d'utiliser toute une gamme de prothèses qui nous éloignent du monde des sens. Nous sommes protégés des intempéries et du froid par des habitations surchauffées et les voitures, gavés de béton et de bitume propret, coupés du sol, qui reste pourtant notre base existentielle, par toute une panoplie d'instruments qui nous font vivre dans un environnement tous les jours un peu plus artificiel.

Cette dénaturation est encore aggravée par ce que j'appellerais la "dévitalisation" de notre lien avec les autres. A cause du discours sur la technique moderne, nous avons l'illusion que nous pouvons régler nos problèmes sans recours à l'entraide. La voiture, la télévision, le télé-

(2) Marazzi Christian, *La povertà in Ticino*, Bellinzona, Dipartemento delle Opere sociali, 1985.
(3) Illich Ivan, *Dans le miroir du passé, conférences et discours, 1978-1990*, in *Œuvres complètes*, volume 2, Paris, Fayard, 2005.
(4) op. cit., p. 784.
(5) op. cit., p. 831.
(6) Ibid.
(7) op. cit., p. 794.
(8) op. cit., p. 749.
(9) De Rougemont Denis, "Le choix du siècle", *Feuille d'information d'Arcadie*, Genève, 1977.



Une halte pendant la marche pour la décroissance en 2005.

achat, internet, individualisent les activités humaines et leur jumelage avec l'idéologie du "chacun pour soi" conduit au repli sur la sphère privée.

Enfin, pour assurer notre liberté économique, nous avons intérêt à utiliser des outils que nous pouvons concevoir, autoconstruire (même partiellement), modifier, réparer nous-mêmes, et en tout cas qui ne nous rendent pas captifs d'un "centre" en un mot, comme le souligne Illich dans *La Convivialité*, "des outils que l'on peut prendre, mais aussi laisser" (10).

La préservation de la nature

La nature n'est pas une ressource à exploiter pour le marché, mais un lieu de notre émerveillement et de la conservation de notre intégrité, comme le souligne Martine Rémond-Gouilloud : "L'intégrité de la nature autour de nous, c'est l'intégrité de la nature en nous ; les agressions qui affectent l'une se répercutent inéluctablement sur l'autre" (11).

Ménager la nature, c'est en prélever le moins possible. Cette réduction des prélèvements passe d'abord par des activités mesurées, sans gaspillage. Et rien de tel que les activités vernaculaires pour atteindre cet objectif, comme le dit justement Dominique Mouchot : "...sans retourner à l'autarcie d'autrefois, chacun va devoir se replier sur son lopin, au sens propre comme au figuré, et réaliser par lui-même afin de mesurer les avantages de la modération car rien ne vaut l'autoproduction pour freiner la consommation" (12). Savez-vous, par exemple, que sur mille salades produites pour des grandes surfaces, trois cents seulement sont vendues. Dans son jardin, les salades montées ou abîmées vont aux poules ou au compost. Dans les Préalpes, on dit que le bois chauffe trois fois : quand on le coupe, quand on le fend et quand on le brûle. Quant aux déplacements, les économies de subsistance sont des économies de proximité sans besoin excessif de motorisation.

La réduction des prélèvements passe aussi inéluctablement par la décroissance de la population. Dans ce domaine épineux, je ne vois pas d'autre solution que celle de laisser à chaque société de subsistance, organisée en communaux, le choix des moyens de limiter les naissances (les grandes campagnes de limitation des naissances semblant de portée trop limitée). S'il est vrai que les sociétés traditionnelles n'ont pas toujours été économes en prélèvements sur la nature, que dire des civilisations. François Ramade rappelait récemment que la civilisation chinoise a détruit la forêt qui est passée de 90% à 9% du territoire, la désertification en touchant aujourd'hui 30% (13).

Cinq exigences

Ainsi, nous avons défini cinq exigences pour réaliser le bien commun :

- donner à chacun la possibilité de satisfaire ce qui lui est nécessaire de façon autonome (par soi-même),
- en usant de biens communs (droit d'usage contre propriété privée ou collective),
- localement dans de petites communautés,
- en ménageant la nature,
- avec des outils appropriables par l'usager.

Cette première tentative d'énoncé de cinq exigences doit être soumise à la critique. D'abord, d'autres exigences doivent-elles être introduites ? Ensuite, toutes ces exigences doivent-elles être réunies ou certaines peuvent-elles être contournées sans dénaturer le bien commun ? Au lecteur d'apporter sa contribution.

Mais existe-t-il encore des activités qui réalisent le bien commun ? Oui. Par exemple, les toilettes à compost, la marche à pied ou le déplacement à vélo, le jardin familial (ou "ouvrier") en culture bio, les petits élevages...

D'autres activités pourraient relever du bien commun sans en satisfaire toutes les exigences. Par exemple, un magasin privé de quartier distribuant des produits locaux par opposition à un supermarché vendant des produits bio venant parfois de très loin ? Une petite usine hydro-électrique appartenant à une société locale ?

Jean-Michel Corajoud ■

Animateur de la revue Le Crétin des Alpes, petit journal des réfractaires au développement, 1731 route d'Agy, 74300 Saint-Sigismond.

(10) Illich Ivan, *La convivialité*, in *Œuvres complètes*, volume 1, Paris, Fayard, 2004.
(11) Rémond-Gouilloud Martine, "L'ère de la précaution", *S!lence*, juillet-août 1994.
(12) Mouchot Dominique, *Perspectives*, Montpellier, février 2004.
(13) Interview à l'émission "Terre à Terre", *France-Culture*, Paris, 30 juillet 2005.



Jardin "commune aut'terre" à Lille.

Une sixième exigence

Une sixième exigence concerne la nécessité de prendre en compte les besoins de la communauté. Au premier point proposé par Jean-Michel Corajoud, la rédaction de Silence propose de rajouter qu'il est nécessaire de penser les biens communs en terme de solidarité avec les autres membres d'une communauté. Bébés, handicapés, malades, personnes âgées... ne peuvent pas toujours être autonomes par eux-mêmes.

Petite phrase

Le sourire est le même dans toutes les langues"
Proverbe mexicain

Agriculture bio



■ Bretagne : un million de repas. Les repas dans les cantines scolaires connaissent un succès croissant. En 2005, plus d'un million de repas ont été servis, soit une hausse de 38% en un an. Si au départ,les producteurs bio étaient à l'initiative de la démarche, ce sont maintenant les parents qui en réclament. Un succès qui risque de vite poser problème, la production risquant de ne pas suivre la consommation.

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur : portes ouvertes. Les 10 et 11 juin, les producteurs bios de la région ouvrent leurs fermes au public. Toutes les productions sont représentées : fruits et légumes, vin, plantes aromatiques et médicinales, céréales, miel, viandes, fromage, pain, olives... Programme détaillé : *Bio de Provence, maison de la bio, Agroparc, BP 1221, 84911 Avignon cedex 09, tél : 04 90 84 03 34.*

Systèmes d'échanges locaux Rencontres annuelles

Les systèmes d'échanges locaux se sont multipliés en France et à l'étranger depuis plus d'une dizaine d'années. Ce système permet, à l'aide d'une monnaie fictive, de développer des échanges locaux solidaires. Une rencontre inter-SEL se tiendra du 19 au 27 août à Amiens avec comme thème le respect de l'environnement. Logement en camping ou en chambre d'étudiant. Douches solaires, toilettes sèches, cuisine collective végétarienne bio. Renseignements : *Potes en sel, 17, rue Paul-Pruvost, 80080 Amiens, tél : 03 22 52 12 49 ou 03 22 72 46 41.*

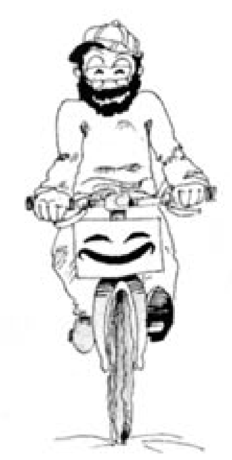
HÉRAULT

Stage d'Espéranto

Un stage d'initiation à l'espéranto est organisé du 7 au 14 juin à Batipaume, Agde. Renseignements : *Cercle biterrois d'espéranto, Christian Herbette, 22, ZA Le Bousquet, 34310 Montady, tél : 04 67 21 86 61.*

Ecovillages Rencontres d'été

Le GEN, Global Ecovillage Network, essaie depuis 1996 de fédérer les initiatives autour du concept d'écovillages. Il organise du 9 au 16 juillet des rencontres européennes à l'écovillage de Svanholm au Danemark. Pour en savoir plus : *GEN-Europe, Rosa-Luxemburgstr. 89, D-14806 Belzig, Allemagne.*



Ecocyclette autour du monde

Guillaume Miot, 27 ans, accompagnateur de montagne, vient de partir pour un tour du monde en bicyclette prévu en trois ans, avec le désir de partager tout au long du trajet l'idée qu'il faut préserver la planète. De nombreuses rencontres sont prévues avec les enfants des écoles et les associations de protection de l'environnement. Le trajet privilégie les pays francophones. Guillaume est partant pour être accompagné sur des portions de chemin. Pour en savoir plus : *Terre de rêves, 2, place Emile-Zola, 79300 Bressuire, tél : 05 49 65 86 39, www.eco.cyclette.free.fr.*

Festival mondial de la Terre

Du 19 au 25 juin, vous êtes invités à organiser et relayer chez vous les activités liées à ce festival décentralisé. Thèmes suggérés : lundi 19 juin, terre solidaire avec promotion de l'économie solidaire, des relations de quartiers, la reconnaissance des différences et des peuples autochtones ; mardi 20 juin : terre des enfants avec promotion des droits des enfants et des organismes qui les soutiennent ; mercredi 21 juin : terre pacifique avec animation musicale (fête de la musique) sur le thème de la paix ; jeudi 22 juin, terre préservée, avec sensibilisation aux questions d'environnement, promotion de la biodiversité, découvertes de sites naturels ; vendredi 23 juin, terre des arts, avec expositions artistiques, spectacles, animations ; samedi 24 juin, terre en chœur, avec chorales d'enfants et d'adultes et concerts divers ; dimanche 25 juin, terre nourricière avec pique-nique, sensibilisation à la bio, contacts avec la nature, rondes humaines pour la fin du festival. La première édition en 2005 avait fédéré 195 événements dans 24 pays. Des actions avaient eu lieu dans quinze villes de France. En 2006, à Paris, les 23, 24 et 25 juin, un village associatif se tiendra dans le parc de Bercy. Pour en savoir plus : *Terralliance, maison des associations, BAL 16, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 49 77 71 30.*

Jeudis découverte de la Nef

La société financière La Nef vous invite le 15 juin à son siège à Villeurbanne (Rhône) et le 6 juillet à son siège à Paris pour débattre éthique, solidarité et épargne.
■ *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90.*
■ *La Nef, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 00 04.*

PARIS

Semaine de l'écologie

Une semaine de l'écologie se tiendra à *La Passerelle*, lieu de rencontre et de croisement de multiples engagements militants, du 12 au 18 juin, avec chaque soir des projections et des débats : mardi 13, le changement climatique ; mercredi 14, la question de l'énergie ; vendredi 16, l'habitat écologique ; samedi 17, les déplacements... Programme complet : *La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, 75011 Paris, tél : 01 43 57 04 82.*

VAL-D'OISE

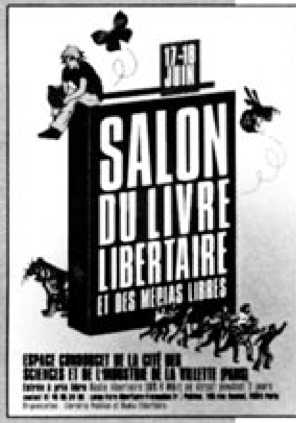
Rencontres sur la décroissance

ATTAC Val-d'Oise et l'association Colibri organisent le dimanche 25 juin à Saint-Martin-du-Tertre, des rencontres sur le thème de la décroissance. Accueil à partir de 11 h et atelier pour déterminer son empreinte écologique individuelle et collective. A 12 h, présentation de quelques notions clés comme "croissance", "plus et mieux", "simplicité volontaire", "effet rebond"... A 14 h, trois ateliers : 1) crise écologique, crise énergétique, où en est-on ? 2) Quelle place pour la décrois-

PARIS

Salon du livre libertaire

Le 3e salon du livre libertaire et des médias libres se tiendra les 17 et 18 juin à l'espace Condorcet de la Cité des sciences et de l'industrie, à la Villette. Entrée gratuite. L'occasion de découvrir que si les grands médias ont du mal à vivre, la petite édition indépendante est en pleine ébullition. Renseignements : *Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.*





D'autres parapluies ambulants

En décembre 2005, nous présentions le projet de Caroline Lopez : la création d'une épicerie associative ambulante en région toulousaine. Celle-ci a vu le jour sous le nom de *Parapluie ambulant* et diffuse des produits bios, des produits locaux, des produits issus du commerce équitable... Mais également de l'information différente.
Elle a bénéficié d'une subvention de 23 000 € de la part du Fonds social européen. Questionné par Caroline Lopez, ce fonds lui a indiqué qu'il serait prêt à aider le même projet dans d'autres régions. Après plusieurs mois de fonctionnement, Caroline Lopez nous a fait part de l'importance d'une telle aide qui permet de développer nettement le côté associatif, les relations conviviales, le côté pédagogique, les rencontres... Au lieu comme souvent pour ceux qui n'ont pas de fonds, d'avoir à toujours se consacrer uniquement à la vente. Le Fonds social européen finance donc ce genre de projet jusqu'à fin 2006. Si d'autres personnes veulent savoir comment procéder pour créer la structure associative, monter le dossier de financement, ils peuvent prendre contact avec *Le Parapluie ambulant, chez Caroline Lopez, 40, rue Kruger, 31200 Toulouse, tél : 05 61 13 39 04.*

sance dans un projet de transformation sociale ? 3) Un autre mode de vie est possible ? Moins de biens, plus de liens ? Renseignements : *Colibri, 256, rue André-Caron, 60230 Chambly.*

BOURGOGNE

Ecofestival



Passerelle éco

L'Ecofestival 2006 se tiendra à l'Eco-domaine des Gilats les 30 juin, 1er et 2 juillet. Au programme, une centaine d'exposants et des conférences : Jean-Pierre Berlan, directeur de recherche de l'Inra "Recherche et gratuité du vivant" (vendredi à 20h), Claude Micmacker, architecte de l'éco-centre du Périgord "Techniques de construction saine" (samedi 1er à 11 h), Jean-Claude Pierre, de Nature et culture et de Cohérence-Bretagne : "Approche d'un développement durable et solidaire" (samedi à 16h), Jürgen Hartwig, spécialiste des énergies renouvelables à Fribourg, "La ville où le soleil est roi" (samedi à 20h), Patrick Baronnet, de Héol, "Autonomie énergétique et économie solidaire" (dimanche 2 à 11 h), Patrick Viveret, cofondateur d'ATTAC, "Les nouvelles richesses" (dimanche à 16h). De nombreux espaces de démonstration attendent les visiteurs. *Ecofestival, Eco-domaine des Gilats, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*

DOUBS

L'Escapade

L'association l'Escapade organise des randonnées gratuites pour ses adhérents. Au programme : plantes comestibles de Jaman (Jura Suisse), les 24 et 25 juin ; autour de la vallée de Thann (Vosges du sud), du 6 au 9 juillet ; des Glières au Bârgy, préalpes du Montblanc, randonnée géopolitique avec le maire d'Entremont, du 15 au 18 juillet. Renseignements : *L'Escapade, Denis Goll, Le Village, 25210 Le Barboux, tél : 03 81 43 83 73.*

OISE

L'Ecume du jour

L'Ecume du jour est un bistro-resto associatif situé à Beauvais qui compte six salariés, environ 500 adhérents dont 80 bénévoles. Le lieu héberge un réseau d'échanges réciproques de savoirs depuis 1993. Depuis 2000, cela a débouché sur une demande forte dans le domaine de la santé et des séances d'éducation à la santé (prévention des conduites addictives, éducation à la vie affective et sexuelle) auprès d'adolescents ont vu le jour. Pour les plus grands, un projet de santé communautaire avec des professionnels de santé permet le dialogue avec les habitants. *L'Ecume du jour, 5, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 60000 Beauvais, tél : 03 44 02 07 37.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Les petits princes

L'association *Les petits princes* a pour but de rassembler, d'informer, de motiver et de faire avancer tout ce qui concerne le respect de l'homme, de l'environnement et de la planète. Elle offre un lieu témoin à visiter avec chauffage solaire, centrale photoélectrique, toilettes sèches, chauffage bois, poêle bois, potager bio, matériaux sains, puits, économies



DR

d'énergie, recyclage... Les visites se font sur rendez-vous ou les derniers dimanches de chaque mois à 14 h. *Les petits princes, La Hubiais, 44130 Saint-Omer-de-Blain, tél : 02 40 87 10 98.*

HAUTE-VIENNE

Chantier convivial

L'association *Contrechamps*, locataire d'une ferme fortifiée du 17e siècle, organise son 5e chantier de bénévoles du 31 juillet au 12 août pour la transformation d'une grange en salle de spectacles. 4 heures de chantier par jour, le matin, après-midi, découverte de la région, festivités. Hébergement en camping au cœur d'un domaine agricole en agriculture biologique. *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-en-Petit, tél : 05 55 69 13 18.*

Ecotopia

La rencontre des alternatifs européens Ecotopia se tient cette année près de Zvolen, en Slovaquie. Comme chaque année depuis 1989, ce camp autogéré (qui se tient en anglais) est précédé par une convergence cycliste, le byketour, qui partira cette année le 1er juillet de Lituanie pour ensuite traverser la Pologne et rejoindre la Slovaquie pour l'ouverture du camp à la mi-août. Renseignements : *Eyfa, postbus 94115, 1090 GC Amsterdam, Pays-Bas, tél : 0031 20 665 7743.*

DR

Rencontre Ecotopia



Alternatives

HÉRAULT

Cantercel, centre d'architecture

Cantercel est un site d'expérimentation architectural sur cent hectares, au sud du Larzac. Il propose tout au long de l'année des stages pratiques : création architecturale et sculpturale en béton (15 au 17 juin), construction bois et paille (22 au 25 juin), énergie et habitat (23 et 24 juin ou 22 et 23 septembre), ossature bois et remplissage (7 et 8 juillet), initiation à la géobiologie (8 juillet), mise en œuvre de la terre crue (1er et 2 septembre), végétalisation d'un bâtiment (15-16 septembre). Par ailleurs des chantiers sont ouverts du 7 juillet au 17 septembre, à des étudiants en architecture et à des personnes motivée par la qualité des espaces de vie. Renseignements : *Cantercel, 34700 La Vacquerie-Saint-Martin-de-Castries, tél : 04 67 44 60 06.*



DR

AVEYRON

Camps d'Altern'Educ

Alter'Educ est une association spécialisée dans l'éducation non-violente. Elle propose des camps de jeunes pendant l'été, sur le plateau du Larzac. *Artistes en herbe* (6-8 ans, 12 au 19 juillet), *Histoires à voir, spectacle vivant* (6-8 ans, 22 au 29 juillet), *Poneys, murmurer à leur oreille ?* (9-11 ans, 12 au 19 juillet), *Cirque, sors ton clown !* (9-11 ans, 22 au 29 juillet), *L'aventure Utopia* (12-15 ans, 12 au 19 juillet), *Une société idéale ? Utopia2* (12-15 ans, 22 au 29 juillet), *Séjours familles* (pour tous, 4 au 8 août).

Renseignements : *Altern'Educ, route de Saint-Martin-du-Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 62 29 70.*

PUY-DE-DÔME

L'écol'porteur

L'écol'porteur est une association qui organise des séjours de vacances itinérants dans la nature, avec une volonté d'éducation à l'environnement et de promotion des alternatives écologiques. Elle organise du 2 au 15 août, un séjour nature en Auvergne, dans le massif du Sancy, pour des enfants de 10 à 13 ans. Séjour itinérant accompagné par des ânes, avec découverte de la faune et de la flore, d'une ferme auvergnate, 20 enfants maximum pour quatre animateurs, alimentation biologique, nuits à la belle étoile, ascension du puy de Sancy. Documentation complète sur demande : *L'Ecol'porteur, le Faux, 63580 Saint-Gènes-la-Tourette, tél : 06 80 04 61 41.*

NÎMES

La carriole contre la voiture

Prendre sa voiture, affronter les embouteillages, polluer, chercher une place de stationnement, et tout cela pour faire ses courses ? C'est complètement démodé ! Aujourd'hui, il y a beaucoup plus simple : la carriole que l'on accroche à son vélo. L'association de l'O vous propose d'autoconstruire votre carriole à tout petit prix et vous invite pour en discuter à son assemblée générale le 24 juin à son siège : *Association de l'O, 24a, rue de la Garrigue, 30000 Nîmes, tél : 04 66 82 97 70.*

NORD-PAS-DE-CALAIS

Marche pour la décroissance

Une marche d'un mois est organisée dans la région Nord-Pas-de-Calais, départ de Gravelines le 25 juin, arrivée à Fourmies, le 22 juillet. Le but de la marche est de lancer un débat sur le thème de la décroissance en abordant aussi bien les questions économiques, sociales, écologiques, locales, débattre des alternatives possibles, échanger savoirs et savoir-faire, promouvoir des initiatives pour relocaliser l'économie... Une journée forum est organisée le jour du départ. Les étapes font de 15 à 20 km par jour. Les hébergements se font ensuite chez des paysans, des artisans, des associations ou des bâtiments communaux. La marche croise en de nombreux points des lignes de chemin de fer permettant de rejoindre la marche. Seuls les piétons et les cyclistes peuvent y participer. Les participants à la marche s'engagent à respecter quelques règles de vie commune : respect des hôtes et des autres marcheurs, aucun signe d'appartenance à une organisation, cercle de parole quotidien pour l'organisation des tâches matérielles. Les marcheurs sont autonomes (tente, chaussures, protection solaire, pluie...). Ni drogue, ni alcool, ni animaux de compagnie. Par contre, instruments de musique acoustiques bienvenus. Pour en savoir plus : *Cécile au 03 20 42 95 44* ou *Martin au 06 22 13 32 33, http://marchedecroissance2006.blogspot.com*



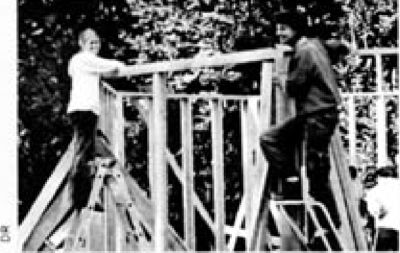
GARD

Carapa

L'éco-site Carapa organise les 15 et 16 juillet ses journées portes ouvertes sur le thème "Préparer l'après-pétrole" avec des cercles de paroles pour aborder différentes thématiques : dimension matérielle et technique, dimension créative et ludique... visite de l'éco-site, fête... Renseignements et inscriptions : *Eco-site Carapa, Vaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42 ou 04 66 30 33 96.*

Tribu vivace

Après une marche pour la décroissance qui se déroule du 20 mai au 20 juin, la Tribu vivace propose un atelier yourte du 22 au 30 juin, une marche à la découverte des plantes sauvages du 1er au 15 juillet. Elle lance déjà un appel pour une traversée de l'Espagne à vélo



DR

Ossature bois.



DR

Murs en bottes de paille.

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'Ecocentre du Périgord est constitué de cinq petites maisons de démonstration construites selon les différentes techniques de l'écoconstruction. Tout au long de l'année, le centre offre des formations : poser un toit en chaume (30 mai au 2 juin), enduits et finitions à la chaux et à l'argile (19 au 23 juin), la chaux dans tous ses états (18 au 22 septembre), la terre crue dans tous ses états (25 au 29 septembre), pratique de la construction écologique (23 au 27 octobre), architecture, habitat et santé (10 et 11 novembre)... Il est également possible de le visiter, jusqu'au 18 septembre, les lundis, vendredis et samedis. Un éco-festival se tiendra sur le site les 9 et 10 septembre. *Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

Fêtes, foires, salons

(le signe ❊ indique que S!lence est présent)

❊ **Alsace : 25e foire de Rouffach.** Du 25 au 29 mai, plus grand salon écolo en extérieur en France avec 300 exposants fort bien sélectionnés. Une quarantaine de conférences et ateliers. Thème de l'année : *sobriété et décroissance* avec des sujets comme la dépendance pétrolière de l'agriculture, éloge de la modération, croissance = emploi ?, comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire... Mais aussi les 20 ans de Tchernobyl, la renaissance agraire, le recyclage, Beljansky. Programme détaillé : *Foire de Rouffach, Chantal et Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

■ **Pyrénées-Atlantiques : Bioterra.** 26 au 28 mai, parc des expositions de la Côte basque, Hendaye/Irun, à la frontière. Produit bio et environnement. *Bioterra, Ficoba, avda Iparralde, 43, 20302 Irun (Gipuzkoa), Espagne, tél : 00 (34) 943 66 77 88.*

■ **Maine-et-Loire : Fête à la campagne.** 28 mai à la ferme de Paula, La Fontaine de Suie, 49640 Daumeray, 35 stands, espace détente, zone de gratuité, animations et spectacles. *Association Paradigmes, tél : 02 41 44 02 43.*

■ **Isère : fête du livre nature et environnement.** 3 juin à Villefontaine. Conférence de Jean-Marie Pelt, présentation par des librairies de plus de cinquante éditeurs... Renseignements : *MNEI, Maison de la nature et de l'environnement, 5, place Bir-Hakeim, 3800 Grenoble, tél : 04 74 96 70 04.*

■ **Vaucluse : 7e salon éco-énergies.** 3 et 4 juin à Mérindol-en-Lubéron. Outre les présentations des techniques appliquées dans le domaine des renouvelables et des économies, le salon accueille un marché d'occasion et un pôle innovation. Débats autour du tri sélectif, des bio-carburants, des écovillages, des voyages équitables, de la reforestation... Entrée gratuite. *Action Mérindol environnement, 8, hameau de Champeau, 84360 Mérindol-en-Luberon, tél : 04 90 72 16 83.*

■ **Saône-et-Loire : 3e Eglantine.** 3 et 4 juin, à Saint-Martin-du-Tartre, "bien-être, nature et terroir", 50 exposants. Bio et santé, ateliers de biodanza, sophrologie, yoga, etc. *Harmonie, Maizeray, 71460 Saint-Martin-du-Tartre, tél : 03 85 49 25 63.*

❊ **Var : foire bio de Signes.** 4 juin, dans le village de Signes. Une centaine d'exposants, surtout alimentaire, associations, artisans, Conférences, entrée libre. *Nature-et-Progrès Var, 1601, chemin de Saint-Augustin, 83260 La Crau, tél : 04 94 57 94 30.*

■ **Tarn : Biocybèle.** 4 et 5 juin, parc Foucaud, à Gaillac. 24e édition sur le thème du pain. Conférence du professeur Belpomme sur le thème "notre environnement dans le pétrin", 200 stands. *Nature-et-Progrès, Cazalens, 81600 Brens, tél : 05 63 57 60 00.*

❊ **Marne : 5e Fagnières nature.** 10 et 11 juin à Fagnières. près de Châlons-en-Champagne. Bio et associations. Entrée gratuite. *Mairie, 4, rue Dautelle, 51510 Fagnières, tél : 03 26 68 15 31.*

❊ **Maine-et-Loire : fête bio.** 10 et 11 juin à Mûrs-Erigné, au centre Jean-Carmet. Thème de l'année : alimentation et santé. Marché bio, jardin, éco-construction, énergies renouvelables. Conférences : bien manger sans se ruiner (le samedi à 15h), la réduction des déchets à la source (16h30), coopération décentralisée (20h), la démocratie participative (dimanche à 11h), la maison écologique, économique et d'entraide (14h30), la dictature de la croissance (16h30). Programme complet : *CABA Biocoop, 122, rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél : 02 41 60 01 61.*

■ **Puy-de-Dôme : 3e Habis.** 10 et 11 juin à Landogne, rencontres de la construction saine. Thème de l'année : l'eau dans la maison. 80 exposants. Conférence de Jean-Marie Pelt. *Habis, tél : 04 73 79 90 06.*

❊ **Limoges : 4e Coccinelle et compagnie.** 11 juin au lac d'Uzurat. Marché bio, démonstrations de jardinage, expositions, animations enfants. Thème de l'année : le jardinage bio. *Gablim, pôle de Lanaud, 87220 Boisseuil, tél : 05 55 06 46 20.*

■ **Bouches-du-Rhône : 6e Bio et terroir.** 11 juin, au foyer rural de La Roque-d'Anthéron. Conférences sur les biocarburants, la phytothérapie, les Amap, les agricultures bio, raisonnée ou OGM. *Foyer rural, Maison des associations, 3, cours Foch, 13640 La Roque-d'Anthéron, tél : 04 42 50 57 03.*

❊ **Charente-Maritime : 32e Prairial.** 17 et 18 juin parc Jean-Macé à Aytré. *Ville d'Aytré, BP 102, 17442 Aytré cedex, tél : 05 46 30 19 19.*

■ **Pyrénées-Orientales : F'estive.** 17 et 18 juin à Eyne. 40 exposants. Produits bio et/ou équitables. Associations. *Les Eynoiseries, cal Martiner, 66800 Eyne, tél : 04 68 04 24 02.*

■ **Isère : Salon nature d'Espace Terre.** 18 juin, à la salle Sports et loisirs de Saint-Georges-d'Espéranche. *Espace Terre, chemin de Mélat, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél : 04 74 59 04 91.*

■ **Haute-Saône : Rencontres hommes et nature.** Les 24 et 25 juin à l'auberge de la Pierre-Percée à Fouvent-le-Bas. Ventes de produits naturels, camping, soirée conviviale, musique et feu de camp, ateliers de santé alternative, musique, etc. Entrée gratuite. *La Vie naturellement, La Verrière, 70700 La Chapelle-Saint-Guillain, tél : 03 84 32 77 05.*

■ **Lot : 6e foire biologique.** 25 juin à Capdenac-le-Haut, au pied du donjon. 50 exposants en bio. Trois conférences. *Office de tourisme, place Lucter, 46100 Capdenac, tél : 05 65 50 01 45.*

■ **Yonne : Ecofestival.** 30 juin, 1er et 2 juillet, à l'Ecodomaine des Gilats. Thème de l'année : la souveraineté alimentaire et énergétique (agriculture sans pétrole, respect de l'environnement, lutte contre le gaspillage, énergies renouvelables...). *Ecodomaine des Gilats, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*



à partir de l'automne avec comme objectif d'organiser une convergence pour barrer la route au Paris-Dakar en janvier 2007. Une autre traversée cycliste est envisagée à partir de mai 2008 pour la mise en place d'une école itinérante qui se rendra dans les pays d'Europe de l'Est. Renseignements : *Tribu Vivace, Alain, tél : 06 19 42 18 69.*

HAUTES-ALPES

Le Gabion

Le Gabion propose tout au long de l'année des formations en construction écologique : enduits et peinture terre (12 au 16 juin), le chanvre en construction (21 au 23 juin), taille de pierres (11 au 15 septembre), le plâtre aux multiples usages 18 au 22 septembre), construction paille et ossature bois (25 au 29 septembre), charpente ossature bois (9 au 13 octobre), stratégie bioclimatique et écologique en réhabilitation (11 au 13 octobre)... Programme complet : *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*

LYON

Les blés d'or

La Maison de l'écologie organise le 29 mai à 20 h, la projection du film *Les blés d'or* sur l'agriculture paysanne et les enjeux actuels : privatisation des semences, invasion des OGM. Le film sera suivi d'un débat avec la réalisatrice Honorine Perrino. *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.*

Circuits courts et impacts écologiques

La Maison rhodanienne de l'environnement organise le jeudi 8 juin à 19 h, une conférence sur le thème *circuits courts et réduction des impacts écologiques*, animée par Guillaume Biennier, auteur d'une étude comparative sur les circuits courts : vente directe, relocalisation des échanges, lien ville-campagne, expériences équitables, conviviales, solidaires... Présentation d'exemples présents à Lyon. *Mais on rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 80.*

BOUCHES-DU-RHÔNE

Le Loubatas

Le Loubatas est centre permanent d'initiation à la forêt provençale qui dispose d'un centre d'accueil équipé en énergie solaire, récupération des eaux de pluie... Il organise en août prochain deux chantier internationaux de quinze jours ouverts à de jeunes adultes dans le but de construire deux toilettes sèches avec des matériaux écologiques (WC à compost) et d'isoler une salle avec de la paille de lavande. Outre la formation à l'écoconstruction, aux énergies renouvelables, le chantier permettra la découverte de la région, des échanges culturels, de la musique et de la bonne humeur. L'hébergement se fait sur l'écosite. Renseignements : *Adèle Zeltz, Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél : 04 42 67 06 70.*





DR

Le Loubatas.



15 avril 2006 : arrivée de la marche à travers la Manche.



"Die-in" sous la pluie.



Percussions atomiques.



Conférence de presse.

Forte mobilisation contre l'EPR

Malgré 20 à 30 000 manifestants contre l'EPR, le négationnisme se répand dans les médias.

Le Réseau Sortir du nucléaire et les 720 associations adhérentes peuvent être satisfaits : alors qu'ils avaient organisé la manifestation pour 10 à 15 000 personnes, il en est venu environ le double, donc entre 20 et 30 000. Les opposants représentaient un large spectre de la politique : de Cap 21, le mouvement de Corinne Lepage aux mouvements libertaires, en passant par les écolos et les très nombreuses associations de défense de l'environnement.

Une manifestation qui montrait d'importantes divergences entre la population locale largement asservie au nucléaire (arsenaux de Cherbourg, usine Cogéma de La Hague, centrale nucléaire de Flamanville, stockage des déchets de l'Andra) et des militants venus principalement de Normandie et de Bretagne remontés contre ce projet de centrale. Ainsi, alors que Julien Dray rappelait que le PS estimait "L'EPR inutile et dangereux", le maire socialiste de Cherbourg, Bernard Cazeneuve, était absent. Ce dernier a toujours soutenu le nucléaire "qui crée des emplois" dans une région où l'éolien pourrait en créer beaucoup plus.

Une étude a été dévoilée au lendemain de la manifestation sur ce potentiel qui, associé aux économies d'énergie, pourrait créer localement plus de 10 000 emplois contre 350 pour l'EPR, et produire deux fois plus d'énergie, pour un coût équivalent.

José Bové, pour la Confédération paysanne, a lancé un appel aux candidats aux présidentielles pour leur rappeler qu'ils devront prendre position sur ce problème.

Entêtement français

Les grands partis ont vite répondu. Ainsi, Alain Carignon, actuel président UMP de l'Isère et ancien ministre de l'environnement en 1986, ne voit qu'un "déficit démocratique" au moment de l'accident de Tchernobyl … et réaffirme qu'un tel accident n'est pas possible ici. Selon lui, plus de "transparence" permettrait au public de mieux saisir l'intérêt du nucléaire. François Bayrou a rappelé que l'UDF est pour la poursuite du nucléaire qui, selon lui, permet de lutter contre le réchauffement climatique. François Hollande a également rappelé que, si le PS était réticent sur l'EPR, il était pour la poursuite du nucléaire aux côtés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Les trois grands partis rêvent d'un nouveau réacteur, plus puissant, produisant moins de déchets… Bref, nous promettent de dépenser toujours autant d'argent dans le nucléaire, alors que les autres pays européens, eux, investissent à fond dans les énergies renouvelables.

Mensonges médiatiques

L'AIEA s'est fendue d'un communiqué adressé à tous les grands médias, les mettant en garde contre la "radiophobie". Cette nouvelle maladie expliquerait qu'à force de faire peur aux gens, les antinu-



Reportage photo de Pierre -Emmanuel Weck/ 1D Média.



Didier Anger, José Bové, Corinne Lepage, Dominique Voynet, etc...



Une manifestation bien arrosée.



Militants de tous les temps : Mireille et José.

cléaires finissent par provoquer des maladies chez ceux qui les écoutent ! Et cela marche. Nombre de journaux, pour le 26 avril, n'ont publié que des articles lénifiant sur le nucléaire. *20 minutes* osant même titrer : "Le nucléaire civil se porte bien" reprenant la propagande d'EDF qui affirme qu'aux Etats-Unis, les projets dans le nucléaire refleurissent... Or, depuis 1973, aucun réacteur n'a été mis en chantier aux Etats-Unis ! Le nucléaire se porte tellement bien dans le monde que les agences internationales annoncent que sa contribution à l'énergie dans le monde devrait passer de 6 % à 3 % d'ici 2030. Les grandes chaînes de télévision ont passé des reportages... uniquement sur ce qui passe à Tchernobyl. Seule *France3 Corse* a osé passer un sujet sur la contamination en France.

ETATS-UNIS

Accident révélé

L'installation d'essais nucléaires de Boeing-Rocketdyne, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Los Angeles a connu un grave accident en 1959.
A l'époque, l'arrêt de l'évacuation de la chaleur suite à une obstruction d'une conduite du circuit de refroidissement a provoqué la fusion de 30% du combustible dans un réacteur d'une puissance de 20 MW. L'accident a alors provoqué un immense nuage d'iode radioactif. L'accident a été longtemps caché, mais un procès en cours depuis longtemps a permis d'en savoir plus récemment : selon le tribunal, il s'agirait d'un des plus gros nuages d'iode radioactif jamais libéré dans l'atmosphère et les maladies de la thyroïde seraient nombreuses dans les environs (*Contratom, avril 2006*)

GRANDE-BRETAGNE

Privatisation du démantèlement

Le gouvernement britannique a indiqué vouloir confier au privé la gestion du démantèlement des 20 réacteurs nucléaires du pays. L'aide de l'Etat se monterait à 101 milliards d'euros. Les appels d'offre sont en cours pour le site de stockage de Drigg (nord-ouest de l'Angleterre) et pour Sellafield (Ecosse). Le risque est que l'on retrouve des déchets privés ailleurs que prévu comme ceux remontés à la surface par le tsunami au large de l'Ethiopie.

Rencontre internationale antinucléaire

Du 13 au 20 août, le Réseau Sortir du nucléaire organise en Dordogne, sur l'écosite de Beauchamp, une rencontre internationale antinucléaire. Au programme : jeux de présentation, présentation de la situation dans les différents pays, fonctionnement associatif et démocratique dans chaque pays, la politique énergétique de chacun, comment favoriser les actions communes, débat sur la pétition "un million d'Européens" et préparation d'une action finale. Echanges de modes d'action non-violents, réflexions et analyses interculturelles... Renseignements et inscriptions : *André Larivière, Nérol, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98.*

原子力? おことわり

ALSACE

110 élus pour la fermeture de Fessenheim

Un appel à Chirac a été lancé le 30 mars par 110 élus alsaciens (dont dix maires, onze conseillers régionaux, huit conseillers généraux, le député socialiste du Bas-Rhin Armand Jung, des UDF...) pour demander l'arrêt du plus vieux réacteur en activité.
Il aura 30 ans de fonctionnement en 2007 et EDF espère l'exploiter encore au moins dix ans. Une campagne est en cours pour demander aux 4300 élus alsaciens de signer cet appel.

VIENNE

Civaux frôle l'accident



Le 3 mars dernier, en salle de commande, un opérateur a posé par inadvertance un livre sur les commandes qui relèvent les barres qui contrôlent la puissance du réacteur. Pendant une minute et vingt secondes, le réacteur est monté en puissance atteignant 101,5% de sa puissance maximale... le temps pour l'opérateur de se rendre compte de son erreur. Un dépassement de puissance avait déjà été observé le 26 février où il avait fallu le déclenchement d'une deuxième alarme pour que les opérateurs réagissent avec retard. Dans certains cas de figure, le temps de réaction avant un accident n'est que de quelques secondes.



Nucléaire

CORSE

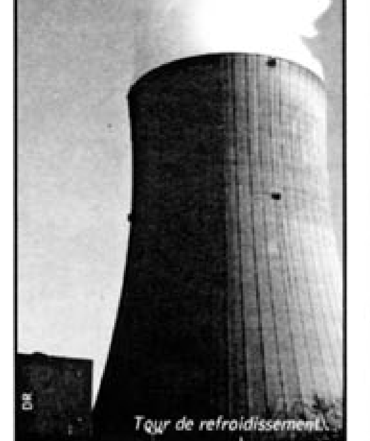
■ Premières inculpations ? Vingt ans après le passage du nuage de Tchernobyl et sa pluie de mensonges, l'instruction menée par la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy suite aux plaintes des malades de la thyroïde, est bouclée depuis fin mars. La Crii-Rad qui s'est portée partie civile a pu consulter les 1500 pages du rapport des experts et estime qu'ils ont bien fait leur travail. Le travail des experts montre que l'Etat a été défaillant volontairement non seulement en Corse, mais aussi dans la région niçoise et la vallée du Rhône où l'on a relevé de fortes contaminations. Les experts ont retrouvé des déclarations du ministère de l'intérieur qui déclarait en 1986 disposer de "chiffres qui ne peuvent pas être diffusés" pour "raison d'Etat". On y cite l'accord de l'IPSN et du SCPRI pour ne pas publier les chiffres. Reste maintenant à passer à la phase suivante : des inculpations. Les ministres de l'époque seront-ils rattrapés par la justice ?

■ Enquête épidémiologique. L'Assemblée de Corse a voté à l'unanimité le 12 avril dernier, un budget pour financer une nouvelle enquête épidémiologique sur les retombées du nuage de Tchernobyl,

■ 70% de malades de la thyroïde. Dans une interview accordée à *Viva*, revue de la mutualité française (numéro d'avril 2006), le docteur Laurence Gabrielli, endocrinologue qui exerce au sud de Bastia, affirme : "Quand je me suis installée, il y a huit ans, les troubles de la thyroïde concernaient 10% de ma clientèle contre 70% aujourd'hui (...) Les femmes sont trois fois plus touchées que les hommes. Tous les âges sont concernés, mais il m'arrive de plus en plus de voir des désordres chez des jeunes à partir de la puberté. Il y a énormément de thyroïdites, de nodules, de goitres. Les cancers sont plus rares, heureusement, mais il y en a. C'est troublant".

Nucléaire et effet de serre

Benjamin Dessus, président de l'association Global Chance, s'est fait l'avocat du diable pour montrer l'absurdité du recours au nucléaire pour lutter contre le réchauffement climatique. Supposant un instant que plus aucune opposition n'existe au nucléaire et que l'on mette en chantier le maximum de réacteurs en route dans le monde à un rythme qui serait trois fois celui de la France dans les années 80, on obtiendrait en 2030, un triplement du nombre de réacteurs (1200 contre un peu plus de 400 aujourd'hui). En supposant que l'on ait assez d'uranium pour les faire fonctionner (ce qui n'est pas sûr, les stocks étant limités), l'économie de CO_2 réalisée en 2030 atteindrait 3,4 gigatonnes, soit moins de 9% du total... une quantité qui ne représente qu'un sursis de six mois ! Rappelant que les investissements dans le nucléaire coûtent actuellement 1,5 fois plus cher que dans le charbon, trois fois plus cher que pour le gaz, il est évident que ce n'est pas cette solution qu'il faut choisir. Il rappelle qu'il y a encore moins cher que le gaz : l'efficacité énergétique qui est aussi la plus efficace pour éviter les émissions de gaz à effet de serre.



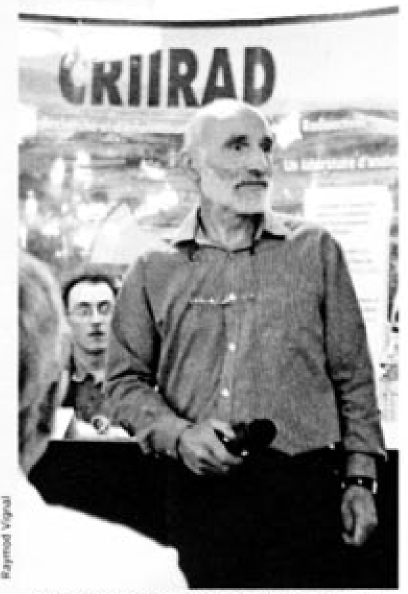
DR

Tour de refroidissement.

RHÔNE-ALPES

Les vingt ans de la Crii-Rad

Née à la suite de l'accident de Tchernobyl, la Crii-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, fête ses vingt ans le 10 juin au théâtre du Rhône, à Bourg-lès-Valence. De 11 h à 18 h : informations, table ronde, débats, démonstration du laboratoire, animations pour les enfants, stands, ventes, restauration bio gastronomique midi et soir.
De 20 h à 24 h : soirée spectacle avec Chanson plus bifluorée, le groupe 90 C, l'humoriste Marc Jolivet.
Crii-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.



Raymond Vignal

Roland Desbordes, président de la CRII-Rad.

Tchernobyl



P-E Weck/ID Media

"Tous à cherbourg !": la compagnie brut de béton.

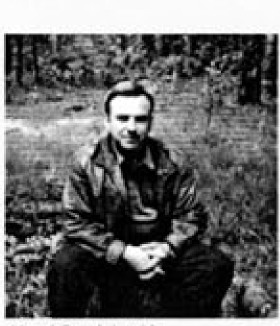
■ 5000. Lors des comptages des manifestants, on compte souvent un écart du simple au double entre les estimations des organisateurs et celles de la police. Cela peut aller un peu plus loin comme à Marseille, pendant les manifs anti-CPE où la préfecture voyait presque dix fois moins de manifestants que les syndicats... Mais Tchernobyl tient en ce domaine un record : entre les chiffres annoncés par l'AIEA et certains lobbys nucléaires qui ne reconnaissent que 40 décès sur le moment, 2000 à terme et les autorités ukrainiennes, russes et biélorusses qui parlent de déjà plusieurs centaines de milliers de morts et de 7 à 9 millions à terme, on est dans un rapport qui va de 1 à 5000 !

■ 1000. Entre les contaminations annoncées officiellement en 1986 en France et les estimations faites actuellement, les chiffres ont été multipliés par 1000 ! Cela donne l'ampleur du mensonge.

■ AIEA. Pour marquer le 20e anniversaire de l'accident, Greenpeace est allé sur place et avec toutes les précautions nécessaires, a emporté deux kilos de terre fortement contaminée dans des conteneurs en béton. Ces deux conteneurs ont été déposés le 25 avril devant le siège de l'AIEA à Vienne (Autriche), pour dénoncer les discours de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui continue à nier les conséquences de l'accident. Greenpeace entendait rappeler ainsi que l'accident est toujours en cours et que la contamination durera encore des siècles.

■ Ministres inculpés ? *L'Est républicain* dans son édition du 18 avril annonce comme probable les mises en examen de deux ministres du gouvernement de Jacques Chirac, respectivement Michèle Barzac, alors ministre de la santé, et Alain Madelin, ministre de l'industrie. Ceci dans le dossier des mensonges sur le nuage de Tchernobyl.

■ Iouri Bandajevski en France. Après quatre années de prison et cinq mois de liberté surveillée, le médecin biélorusse a enfin pu sortir de son pays. Il est arrivé en France le 22 avril et a été accueilli à Clermont-Ferrand, ville jumelée avec Gomel, où la municipalité lui a trouvé un logement. Il devrait intervenir dans de nombreuses conférences pour rendre publiques les études qu'il a faites sur les conséquences de l'accident dans la région de Gomel, ce qui ne devrait pas faire plaisir aux négationnistes qui continuent à minorer le nombre de victimes.



DR

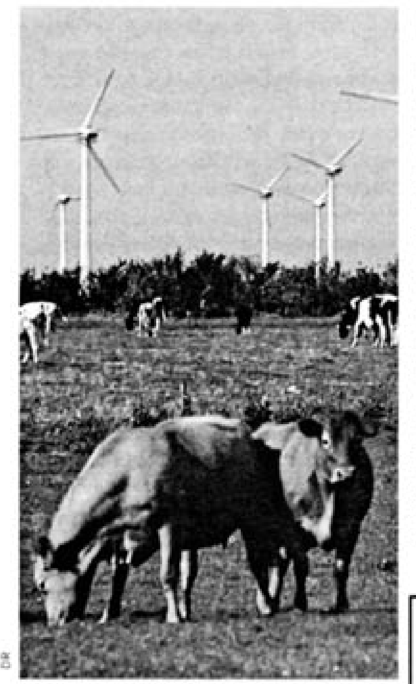
Youri Bandajevski.



Eolien

Académie de médecine ridicule

Le 23 mars, l'Académie de médecine française a provoqué un immense éclat de rire dans les pays voisins ! Elle a en effet publié un appel contre le "péril éolien" qui nous menacerait. Les éoliennes, qui seraient bruyantes, pourraient avoir de graves conséquences sur notre santé ! L'Académie de médecine s'était déjà montrée complètement débile le 2 juillet 2003 en prônant le nucléaire comme étant l'énergie la plus favorable à la santé ! La présence au sein de cette académie d'André Aurengo, chef du service de médecine nucléaire du Groupe hospitalier Pitié-Salpétrière de Paris n'est sans doute pas étrangère à ce genre de délires : il siège au conseil d'administration d'EDF, et est expert auprès de l'AIEA pour qui les maladies de Tchernobyl sont d'ordre psychologique. Le lobby semble avoir du mal à trouver des arguments sérieux pour empêcher la percée prévisible de l'éolien en France.



DR

Solaire en Nord

Solaire en Nord est une association qui vise à faire la promotion de l'énergie photovoltaïque dans la région Nord-Pas-de-Calais. Une vingtaine d'installations ont été recensées dont certaines peuvent être visitées, pour se rendre compte que même avec un soleil moins généreux que dans le sud de la France, le photovoltaïque fonctionne dans la région : quand il faut chaud, les rendements diminuent et à surface égale, un panneau à Lille produit sur l'année presqu'autant qu'un panneau installé à Lyon. *Solaire en Nord, 232, rue de la Carnoy, 59130 Lambersart.*

Biocarburants

L'Etat contre deux communes

La commune de Langon (Gironde) avait opté pour des bennes à ordures roulant à l'huile végétale pure depuis novembre 2005. Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) prenait la même décision à la même époque. Dans les deux cas, les préfectures ont attaqué ces décisions sous prétexte que ces huiles ne passent pas par le circuit économique classique et échappent pour le moment à la TIPP, taxe intérieure sur les produits pétroliers. Les deux maires, socialistes, ont justifié cela par le fait que l'huile végétale est moins chère... car n'étant pas un produit pétrolier, on ne voit pas pourquoi elle paierait une telle taxe. Les maires s'appuient sur une directive européenne de 2003 qui encourage ces pratiques, estime que les huiles végétales apportent non seulement une économie pour les communes, mais également ont un bilan positif pour les émissions de gaz, enfin qu'elles n'émettent ni plomb ni benzène. En cas de victoires des deux communes, de nombreuses autres communes pourraient suivre l'exemple... ce qui aurait la fâcheuse conséquence de couper court aux filières industrielles de biocarburants, elles taxées par l'Etat. *(Libération, 2 mars 2006)*

Moissonneurs du vent

L'éolien est souvent pensé de forte dimension. Pourtant, il existe des éoliennes de toutes tailles adaptées à de nombreux usages qui nécessitent une force (pompage de l'eau, production d'électricité, production de chaleur...). Olivier Krug, installateur d'éoliennes dans l'Aude, propose à des agriculteurs de devenir producteurs d'électricité, à l'aide de petites éoliennes qui peuvent alimenter quelques maisons à chaque fois. Les procédures administratives étant actuellement lourdes, il propose un regroupement des personnes intéressées pour s'entraider à franchir les différentes étapes. Il cherche à réunir une cinquantaine de volontaires pour pouvoir lancer un appel d'offre groupé du côté des fabricants d'éoliennes, commencer des campagnes de mesure du vent, demander les permis de construire. Le but est de diffuser des petites éoliennes (de moins de 30 m de hauteur totale). Achetées individuellement, de telles éoliennes nécessitent un budget de l'ordre de 80 000 €. En se regroupant, on peut penser descendre autour de 50 000 €. Pour en savoir plus : *Olivier Krug, 1, avenue du Lauragais, 11300 Limoux, tél : 04 68 74 20 13.*

SAVOIE

Les Compagnons du solaire

Il y a de plus en plus besoin de professionnels dans le domaine du solaire. Une école de formation ouvrira ses portes à la rentrée à Technolac à Chambéry. *Les Compagnons du solaire* propose des formations aux personnes exerçant déjà une profession concernée par l'installation soit de capteurs solaires soit de photovoltaïque. *Les Compagnons du Solaire, Savoie Technolac, module B, BP 271, 73375 Le Bourget-du-Lac, tél : 04 79 26 44 68.*

Fin du pétrole

■ **Tabous.** Si le pétrole connaît une hausse des prix inégalée en ce moment, c'est selon les autorités occidentales à cause des tensions avec l'Iran, des conflits au Nigeria... Mais jamais parce que l'on a atteint le pic de production. Le mensonge durera ce qu'il pourra durer.

■ **Le charbon aussi.** Alors que le pic de production du pétrole est sans doute en train d'être franchi, celui du gaz devrait suivre d'ici quelques années. Quant au charbon dont on nous rebat les oreilles avec sa supposée abondance, ses prix ont quand même monté de 17,5% en 2005.

■ **Sud : situation catastrophique.** Du fait de l'importance des taxes dans les pays occidentaux, le doublement du prix du pétrole en deux ans n'a qu'une conséquence limitée ici, le prix au détail n'ayant augmenté pour le moment que d'environ 25%. Il en est tout autrement dans les pays du Sud où le pétrole n'est pas taxé et où son prix au détail a logiquement doublé. Dans de nombreux pays, les transports y sont en difficulté.

■ **Les Verts européens veulent en sortir.** Le 7 mars, le groupe des eurodéputés Verts au Parlement européen a demandé à l'Union européenne de revoir sa stratégie énergétique en y intégrant la nécessaire sortie du pétrole en commençant par le domaine des transports. Faute d'anticipation, on peut en effet s'attendre à une crise majeure en cas de blocage de l'importation du pétrole pour une raison ou une autre, du fait de l'impossibilité actuelle à produire plus. Le pétrole couvre plus de 40% de nos besoins en énergie en Europe et est importé pour la plus grande part.





LA RÉUNION

L'épidémie de chikungunya continue

L'épidémie continue de plus belle. Début mai, on comptait 2700 à 3000 nouveaux malades par semaine et le nombre de morts était d'au moins 207. Au total, le cap des 250 000 malades a été franchi, ce qui représente un tiers de la population. Les arrêts maladies ont augmenté de 75% en 2005 par rapport à l'année précédente et ce devrait être pire cette année.
Les apiculteurs de l'île ont annoncé que la plupart des abeilles sont mortes du fait des traitements utilisés contre les moustiques. Or les abeilles ayant un rôle central dans la pollinisation des plantes, le risque est que l'on observe un brusque effondrement de certaines espèces végétales et par là des ruptures dans les chaînes alimentaires.
Imaginons un instant qu'un tiers de la population d'un département en métropole soit malade, cela ferait sans doute la une des médias en permanence. La Réunion n'est sans doute qu'une colonie.

Le Gaucho définitivement interdit

Le Gaucho, un insecticide utilisé sur le maïs, a été jugé responsable de la mort des abeilles. Suite à des plaintes d'apiculteurs, il a été interdit en France en juillet 2004. La firme Bayer Cropscience et les syndicats de producteurs de maïs ont alors engagé une procédure judiciaire contre cette interdiction. Le 29 avril, le Conseil d'Etat a confirmé la légalité de l'interdiction.

Pour en finir avec les décalages horaires

Depuis 1976, trente ans donc, nous vivons avec une heure dite d'hiver et une dite d'été. En hiver, à Paris, nous avons une heure de décalage avec le Soleil. En été,

OGM J'EN VEUX PAS

■ **Journée mondiale contre les OGM.** Le 8 avril, une journée mondiale contre les OGM s'est tenue dans plus de 70 pays, dont les principaux pays producteurs d'OGM, Etats-Unis, Argentine, Canada, Espagne... En France, la principale manifestation a eu lieu à Vannes avec environ 10 000 personnes. Le maire de Vannes, François Goulard, est ministre délégué à la recherche et c'est lui qui coordonne l'adoption d'un projet de loi qui autoriserait les OGM en France. José Bové, présent sur place, a demandé que le projet de loi soit revu totalement en prenant en compte les traités internationaux signés par le France, dont celui de Carthagène qui prévoit la préservation de la biodiversité et donc oblige en principe les Etats membres à protéger les différents modes de culture. Ce traité international condamne l'idée de contamination à 0,9% prévu par le projet de loi actuel. Les manifestants ont également demandé au président PS de la région, Jean-Yves Le Drian, de mettre concrètement en application le vote régional "région sans OGM" en demandant que cessent les importations de soja transgénique dans les ports de Bretagne. A Paris, des stands bios ont été organisés sur des places et un débat à la mairie du 2e a réuni environ 200 personnes. Au centre de Lyon, les passants étaient invités à donner un de leurs cheveux pour une expérience génétique de clonage humain, logique prochaine étape des multinationales. A Auch, des manifestants ont organisé un parrainage de graines en distribuant des sachets de graines non homologuées aux passants. En Aveyron, 150 faucheurs ont essayé de pénétrer en vain sur une ferme expérimentale pour faire un sort à une parcelle OGM. Les forces de l'ordre les en ont empêchés. Des dizaines d'autres rassemblements se sont tenus dans les principales villes de France.

■ **Roumanie : cultures suspendues.** La Roumanie est l'un des premiers pays européens, avec l'Espagne, à avoir autorisé la culture d'OGM en plein champ : 87 000 hectares y ont été cultivés en 2005, principalement du soja. Constatant la pollution des autres cultures, le gouvernement roumain vient d'annoncer l'interdiction de nouvelles cultures OGM à partir du 1er janvier 2007.

■ **Pologne : cultures interdites.** Le 28 avril 2006, le parlement polonais a voté l'interdiction de l'utilisation de semences OGM dans le pays. Il autorise l'importation de produits contenant des OGM s'ils sont clairement étiquetés. Il limite la recherche uniquement en laboratoire.

■ **Espagne : bio sinistrée.** De nombreuses associations agricoles et écologistes demandent au gouvernement espagnol de prendre la même mesure que la Roumanie en interdisant les cultures OGM dans le pays (60 000 hectares environ cultivés en 2006). Des réglementations ont bien été adoptées pour en principe éviter la contamination (50 mètres de distance), mais dans les faits cela ne suffit pas. C'est en Catalogne que la révolte gronde. Le 5 juillet 2004, un champ expérimental de blé dur dans la région de Lérida (Ouest de la Catalogne) a été détruit collectivement. Le 26 février 2006, à Albons, toujours en Catalogne, une cinquantaine de paysans ont brûlé un champ bio de maïs après qu'un échantillon ait montré qu'il contenait plus de 12 % d'OGM. Le champ en question se trouvait à 75 m d'une parcelle OGM. Le paysan bio aurait pu commercialiser son maïs en "conventionnel", mais il s'y est refusé pour ne pas être complice de la contamination générale. La *Plataforma Trangènics Fora* (Collectif OGM dehors) estiment que les contamination sont inévitables, les oiseaux et le vent ne connaissant pas la loi. Elle demande au gouvernement d'expliquer comme il va procéder pour décontaminer les champs des agriculteurs qui n'ont pas choisi de faire des cultures OGM.

■ **Aude : inspection citoyenne.** Le 13 avril, environ 150 membres des faucheurs volontaires et de Greenpeace ont investi un site de production et de stockage de semences transgéniques de Monsanto, à Trèbes, près de Carcassonne, dans l'Aude. Ils ont alors demandé des explications sur les conditions de production de semences maïs qui en 2005 ont été produites en France (ce qui est légal), vendues à l'Espagne (toujours légal), puis réintroduites en France pour des semis de cultures non référencées, début 2006 (cette fois illégales).
La direction du site a reconnu les faits...
Le *Figaro*, durant l'été 2005, avait déjà révélé cette pratique pour la récolte précédente, estimant qu'un millier d'hectares ont été ainsi illégalement ensemencés. José Bové et Francis Roux de la Confédération paysanne ont été interpellés dans un café, peu après la fin de l'action, par la gendarmerie. Emmenés à Lunel (Hérault) et placé en garde à vue, les deux manifestants ont été libérés vers minuit.

deux heures (de fait cela atteint 2h30 à Brest !). Ce changement se justifiait par des économies d'énergie qui n'ont jamais été prouvées. Par contre, on constate aujourd'hui une recrudescence des accidents au moment des changements d'horaire provoqué par une fatigue issue d'une réduction de la durée du sommeil. L'Irlande et la Grande-Bretagne ont toujours refusé ce système et vivent décalés d'une heure, c'est-à-dire à l'heure du Soleil en hiver. Le Portugal a lui stoppé le changement d'heure en 1996. Une pétition est lancée pour demander que cesse le changement d'heure.
Rassemblement européen pour le respect des fuseaux horaires, BP 113, 12000 Rodez.

Téléphone portable Officiellement cancérigène

Officiellement cancérigène... en Suède où une étude de l'Institut national du travail portant sur 2200 utilisateurs de téléphones portables, dont 905 atteint d'une tumeur maligne au cerveau, conclut que les utilisateurs intensifs du fait de leur travail voient leur risque d'avoir un cancer du cerveau être multiplié par 2,4... L'étude note également que les tumeurs apparaissent toujours au niveau de l'oreille du côté où le téléphone est utilisé.
(20 minutes, 5 avril 2006)

LOIRE-ATLANTIQUE

Journées d'été d'ALIS

ALIS, Association liberté information santé, organise ses journées d'été du 1er au 4 juillet au centre de vacances du domaine de Bois-Joubert, à Donges. Dimanche matin, conférence sur les dangers de l'aluminium dans les vaccins, le soir rencontres avec Santé liberté Bretagne, lundi matin, conférence "comment se libérer de nos peurs par rapport à la contrainte vaccinale", soir, débat... encore sur les vaccins et l'enfant.
ALIS, Serge Mousset, 53, rue de la Mairie, 72700 Rouillon, tél : 02 43 42 82 01.



LONDRES

Taxis roses

Les taxis noirs de la capitale britannique n'ont pas bonne réputation : chaque année des dizaines de femmes y sont violées par les chauffeurs ou les autres passagers. En 2005, deux Anglaises ont lancé les "taxis roses" conduits par des femmes et ne prenant en charge que des femmes. Succès immédiat : en un an plus de dix mille femmes ont adhéré à l'association gérant ces taxis.

Femmes invisibles

Une étude menée par la WACC, association américaine de promotion de la communication pour le changement social, portant sur 13 000 reportages publiés dans 76 pays, montre que les 52% des femmes dans le monde ne font l'objet que de 20% des sujets. Et encore quand les femmes sont au centre des reportages, elles sont souvent reléguées aux sujets légers et au renforcement des stéréotypes sexuels.

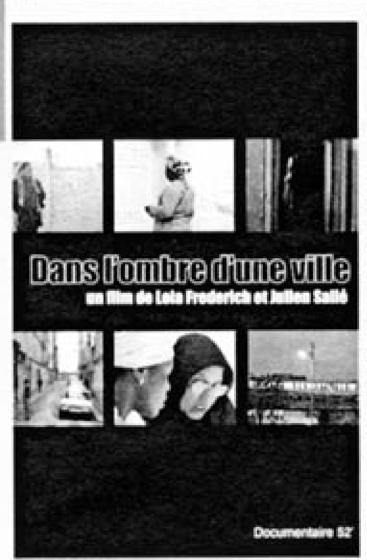
Polygamie



Depuis 1993 où une loi a été adoptée, la polygamie en France est interdite, y compris pour les résidents étrangers. Cela implique en principe qu'il n'est pas possible pour plusieurs femmes de vivre dans un même logement avec leur mari commun. Dans les faits, les pouvoirs publics ont jusqu'à maintenant fermé les yeux. Le gouvernement actuel voudrait durcir la situation, mais se trouve confronté à la question de la pénurie de logements sociaux.

Boycott du mondial ?

Le gouvernement suédois a annoncé début avril qu'il interdirait à ses joueurs de foot d'aller au mondial en Allemagne si ce pays ne met pas fin à l'organisation de nombreux bordels à proximité des stades et à la venue de centaines de femmes embauchées dans les pays pauvres pour les remplir.
Le Conseil de l'Europe, sollicité par la Suède, a, à son tour, fait une demande d'éclaircissement à l'Allemagne le 12 avril, pour notamment dénoncer la mise à disposition de parkings pour les véhicules des prostituées.
Des ONG se mobilisent en Allemagne contre le commerce du sexe et rappellent que l'ONU a adopté une convention internationale pour "la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui" qui date de 1949, convention qui n'a pour le moment été signée que par 25 des 46 membres du Conseil de l'Europe et ratifiée par un seul Etat : la Moldavie !
Le gouvernement allemand, qui a légalisé la prostitution en 2002, n'a rien trouvé de mieux pour répondre aux critiques internationales que de publier des affiches "Non à la prostitution forcée" laissant entendre que la marchandisation des corps pouvait être une activité normale pour une femme.
Cette campagne s'accompagne d'une chasse aux prostituées sauvages... principalement des femmes immigrées africaines qui sont expulsées du pays, contribuant à entretenir un racisme déjà bien présent chez les amateurs de foot.



La fin des demoiselles

Le comité parité et appellation des femmes, relayé par les Chiennes de garde, a lancé une pétition sur internet contre l'apparition du mot "mademoiselle" dans les documents administratifs. Constatant qu'il n'est nulle part demandé aux hommes de justifier de leur situation de famille (les célibataires n'étant plus classés depuis longtemps comme damoiseaux, vieux terme moyen-âgeux), la pétition demande l'arrêt de l'usage de ce mot.

Dans l'ombre d'une ville

Dans l'ombre d'une ville est un film de 52 mn qui raconte la vie de Tounsia, Fatoumata et Sadio. Ces trois femmes vivent à la Goutte d'Or, dans le 18e arrondissement de Paris. Comme un grand nombre de femmes issues de l'immigration, elles sont analphabètes. Victimes de l'inégalité des sexes face au droit à l'apprentissage, elles n'ont jamais été scolarisées dans leur pays d'origine. L'immigration les a fait passer d'un monde à l'autre, les projetant dans une ville à la modernité désarmante.
Débarquer à Paris, pour elles, c'était se perdre dans un dédale de signes et d'écritures, un espace sans fin où elles étaient condamnées à la dépendance et à l'isolement.
A travers ce film, elles nous racontent la violence de ce passage : la honte de ne pas savoir lire et écrire en France, l'impossibilité de s'exprimer, l'angoisse de toute rencontre...
Mais elles nous font aussi le récit d'une résistance, de destins qui se forgent pas à pas pour sortir de l'ombre à travers l'alphabétisation.
Ce film peut servir en introduction au débat. Il peut être commandé à *Gaëlle Jones, Château-Rouge Production, 40, rue Danrémont, 75018 Paris, tél : 01 42 23 06 10.*

Discussions avec Gérard Leras

Le projet de ligne TGV–ferroutage entre Lyon et Turin suscite une vive opposition en Italie, et plus particulièrement dans le Val de Suse (près de la frontière française). La population de cette vallée, qui se bat contre ce projet depuis plusieurs années, est soutenue par les écologistes italiens, des "décroissants" aux Verts. En France le sujet divise beaucoup. Depuis les grosses manifestations de l'automne dernier, beaucoup d'écologistes ont pris position contre. Mais d'autres, dont "les Verts", continuent à défendre le projet, notamment à la région Rhône-Alpes par le biais de Gérard Leras, président du groupe Vert et de la commission Transports de la région. Cet ancien paysan du Trièves, militant à la Confédération paysanne et chez les Verts, est connu pour son investissement dans la lutte contre la construction de l'A.51 ou contre les OGM. Nous sommes allés en discuter avec lui.



DR

S!lence : Pourquoi êtes-vous pour le Lyon-Turin ?

Gérard Leras : Je suis pour le Lyon-Turin si c'est une infrastructure qui est faite dans le cadre d'une véritable politique de report modal. Je suis pour me battre pour que le report de marchandises de la route sur le rail se fasse vraiment, entre autres à travers les Alpes, mais pas seulement. Dans les Alpes c'est irresponsable de laisser les camions dans ces conditions-là avec les pollutions locales qu'ils dégagent en plus de la participation globale à l'effet de serre : les poids lourds contribuent dramatiquement au réchauffement et sont générateurs d'agressions à la vie des gens (…). La première condition c'est donc qu'il y ait une véritable politique d'encadrement du transport : une politique fiscale, tarifaire, réglementaire qui oblige les marchandises à sortir de la route. J'agis beaucoup dans ce sens-là au niveau de la région ; à travers la région Rhône-Alpes vis-à-vis de la région Piémont mais aussi au niveau de gouvernement français et de l'Europe (…). Une fois qu'on croit que ce combat-là peut être gagné, ce qui est mon cas, on a un deuxième problème : il faut qu'il y ait une infrastructure pour recevoir ces marchandises. Donc la question est : dans le cadre du franchissement des Alpes, est-ce qu'il y a besoin du Lyon-Turin ou pas ? (…) Je pense qu'on ne peut pas s'en passer parce que contrairement à ce que certains affirment un peu vite et un peu facilement les infrastructures ferroviaires existantes ne peuvent pas accueillir le transit des marchandises qui se fait actuellement entre la France et l'Italie. Mais encore une fois, et c'est essentiel, ça n'a de sens de parler de la nécessité du Lyon-Turin que si on affirme clairement que ce n'est pas suffisant.

Le document que vous avez réalisé avec Benoît Leclair (1), pourrait se résumer ainsi : il y a beaucoup de marchandises qui transitent entre la France et l'Italie et cela va sûrement augmenter. On n'y peut rien. Il faut donc construire le Lyon-Turin parce que le train, c'est moins pire que les camions. N'est-ce pas une position qui cherche à gérer les nuisances au lieu de chercher à les supprimer ?

L'écologie politique, c'est se battre pour ce qui est fondamental au plan planétaire, au plan du long terme et en même temps tenir compte des réalités (…). Les problèmes se posent à deux échéances complètement différentes : pour la situation actuelle il n'y a pas besoin que les flux de marchandises se développent ou pas ; le problème, il est dans les marchandises qui existent aujourd'hui entre la France et l'Italie. Selon les chiffres officiels, le trafic qui traverse l'arc alpin, et notamment entre la France et l'Italie, n'a jamais cessé d'augmenter. Parfois on dit le contraire mais c'est faux. Suite aux divers accidents, (…) depuis 1999, le trafic de la France vers l'Italie s'est partiellement détourné du Fréjus et du Mont-Blanc pour passer à Vintimille, sur la côte. Ça c'est une réalité : il s'est simplement déplacé mais n'a pas diminué.

Mais est-ce qu'il ne faudrait pas essayer de le diminuer au lieu de lui permettre de continuer à augmenter ?

A mes yeux il y a les deux termes ; on ne peut pas accepter que les choses restent dans l'état actuel, par rapport à l'état de l'atmosphère, au réchauffement climatique (…), c'est pour ça que le report des marchandises de la route vers le rail est une nécessité. A côté de ça, il faut mettre en œuvre tout ce que l'on peut en termes de relocalisation de la vie et de l'économie de proximité. J'ai passé ma vie à me battre pour qu'il y ait des productions agricoles locales, pour qu'il y ait des regroupements de producteurs, pour organiser les marchés sur Grenoble. Je suis donc convaincu. En même temps, il faut être conscient qu'il y a un mode de consommation, que je n'accepte pas du tout et que je combats, mais il est là ; et surtout on a des tendances plus que lourdes, on a toute une machinerie financière internationale qui est considérable ; on exporte à tour de bras ; les firmes internationales exportent vers l'Asie du sud-est, vers

(1) *"Contributions sur le Lyon-Turin : les tenants et aboutissants d'un projet complexe"*, printemps 2006.

l'Amérique latine pour délocaliser les productions et faire produire n'importe quoi par de la main-d'œuvre à très bon marché avec des enfants de 10 ou 12 ans. Nous avons une orientation énorme de l'économie internationale vers cette division du travail à l'échelle planétaire et entre autres vers une importation massive de produits manufacturés de pays lointains vers l'Occident ou l'Europe en particulier.

Mais le Lyon-Turin va favoriser ceci en facilitant l'apport en France de produits fabriqués au sud de l'Italie, au Maghreb ou en Europe de l'Est…

Il n'y a pas besoin du Lyon-Turin pour favoriser ces choses-là. Le Lyon-Turin, s'il y a une véritable politique d'encadrement, peut traiter les flux de marchandises existants. Pour le reste, et les évolutions à venir, cela n'a rien à voir avec le Lyon-Turin : il faut se battre contre la mondialisation et il faut trouver les formes concrètes. Moi j'aimerais qu'on aille bloquer le chantier du port de Fos qui est en train de quadrupler la capacité de containers. (…) J'ai très envie que l'on trouve des formes de lutte efficaces contre la mondialisation parce que je pense que l'on n'a jamais été en capacité de passer d'un discours fondé à des actions concrètes. (…)

Jean-Jacques Queyranne (2), ainsi que beaucoup de promoteurs du Lyon-Turin, expliquent qu'il confirmera la position de métropole économique de la région Rhône-Alpes, que c'est bon pour le dynamisme économique, pour la croissance, le développement. Qu'en pensez-vous ?

Je n'en ai rien à faire. Mon problème est très simple : on participe au réchauffement climatique ; on détruit la vie. On ne peut pas continuer à laisser des gens vivre au bord des autoroutes à Chambéry ou dans la Maurienne, dans ces conditions-là. Ce n'est pas lié à l'évolution de la mondialisation ; c'est dû à l'état actuel des choses : il y a 53 millions de tonnes qui passent en 2004 entre la France et l'Italie par voie terrestre. (…) Comment les faire passer ? On les laisse sur les routes ou on les met sur les rails. Moi, ainsi que les Verts à la région, pensons qu'il est nécessaire de les mettre sur les rails.

A S!lence, on aime bien le débat développement durable / décroissance. Je trouve que le Lyon-Turin est vraiment dans une logique de développement durable en permettant au capitalisme de se développer, tout en occultant un peu ses dégâts grâce à des solutions techniques. J'aurais pensé qu'une solution de décroissance aurait consisté en une réduction du trafic de marchandises et dans la recherche d'autres solutions qu'un méga chantier à 13 milliards d'euros. Comment vous situez-vous dans ce débat ?

Le terme de développement durable me gonfle très facilement et je ne l'utilise quasiment pas. (…) Je fais partie des gens qui ont toujours dit chez les Verts qu'on ne portait pas assez la critique de la croissance et qu'il fallait rompre avec la fuite en avant. Le problème d'empreinte écologiste est fondamental et cela a toujours été ma ligne chez les Verts donc je suis à l'aise avec ça. Je fais partie des gens qui ont voté la notion chez les Verts pour une décroissance sélective et équitable (3) parce que sur le fond je suis d'accord avec cette démarche-là. (…) Je pense qu'aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique, c'est quelque chose qui est fondamental : on ne peut pas, sous quelque prétexte que ce soit, laisser les conditions de productions telles qu'elles sont (…) Actuellement quand on met en avant le renchérissement du pétrole ; concrètement on nous vend du nucléaire. Je pense qu'il faut parler du renchérissement du pétrole et de l'épuisement des ressources naturelles ; mais on doit agir aussi tout de suite sur l'émission des gaz à effet de serre parce qu'on ne peut pas continuer comme ça.

Les tunnels, le percement de la montagne sur des dizaines de kilomètres, un chantier à 13 milliards d'euros… ce n'est quand même pas très écolo ?

(…) Si, au terme des études environnementales demandées par le gouvernement italien, il se révèle, mais je ne le souhaite pas parce que je pense que ce sera un véritable problème ; que pour des raisons géologiques ou autres le Lyon-Turin n'est pas faisable eh bien on ne le fait pas. (…) Mais c'est un problème de chantier ; je maintiens qu'une fois que le tunnel est fait, pour les gens du Val de Suse ce sera beaucoup plus facile de vivre dans leur vallée. Ce sont des marchandises qui aujourd'hui sont en surface qui seront dessous, sur 72% du parcours entre Turin et la frontière. Si, évidemment, la politique de report modal se fait aussi. (…)

En lisant les articles annonçant vos déplacements en Italie, on avait l'impression qu'ils servaient à rencontrer les promoteurs italiens pour trouver des stratégies de communication afin de mieux faire passer le projet.

Pas du tout. J'ai protesté officiellement auprès de Mme Bresso, présidente de la région Piémont, et devant le président de LTF (4). J'ai protesté parce que j'ai vu l'exposition faite par LTF dans la gare de Turin et qui le vend… C'est quelque chose que je trouve insupportable parce que c'est des slogans placardés ; où il n'y a aucune démonstration de la nécessité de la ligne, ni des risques sanitaires ou environnementaux à l'étude ; je pense que c'est tout le contraire de ce qu'on est en droit de faire. Puisqu'il y a une expertise désignée à la fois par le gouvernement italien et par la communauté européenne, c'est bien qu'il y a des problèmes à étudier. Par contre, je suis président de la commission transports de la région et j'essaie que les problèmes soient posés devant les populations, avec elles ; je donne les éléments d'information quand je les ai et j'organise des rencontres. Je pense que la question du report des marchandises de la route sur le rail est essentielle et je pense qu'en tant que Vert, les gens m'ont envoyé à la région pour porter cette action-là et je la porterai, c'est-à-dire que je ferai tout ce que je peux pour que les études et les réalisations possibles — et si ce n'est pas possible ça ne l'est pas — qui permettent le report des marchandises sur le rail soient faites. On n'en a pas parlé, mais il y a des pressions énormes de la part du lobby routier qui veut doubler le tunnel routier du Fréjus. Tout le monde veut de la route et de la route, comme toujours. Et ça, ce ne sont pas des spéculations sur l'évolution de la marchandise dans 10, 20



(2) Président PS de la région Rhône-Alpes.
(3) Publiée dans S!lence n°335.
(4) Lyon-Turin ferroviaire : organisme chargé de la conduite des études sur le Lyon-Turin.

ou 40 ans : c'est ce qui existe et qui est en plein développement. Les marchandises sur la route augmentent et je pense qu'il faut absolument l'empêcher.

Vous, c'est sur la route et nous, ce sont les marchandises tout court.



Gérard Leras lors du congrès des Verts à Saint-Martin-d'Hères en 2005.

Moi c'est les deux. Ce n'est pas parce qu'on mène un combat contre le développement des marchandises que dans le court terme ça nous donne une réponse qui consiste à dire il va y avoir moins de marchandises tout de suite là : ce n'est pas réaliste. (...) Je suis écologiste et je suis fondamentalement pour une alter mondialisation, pour une relocalisation, pour un autre art de vivre. Complètement. Ce n'est pas pour ça que je vais faire l'autruche et me voiler les yeux devant les réalités du transport de marchandises aujourd'hui et dans les années qui viennent. C'est tout. Je pense que j'ai le droit de dire ça sans me faire traiter, comme certains l'ont fait de "vendu", de mec qui a dealé avec Queyranne sur l'A.51, pour qui "la soupe est bonne" (6)... Je suis preneur de débats sur la question, avec qui veut où il veut et dans les conditions qu'il veut. (...)

Vous avez dit, dans Corrierre Della Serra, "une chose c'est d'être écologiste, une autre localiste. On ne peut pas toujours dire non" . Vous pensez qu'on ne peut pas être à la fois écologiste et localiste ? Ou que l'écologie passe par le sacrifice du local des fois ? Dans ce cas le Val de Suse ou la Maurienne ?

Non, non, non. Un, je le redis si le chantier n'est pas faisable on ne le fait pas. Deux, nous prenons des marchandises qui passent en surface dans une vallée et nous les mettons dessous. Est-ce un problème pour les populations ? (...) Je dis qu'une fois le chantier terminé, c'est un service au niveau de la qualité de vie des gens, c'est une amélioration. (...) Par rapport à l'histoire du localisme, je pense que l'écologie c'est penser globalement et agir localement ça c'est clair... Mais je pense que même dans l'action locale, on doit avoir une vision globale de l'action locale à mener... On ne peut pas avoir une vision locale de l'action locale qui soit juste. (...)

Le Lyon-Turin (ou du moins le ferroutage) a longtemps été un cheval de bataille important pour les Verts dans cette région, qui ont dû faire des concessions pour que ce projet soit réalisé. Maintenant que ses inconvénients éclatent au grand jour et que certains de vos militants le critiquent, n'avez-vous pas l'impression d'être piégé par votre participation au système et les accords passés avec le PS ?

Le projet du Lyon-Turin date de 1990 et il était présenté comme un projet voyageurs. La ligne constante du groupe des Verts à la région a été de dire que si on fait une ligne pour le fret c'est une nécessité. Si sur cette ligne on fait passer des trains à voyageurs, qui seront de toute façon en proportion infime : c'est bien. Si on fait cette ligne pour les voyageurs, c'est une aberration et il ne faut pas la faire. A partir de là, le groupe des Verts a tiré le projet vers le fret. Et en particulier, la dernière victoire que nous ayons remportée, c'est que la région a délibéré en affirmant que la ligne que la région voulait c'était la ligne fret (de Chambéry jusqu'au sillon alpin) (...). Le ministre Dominique Perben a confirmé et je considère que c'est une grande victoire parce qu'elle officialise que le Lyon-Turin est irréversiblement un projet fret. C'est très curieux cette histoire de parler tout le temps de TGV ; parce que dans le dernier rapport de LTF, les études les plus optimistes, parlent à long terme, vers 2030, en pleine exploitation, de 18 à 24 TGV jour dans les deux sens confondus alors que nous aurons 300 à 340 trains de fret. Donc ce n'est pas un projet TGV : ça c'est vraiment mensonger et dans la manière de poser les problèmes, ça ne donne pas la même chose. C'est bien de mettre du voyageur là où il y a une ligne qui passe, pour concurrencer, par exemple, les vols entre Paris et Milan, qui ne sont pas ce qu'il y a de mieux au niveau réchauffement climatique... Donc il faudrait être marteau de faire une ligne et de pas mettre des voyageurs dessus, c'est évident. Mais on ne la fait pas pour ça.

Mais ça va profiter uniquement à certaines personnes, Celles qui ont besoin d'aller de Paris à Milan en moins de cinq heures...

Eux ne m'intéressent pas du tout... Ce qui m'intéresse c'est le kérosène qu'ils consomment. Est-ce que parce qu'ils sont des financiers, des hommes d'affaires ou des gens qui vont se payer un week-end tranquille et facile, il ne faut pas développer une alternative ferroviaire en termes de production de CO_2 ? Et encore une fois cela ne justifie pas du tout le projet...

Et si les gens continuent à se battre contre dans le Val de Suse, quelle solution prônez-vous ? L'envoi de la police ?

J'ai toujours dit que j'étais totalement contre l'envoi des flics et j'ai dit qu'on ne faisait pas un projet contre la population. Ce qui est triste, c'est que je pense que si on ne fait pas le Lyon-Turin, on condamne les vallées alpines, dont la leur, à garder les camions et, à mes yeux, à en avoir encore plus pour l'immédiat...

Après, si au terme d'un vrai débat qui s'engage maintenant, on me fait la démonstration qu'il y a moyen d'éviter le nouveau Lyon-Turin, je ne suis pas Queyranne, je ne suis pas là pour défendre le prestige ou la compétitivité ; et donc je deviendrais un militant contre le nouveau Lyon-Turin. Mais honnêtement, quand on regarde les choses un peu à froid je ne le crois pas...

J'ai quand même l'impression que votre position sur ce projet sert de caution écologiste à nombre de promoteurs, qui ne sont pas du tout écologistes...

C'est un élément d'analyse que vous pouvez apporter. Vous avez le droit de considérer qu'un militant écolo sert de caution en essayant de faire son travail... Moi, j'ai fait dans ma vie l'analyse qu'un certain nombre de positionnements des Verts servaient de caution à une politique que je n'acceptais pas et que je condamnais. Je refuse qu'on me traite de "vendu", mais que l'on considère que j'ai tort sur le projet et qu'ayant tort sur le projet, ma fonction est de servir de caution à des productivistes et à des gens qui cultivent le prestige de Rhône-Alpes, c'est votre droit. Mais je pense que non.

Propos recueillis par Vincent Peyret ■

(6) Pour ceci, voir le texte *Contre le ferroutage* signé par Les Escargots et diffusé par le groupe Pièces et Main d'œuvre. Disponible sur leur site : pmo.erreur404.org



Décroissance

■ **Europe : baisse démographique prévisible.** La France, avec 1,90 enfant par femme voit sa population continuer d'augmenter du fait de l'arrivée d'immigrés et de l'augmentation de l'espérance de vie... mais ce taux de fécondité n'est battu que par celui de l'Irlande (1,99) : tous les autres pays ont moins d'enfants. Ceci laisse présager à court terme une stabilisation puis une baisse de la population. L'arrivée de nouveaux Etats dans l'Union européenne devrait accélérer le mouvement, le nombre d'enfants y étant particulièrement bas : Estonie (1,40), Malte (1,37), Hongrie (1,28), Lituanie (1,26), Slovaquie (1,25), Lettonie (1,24), Pologne (1,23), République Tchèque (1,23), Slovénie (1,22). Une meilleure répartition des richesses pourrait passer par une plus grande acceptation des immigrés.

■ **Allemagne : décroissance démographique.** L'Allemagne va être confrontée d'ici peu à une décroissance démographique. L'immigration n'y changera rien. De 80 millions aujourd'hui, les Allemands ne devraient plus être que 77 millions en 2030. Une décroissance qui provoque des débats outre-Rhin. Certains y voient une bénédiction : diminution prévisible du chômage, arrêt de l'extension des villes, meilleur cadre de vie, moins de problèmes de santé... Mais d'autres ne sont pas d'accord : risque de concentration dans des espaces restreints et désertification du reste du territoire, maintien des services publics coûteux... Un débat qui montre l'étendue des questions que pose cette forme de décroissance.



■ **Parti pour la décroissance.** Le Parti pour la décroissance a tenu sa première assemblée générale les 8 et 9 avril à Dijon. Une soixantaine de personnes y ont débattu de leur futur fonctionnement. Au centre des questions : les limites dans l'implication électorale. L'article 1 des statuts précise : "A l'exception des communes de moins de 3500 habitants, il n'est pas possible d'appartenir à un exécutif et d'être membre du Parti pour la décroissance (c'est-à-dire que les élus du Parti pour la décroissance se limitent à l'opposition). Le Parti pour la décroissance se définit expressément comme un contre-pouvoir. L'objectif du Parti pour la décroissance est d'infléchir tant le politique, dans toute sa représentation, que les individus dans un sens plus humaniste et plus écologiste. Tout élu du Parti pour la décroissance ne peut avoir qu'un seul mandat. Tout élu du Parti pour la décroissance concluant un accord avec un autre parti ou mouvement, et participant à un exécutif, se met de lui-même en dehors du mouvement, jusqu'au terme de cet accord". A noter que dans le bureau élu ne figure plus aucun membre de la revue *La Décroissance* afin de lever les ambiguïtés possibles entre les deux structures. *Parti pour la décroissance, 3, rue Sylvestre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 77 41 18 16.*

ALLEMAGNE

Interdiction professionnelle

Le 13 mars 2006, le Tribunal administratif de Karlsruhe a rejeté la plainte déposée par Michael Csaszkóczy (35 ans), radié de l'Education nationale. Detlef Brandner, qui dirige le service du personnel enseignant dans le Bade-Wurtemberg, tout en reconnaissant le *"courage civique"* du pédagogue, estime ce dernier *"inapte"* à exercer le métier de professeur du secondaire. Le 26 août 2004, Annette Schavan, alors en charge de la Culture dans le Land limitrophe de l'Alsace (aujourd'hui, la chrétienne-démocrate officie comme ministre de l'Education au sein du cabinet d'Angela Merkel), avait prononcé la première interdiction professionnelle officielle depuis onze ans. Le tort du candidat à la titularisation, qui avait obtenu des bonnes notes durant sa formation : son engagement dans L'Initiative antifasciste de Heidelberg et sa sympathie pour d'autres organisations d'extrême-gauche comme le Secours rouge ou le Centre autonome. Le Land de Hesse a également refusé d'intégrer cet *"ennemi de la Constitution"*. Une pétition de soutien a réuni plus de dix mille signatures. Le 25 mars, environ 450 manifestant(-e)s protestèrent dans les rues de Karlsruhe contre cette décision inique. Le chancelier social-démocrate Willy Brandt, coalisé avec les libéraux, avait édicté, le 28 janvier 1972, les *"principes afférents à la question des forces hostiles à la Constitution dans le service public"*, que la vox populi qualifia de *"décret contre les radicaux"*. Jusqu'en 1979, quelque 3,5 millions de personnes furent passées au crible, 11 000 ne purent entrer dans la Fonction publique, plus d'une centaine subirent l'exclusion. En revanche, de nombreux dignitaires du 3ᵉ Reich n'ont pas connu ce type d'avanies. *(Correspondance René Hamm)*

Daniel Cohn-Bendit rencontre...

Des leaders soixante-huitards, Daniel Cohn-Bendit est indiscutablement celui qui a su pérenniser sa présence sur la scène politique et surtout dans les médias. Depuis le 3 octobre 2005, sur *Terranova*, chaîne télévision de documentaires de nature, sis à Cologne, il présente, un lundi sur deux à 21 heures 15, un talk-show enregistré en alternance depuis Bruxelles ou la cité alsacienne, dans un studio du Parlement européen, intitulé en toute simplicité *"Cohn-Bendit trifft..."* (*"Cohn-Bendit rencontre..."*). Le juriste Dieter Dörr, membre du comité consultatif sur la diversité médiatique au Conseil de l'Europe, s'interroge, dans le magazine *Monitor* du 28 avril 2006, *"Si en Allemagne un député faisait de la télévision en engrangeant des subsides de l'Etat, il contreviendrait à la Constitution"*. Quand on souffre visiblement d'une hypertrophie du *"moi"*, on fait aisément litière de ce genre de considérations. *(Correspondance René Hamm)*



Verts
Voynet, Cochet... ou Bové ?

63% des 8293 adhérents des Verts ont voté mi-avril pour choisir leur futur candidat aux élections présidentielles de 2007. Dominique Voynet est arrivée en tête avec 35,45% des voix devant Yves Cochet (28,33%), Cécile Duflot (23,29%), Jean Desessard (6,81%) et Alain Uguen (6,12%). Un deuxième tour est organisé dont le résultat sera donné le 30 mai. Le choix sera entre une politique de reconduite de la gauche plurielle (Dominique Voynet) ou une politique plus radicale avec un objectif de décroissance (Yves Cochet). A moins que José Bové n'annonce sa candidature, dans ce cas de nombreux Verts demandent un référendum pour éventuellement se retirer au profit de José Bové.

Mouvement écologiste indépendant

Le Mouvement écologiste indépendant tient ses journées d'été du 23 au 26 août à Valence (Drôme), au centre Vacanciel L'Epervière. Thème de l'année : "Conséquences économiques, politiques, sociales et environnementales de la dérive climatique, de la fin du pétrole et du réveil de la Chine". Programme détaillé : ***Michel Capelasse, 20, rue Jules-Massenet, 26000 Valence, tél : 04 75 43 28 32.***

ARDÈCHE

Tournon récupère son eau

Après dix ans d'actions juridiques, l'association des usagers de Tournon a gagné la bataille : la mairie reprend la régie de l'eau qui était depuis trente ans entre les mains d'une société, la SAUR dont le capital appartient en partie à Bouyghes, à des fonds de retraites américains... Si l'on constate une érosion de nos services publics, dans le domaine de l'eau, c'est une nouvelle victoire contre la privatisation des régies municipales ou intercommunales.



Paix

TURQUIE

Mehmet Tarhan libéré

Le 24 janvier dernier, la cour européenne des droits de l'homme a condamné la Turquie pour avoir persécuté Osman Murat Ülke, objecteur emprisonné à maintes reprises en 1997-1998. Ce jugement a sans doute inquiété le gouvernement turc : le cas de Mehmet Tarhan étant sensiblement le même, le 9 mars, après onze mois de prison militaire, la cour d'appel de Sivas a estimé que la peine initiale de quatre ans était trop lourde et a décidé de libérer le militant pacifiste. Mehmet Tarhan, libéré, n'en a toutefois pas fini avec l'armée. Dès sa libération, celle-ci lui a envoyé un nouvel ordre pour se présenter à un bureau de recrutement. Mehmet Tarhan a refusé de s'y rendre, ce qui peut relancer la procédure pour insoumission.

Eurosatory Ruban noir

On nous dit que l'on manque d'argent pour sauver la planète. Pourtant, il se dépense chaque année pour 1000 milliards de dollars d'armement (dont la moitié aux Etats-Unis). Le prochain salon international de l'armement se tiendra à Villepinte, en Seine-Saint-Denis, du 12 au 16 juin. Pour protester contre la tenue de cette abomination, une opération "ruban noir" a été lancée par quelques associations. Il vous est demandé de porter sur vous un ruban noir ou un brassard noir pendant la durée du salon et d'expliquer à ceux et celles qui vous en demandent la signification, ce qui se passe au même moment en région parisienne. Il est recommandé également d'écrire à son député pour lui dire qu'il ne sera pas question de voter pour quelqu'un qui n'a rien fait pour empêcher la tenue d'un tel salon. *Nouvel humanisme, Georges Krassosky, 3, rue de Chatillon, 75014 Paris.*



DR

La ministre Alliot-Marie au sein des marchands de mort (Eurosatory 2004).

Pour des jardins de paix

Depuis une vingtaine d'années, l'association de la Corbinière des landes et son animateur Georges Brunel, propose de créer des espaces naturels où l'homme puisse se réconcilier avec la nature. L'association sera présente au salon international des initiatives de paix (voir par ailleurs) pour proposer à chacun de créer des lieux et jardins de paix, favorisant la communication, notamment entre les générations, avec les scolaires, dans le respect de l'environnement, de la biodiversité et des autres. Pour ceux qui ne peuvent venir au salon : *La Corbinière des landes, 22230 Goméné, tél : 02 22 96 26 56 84 ou 02 99 07 87 83.*

PARIS

Salon des initiatives de paix

Le deuxième salon international des initiatives de paix se tiendra au centre de congrès de La Villette, à la cité des Sciences et de l'industrie, du 2 au 4 juin. Aux côtés de multiples stands associatifs, se tiendront des rencontres sur le thème "acteurs de paix pour une culture de non-violence" avec six tables-rondes :

- *Quelle culture de non-violence et de paix aujourd'hui ?.*
- *Femmes, actrices de non-violence et de paix.*
- *L'éducation à la non-violence et à la paix.*
- *Construire la paix par la réconciliation dans la région des Grands Lacs africains*
- *Sortir des conflits. Construire la paix par la réconciliation et la non-violence.*
- *Société, économie, paix et non-violence : quelles perspectives ?*

Dans de petites salles, se tiendront également une soixantaine de carrefours sur des thèmes variés :

- villes, banlieues et violence,
- l'Etat non-violent, concept utile ?
- les sciences de la paix, outil d'avenir ?
- désarmer pour développer,
- le processus de démocratisation comme processus de paix : le cas d'Haïti,
- l'UE acteur de paix, notamment en Afrique,
- une guerre face aux migrants ?
- l'intervention civile de paix, du concept à la réalité de terrain,
- Colombie : une expérience au profit de la paix. Résistance civile et stratégie d'action collective dans le Bas Atrato,
- les langues, facteurs de paix ou de divisions ?
- la coopération dans l'économie,
- éducation à la non-violence et à la paix : gestion non-violente des conflits et médiation par les pairs,
- The role of nonviolent action in popular struggles for human rights,

IRAN

Le nucléaire n'est pas indispensable

Avec un taux de croissance de 6%, l'Iran doublera ses besoins énergétiques d'ici 15 ans. Le régime iranien affirme vouloir développer le nucléaire pour que celui-ci couvre 10% de ses besoins énergétiques en 2020. Le meilleur moyen pour sortir de la crise actuelle serait pour le gouvernement iranien de négocier un vaste plan de développement de son efficacité énergétique afin de limiter ses besoins et de mettre en place un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables. D'ici 2020, il est déjà prévu de doubler la capacité de la production hydroélectrique. Le pays dispose de suffisamment d'espace pour installer de très nombreuses centrales solaires et éoliennes. Le choix des renouvelables aurait un avantage énorme : éviter les risques sésimiques élevés dans ce pays qui pourrait provoquer, avec le nucléaire, des accidents extrêmement graves. Pour cela, l'ONU pourrait négocier des systèmes d'aides aux renouvelables applicables en Iran comme dans d'autres pays... en échange d'un effort des pays riches pour réduire leur armement nucléaire.



Téhéran.

Bush dégoût

■ Difficiles recrutements ! Le gouvernement Bush a confié à une société privée le soin de mettre en place une banque de données de 16 à 18 ans pour essayer de trouver de nouvelles méthodes de recrutement pour l'armée, celle-ci ayant de plus en plus de mal à trouver des volontaires. Situation identique en France où la journée d'appel obligatoire pour les jeunes à 17 ans permet d'assurer un tiers des besoins de l'armée, mais ne suffit pas à trouver suffisamment de monde. Jusqu'à maintenant, les vieux qui dirigent les pays ont toujours réussi à faire faire la guerre aux jeunes. Ceux-ci seraient-ils de moins en moins naïfs sur le rôle de l'armée ?

■ Guantanamo : une prison pour rien ? Le 20 avril, cédant à la pression internationale, les Etats-Unis ont enfin publié la liste des 558 personnes arrêtées et détenues à Guantanamo, dont 490 y sont encore. Après quatre ans de détention, il se révèle qu'il ne s'agit que de sympathisants et de militants islamistes qui n'ont sans doute pu donner aucune information intéressante sur les réseaux liés au terrorisme. Un échec cuisant de plus pour les services secrets états-uniens.



DR

Manifestation contre Guantanamo.

- les journalistes face au défi de la réconciliation,
- antipublicité et la non-violence,
- l'accompagnement des auteurs de violence conjugale en France et au Québec,
- la désobéissance civile,
- la non-violence active évangélique : une force pour transformer nos sociétés ?
- environnement, modes de vie et paix,
- vivre ensemble ici en France et au Liban, musulmans et chrétiens,
- résistance non-violente en Palestine et en Israël,
- la marchandisation de l'asile : une violence structurelle qui interpelle les mouvements non-violents,
- le rôle de l'Europe dans la construction de la paix,
- pratique vivante de la non-violence, pour une nouvelle présence au monde,
- promouvoir une culture de paix et de non-violence,
- l'inspection citoyenne des armes nucléaires,
- l'art de vivre en paix, une approche pédagogique pour adultes et enfants...

Programme complet : *Coordination française pour la décennie, 148, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 46 33 41 56.*

IRAN

Nucléaire ou pétrole, dollar ou euro ?

Qu'est-ce qui inquiète tant les Etats-Unis en Iran ? L'arme nucléaire ? Alors pourquoi pas une mobilisation internationale contre la Corée du Nord qui a une longueur d'avance sur l'Iran ? Et ne parlons pas d'autres désobéissants comme Israël, l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Pakistan. Non, ce que les politiques craignent le plus, c'est que l'Iran ouvre à Téhéran une bourse au pétrole... qui se négocie dans une autre monnaie que le dollar. C'est ce qu'avait essayé de faire Saddam Hussein il y a quelques années... juste au moment où les Etats-Unis l'ont soupçonné d'avoir des armes de destructions massives. La politique des déficits commerciaux américains ne peut tenir que tant que le dollar est la monnaie d'échange internationale. Si l'euro ou le yen devenait prépondérant, les Etats-Unis se retrouveraient à gérer seuls leur dette (monumentale) au lieu de la faire payer à l'ensemble de la planète. Pour pimenter le tout, l'Iran envisage d'ouvrir sa bourse en utilisant l'euro, ce qui devrait provoquer quelques gènes côté Union européenne pour soutenir une éventuelle offensive militaire des Etats-Unis contre l'Iran.

MEUSE

Terre et paix

Dès 1992, avec la restructuration de l'armée, les casernes de Verdun se vident au profit de regroupement régionaux. Le maire de l'époque négocie alors : le maintien d'un régiment contre un doublement des terrains de manœuvre. Le maire propose ainsi au bas mot 650 hectares. En 1994, enquête publique pour justifier l'expulsion de paysans et le déclassement de certaines forêts. L'opposition essaie de se faire entendre, 100 tracteurs manifestent en ville, 5000 signatures sont collectées en trois jours et les deux premières déclaration d'utilité publique sont attaquées puis cassées au tribunal. En février 2005, une troisième déclaration d'utilité publique est prise. En juillet 2005, un arrêté d'expropriation est pris. Pour que celui-ci entre en vigueur, il faut qu'au moins 50% des propriétaires soient d'accord, apportant 75% des terres ou au contraire 50% des terres apportés par 75% des propriétaires. Alors qu'un procès est en cours contre ces décisions, les propriétaires refusent dans leur grande majorité de vendre à l'amiable. Pour soutenir ces paysans, un festival *Terre et paix* est organisé les 1er et 2 juillet à Sivry-la-Perche (10 km de Verdun) sur le thème "La terre aux paysans", "la terre source de vie n'est pas faite pour préparer la guerre". Pour en savoir plus : *ACETEMC, Association contre l'extension du terrain militaire de la Chaume, mairie, 55100 Sivry-la-Perche, tél : 03 29 84 19 47 ou 06 08 18 46 57.*

MIDI-PYRÉNÉES

Agir pour la non-violence

Un grand festival régional sur ce thème aura lieu à Tournefeuille (près de Toulouse), les 1, 2 et 3 juin : créations artistiques, stands associatifs, présentation des formations à l'action non-violente, la gestion positive des conflits, la défense de l'environnement, les droits humains, l'économie alternative et solidaire... Invités : Jean-Marie Muller, Pierre Rabhi, Patrick Viveret, François Plassard, Ricardo Petrella... Renseignements : *ACDE, Association columérine socio-éducative, 19, allée du Val-d'Aran, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 40 74.*

Apprendre la paix

Une résolution de l'ONU en 1998 invite tous les gouvernements du monde à inclure l'éducation à la paix dans les programmes officiels d'éducation. Elle est pourtant à peine présente dans les systèmes éducatifs. Mais de quoi parle-t-on ? De quoi s'agit-il véritablement en pratique ? Quelles formes l'éducation à la paix peut-elle prendre ? Comment peut-on l'insérer concrètement dans le système scolaire ? Comment éduquer à la paix hors de l'école ? Comment former les "éducateurs de paix" ? Une première université d'été européenne francophone visant à partager des expériences concrètes et différents programmes d'éducation à la paix qui sont appliqués aujourd'hui dans le monde se tiendra du 9 au 15 juillet 2006, à Saint-Antoine-l'Abbaye (Isère). Elle se donne trois objectifs :

- accroître et consolider les savoirs sur l'éducation à la paix dans l'éducation formelle et extra-scolaire,
- échanger les pratiques et s'y relier,
- expérimenter des outils d'entraînement à la paix.

Organisée par Unipaz, elle est soutenue par plusieurs ONG dont la Coordination française pour la Décennie internationale de la promotion d'une culture de non-violence et de paix, RÉCit (Réseau des écoles de citoyens), l'Association pour la communication non-violente, l'École de la Paix, la CANVA (Coordination de l'action non-violente de l'arche de Lanza del Vasto), Terre et Humanisme (Pierre Rabhi), l'Institut Gandhi/Europe des consciences, le Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées...

Parmi les invités : Abelardo Brènes, professeur d'éducation à la paix de l'Université de la paix des Nations-Unies au Costa Rica ; David Keith, fondateur du programme d'éducation à la paix *Juniper* dans les écoles primaires de Grande-Bretagne ; Marco Ernani, pédiatre et ancien maire d'Altinopolis (Brésil) de 2000 à 2004 : pendant son mandat, il a mis en place un programme transdisciplinaire d'amélioration de la vie dans sa ville, fondé sur les principes de paix, et notamment un programme complet d'éducation scolaire et extrascolaire pour une culture de paix et de non-violence ; May East, de Findhorn (Ecosse), directrice des relations internationales du réseau mondial des écovillages ; Annie Gosselin, formatrice en communication non-violente, intervenante et médiatrice en milieu scolaire ; Hélène Hollard, collaboratrice de Pierre Rabhi, formatrice et consultante en agro-écologie, notamment pour les pays d'Afrique ; Michel Henri Dufour, enseignant à l'Université bouddhique européenne.

Les matins seront consacrés à des tables rondes sur la paix avec soi-même, avec les autres et avec la nature, ainsi que sur l'application concrète de l'éducation à la paix. Les après-midi, les participants auront un choix d'ateliers de réflexion thématique et de pratiques, liés au thème du jour. Cette université est ouverte à tous ceux et celles qui se sentent concernés par la paix et l'éducation à la paix. Pour plus d'information : *Unipaz, Roswitha Lanquetin : 01 39 02 23 04 ou Caroline Nadal : 06 13 58 63 74.*

TARN

Fête antimilitariste



Le COT, Collectif des objecteurs du Tarn, organise le samedi 1er juillet à Vinfrac-La Curade (entre Albi et Montauban), une fête antimilitariste avec à 15 h, projection de films, 18 h : théâtre "Les guerriers" joué par la compagnie Koïkadi, 19 h : intervention des anciens appelés d'Algérie contre la guerre. Apéro-concert à 19h30 avec la Marmaille, fanfare ethno-punk jazz cuivre, 21 h : rock festif avec A bout d'Souffle, puis Prisca (rock, blues, java), Maïka (reggae, dub). Stands associatifs et expos d'affiches toute la journée. *COT Albi, rue Pasteur, 81130 Cagnac.*

Autour du mouvement "anti-CPE"

Le grand mouvement social du printemps, dit "anti-CPE", a été particulièrement long et rempli d'une énergie enthousiasmante à défaut de porter un discours très intéressant. Cependant, un peu partout en France, loin des centrales syndicales ou des partis politiques, pas mal de personnes ont essayé de faire entendre d'autres discours que le celèbre "retrait du CPE".

En tentant d'élargir la question, certains en ont profité pour remettre en cause le salariat, le productivisme et le modèle de développement ou pour effleurer les idées de décroissance. Cela s'est traduit par des banderoles lors des manifestations (« Ni CPE, ni CDI, on ne veut plus se faire exploiter ») des slogans écrits sur les murs (« le salariat, c'est le goulag plus la clim' »), ou des textes d'appels écrits par différents groupes. En voici deux.

Appel de Printemps

NON. Ecrit sur nos banderoles, sur nos tracts, clowné, chanté et crié dans nos foulards : il en faut de la détermination et de la créativité pour essayer de faire saisir le sens de ce mot à nos dirigeants. Désagréable sensation de barrières de langage, d'être à côté d'un interlocuteur dont on ne peut freiner la marche. Pas de "non" dans la positive attitude…

(…)

Le CPE est l'arbre qui cache la forêt, profitons de cette lutte contre la précarité et de son impact médiatique international pour penser nos revendications plus globalement : à échelle de valeur étendue, problèmes étendus.

"Impossible de faire des projets d'avenir en tant que précaire...". Mais de quel avenir parle-t-on ? De celui qui s'arrêtera quand notre patron l'aura décidé, dans une vie conditionnée par l'obsession de la stabilité de notre emploi et de notre pouvoir d'achat ?

"C'est dur de se vendre sur le marché du travail", mais devons-nous accepter de nous transformer en marchandise et de sacrifier notre dignité en échange d'une plus grande sécurité matérielle, au nom de la flexibilité pour l'optimisation du profit des actionnaires ?

Allez, sans blague, ce qu'on demande, ce n'est tout de même pas de pouvoir consommer plus ?

(…) La politique c'est comme du commerce, la technique de vente est simple : faire croire au client qu'il n'y a que deux choix possibles, à lui d'y trouver son bonheur, le vendeur sera gagnant à tous les coups !

Mais qu'espérons-nous atteindre en grimpant la courbe infinie de la croissance ? La course au productivisme ne mènera nulle part : 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources de la planète. A eux de crier *tout est à nous, rien n'est à eux !* L'industrialisation à outrance de nos pays occidentaux par l'exploitation des richesses naturelles des pays du Sud continue d'aggraver les déséquilibres internationaux, qu'ils soient sociaux, culturels, économiques ou environnementaux.



Le progrès humain n'est pas concevable par la régression sociale. Pourtant c'est au nom du progrès que l'on voudrait nous imposer des réformes concoctées par les soi-disant élites économiques du G8 et de l'OMC pour la dérégulation des marchés. Il n'y a rien à espérer du système actuel dans lequel il n'y a pas plus de "cohésion sociale" possible que de "vivre ensemble" juste et équitable pour tous.

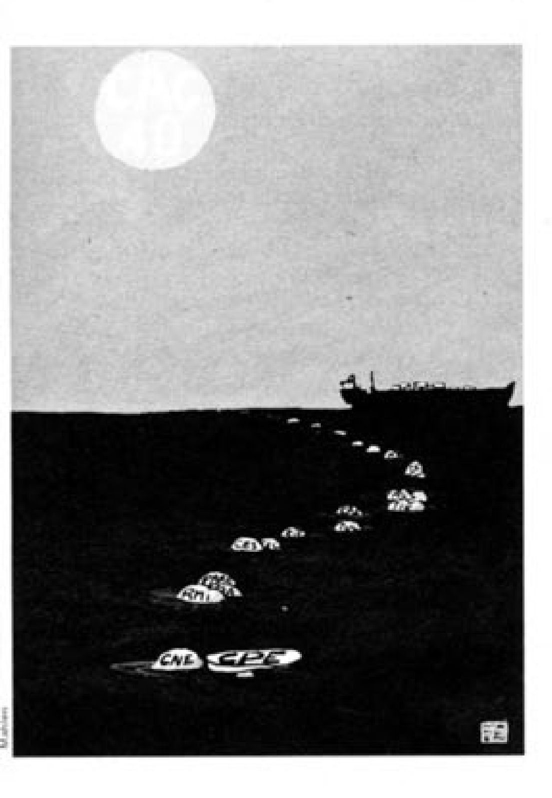
(…) Depuis deux mois que nous nous organisons ensemble, des idées bourgeonnent dans nos mouvements, nous goûtons à l'autonomie. Rentrer maintenant chez soi, se caler dans le troupeau ? Accepter la régression culturelle, le déficit démocratique et les lois liberticides ? Qu'avons-nous à perdre de plus, après la mise sur le marché de nos propres gènes ?

C'est dans nos journaux, tracts et chansons que l'on peut lire la réalité de nos envies. Quel intérêt a une presse nationale prise dans les logiques économiques à faire autre chose que compter... les manifestants... les jours... les arrestations... ?

Pourquoi ne pas profiter de l'énergie de nos mouvements et de la place laissée à l'espoir pour oser expérimenter des alternatives et tenter de construire progressivement, ensemble, un nouveau quotidien, dont chaque individu devrait être un acteur responsable?

(…)

Puisque l'emploi est au cœur des enjeux, commençons par redéfinir la place du travail : ce qui nous est proposé est déconnecté de nos besoins d'épanouissement et de vie sociale. Pourquoi ne pas s'aider des savoir-faire de ceux qui



expérimentent déjà le changement ? Entreprises coopératives, associations producteurs-consommateurs, systèmes d'échanges locaux, zones de gratuité, pratiques autogestionnaires... pour organiser nos vies et entreprendre autrement dans les domaines du social, du culturel, de l'écologie... où il y a tant à faire pour moderniser la société ! Des modes de vie demandent à être connus : simplicité volontaire, récup' et recyclage, écoles alternatives, do it yourself... Et s'il était temps de se rassembler et de s'approprier toutes ces pratiques ?

Nous appelons à la convergence des collectifs et des individus sur les nombreux événements qui ont lieu cette année : festivals, villages autogérés, manifestives européennes, forums, marches... sont autant de possibilités de rencontres, d'échanges, d'expérimentations et d'actions concrètes. La transmission de savoir-faire, l'apprentissage demandent de la spontaneité.

Organisons-la !

Nous appelons à poursuivre la mobilisation de nos mouvements contre la loi dite d'égalité des chances, et contre l'ensemble des politiques antisociales (...).

Lyon, avril 2006,
par des précaires en lutte.

L'appel et la pioche

Puisque nous parvenons de plus en plus précisément à envisager le moment où la Terre sera entièrement consumée par notre mode de vie,

Puisque ce monde industriel considère que l'évolution ne reste possible qu'en hybridant le vivant et la machine,

Nous voulons réfléchir à ce que pourrait être une vie joyeuse et souhaitable dans un monde fini. Nous, c'est quelques-uns de la génération qui vous précède.

Il nous semble impossible de poser la question de la précarité des emplois et des revenus monétaires sans poser aussi celle de la précarité de la survie humaine globale.

Vous le savez déjà, on vous l'a suffisamment dit, dans la société moderne un emploi est la chose la plus précieuse. L'ordre social vous proposera d'abord de tenir un poste de travail dans son organisation, et c'est pour ça que vous êtes en formation ; pour vous préparer à ce rôle et à en accepter les exigences. Au vu du nombre de chômeurs, vous devrez écraser vos semblables pour être embauché à faire avancer la machine dont personne ne connaît la direction qu'elle suit. Tout cela pour des emplois de plus en plus vides, déconnectés de nos besoins fondamentaux.

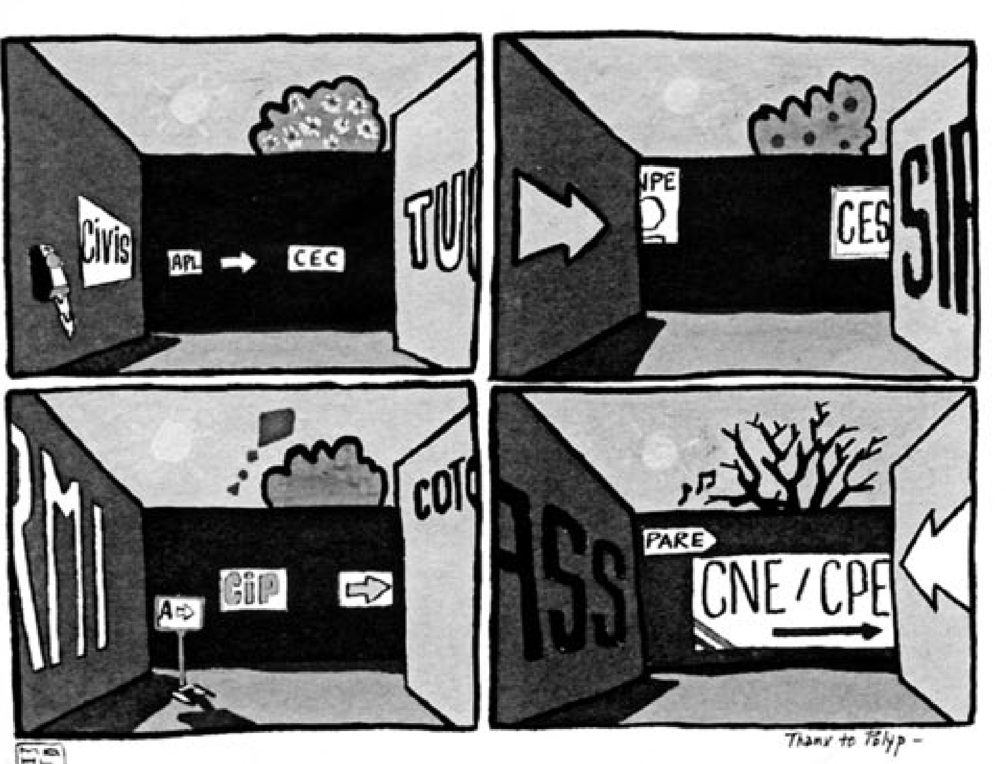
Comme pour vos parents, votre prospérité se mesurera à votre pouvoir de consommation qui se traduit en dégradation de la planète tout en exploitant des salariés de pays lointains. Vous partagerez l'excitation d'une vie standardisé, artificielle et automatique. Il sera exigé de vous de collaborer avec soumission à ce désastre. Les plus brillants et les plus zélés prendront place parmi ceux qu'on nomme "dirigeants", appliqués à faire en sorte que rien ne change tout en donnant l'impression que tout change. C'est ainsi qu'ils continueront à inventer des contrôles et de nouvelles machines de surveillance tout en prétextant que ce sont des réactions à l'insécurité qu'ils auront eux-mêmes entretenue.

Nous voudrions vous suggérer d'utiliser votre temps libre pour d'abord sentir et penser par vous-mêmes, entre vous, sans animateur ou autre médiateur, pour vous documenter et débattre ensemble, et pour déterminer par avance quel type d'existence vous semble valoir la peine d'être vécue. Et de vous préparer ensuite avec plaisir aux efforts nécessaires pour la faire advenir.

N'oubliez pas que dans nos discours comme dans nos pratiques, l'Etat et tous ceux qui dialoguent avec lui sont presque toujours des obstacles à nos projets d'autonomie tout en prétendant le contraire.

Cessons de réclamer un emploi stable pour chacun !
(même s'il arrive à tout le monde de chercher du boulot ou de l'argent)
Que la crise s'aggrave !
Que la vie l'emporte !
A vos pelles et à vos pioches !

Quelques bergères et bergers des Plaines, des Causses et des Montagnes
contact : pelle&pioche@duchmol.fr



Le chômage remontera en septembre 2007

La mise en place des contrats nouvelle embauche (CNE) a permis de faire disparaître plus de 400 000 chômeurs des statistiques officielles. Ce contrat de deux ans, où l'employeur peut licencier quand il veut, ayant été mis en place à partir d'août 2005, il n'est pas difficile de prévoir ce qui va se passer deux ans après... juste après les élections présidentielles et législatives de 2007.

Immigration ralentie

Selon l'OFPRA, Office français de protection des réfugiés et apatrides, les demandes d'asiles sont en baisse depuis 2004, en France, mais également dans toute l'Europe à l'exception des Pays-Bas et de la Belgique. Les associations rétorquent que l'on pourrait s'en féliciter si cela correspondait à un retour de la paix dans le monde et non à un cadenassement de l'Europe. En 2005, les demandes ont globalement diminué de 9,7% en France... mais ont augmenté de 61% en Guadeloupe avec une forte arrivée de réfugiés haïtiens (4953).

SAINT-DENIS

Oui à l'égalité des droits

Bien qu'illégal, le maire de Saint-Denis (Seine-Saint-denis) a organisé un référendum local sur le droit de vote des résidents étrangers. 31 % des résidents se sont déplacés pour voter et 64 % ont voté en faveur du droit de vote aux élections municipales. Un vote symbolique soutenu par l'ensemble des partis de gauche.

NANTES

Milieu inhospitalier

Chantal Thomas, syndiquée à la CNT, aide-soignante depuis 1992 dans l'établissement psychiatrique de la maison départementale du Mindin, a participé à une émission de *Libertaire* sur *Alternantes*, le 20 octobre 2005. Elle y a témoigné de son travail au milieu des personnes handicapées mentales, du manque de soins apportés aux plus handicapés, des punitions, des abus sexuels entre handicapés, etc. Témoignage d'une heure qui lui vaut à elle et à l'animateur de l'émission, Philippe Coutant d'être attaqué au tribunal pour propos diffamatoires et "intention de nuire". Un procès a eu lieu le 16 février, avec renvoi au 11 mai 2006. Pour les soutenir, une souscription est lancée : on peut envoyer un chèque à *CNT AIT, BP 2010, 14019 Caen cedex* (mention Solidarité Mindin au dos).

Prisons

Fuite en avant



DR

Au fur et à mesure que se construisent de nouvelles prisons, le nombre de prisonniers augmente en proportion. En 25 ans, les capacités ont doublé et le nombre de prisonniers aussi. Les conditions de détention sont toujours aussi déplorables et l'insécurité n'est pas spécialement en baisse. Ce sont toujours essentiellement les plus pauvres qui finissent en prison. Le total des sommes dérobées par les voleurs en prison ne représente qu'une goutte d'eau face aux détournements fiscaux des multinationales. La prison reste la première école du crime. Une autre politique de gestion des conflits dans la société est-elle possible ?

LYON

Marche des parapluies

Forum Réfugiés organise le 20 juin prochain à Lyon, la troisième marche des parapluies pour rappeler que la France a le devoir d'appliquer le droit d'asile pour les réfugiés. Rassemblement à 17h30 sur la place Saint-Jean (5e) puis déplacement en fanfare jusqu'à la place Sathonay (1er). Là, stands et soirée-concert dureront jusqu'à 22h30. *Forum réfugiés, BP 1054, 69612 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 03 74 45.*

Publicité



■ **Imagine la propagande.** La société Proxiregie, du groupe Nextdoor, vient de lancer une revue *Imagine ton futur* destinée à être distribuée gratuitement dans les collèges... Mais derrière le prétexte de l'orientation se cache la volonté de vendre de la publicité : "Ce mode de diffusion inédit garantit aux annonceurs présents de toucher de manière sûre et ultraqualitative près d'un million de lecteurs de 12 à 16 ans". La loi interdisant la publicité commerciale dans les établissements scolaires, nul doute que les rectorats interdiront la diffusion de cette publication.

■ **Déversements de prospectus.** Le 2 mars 2006, un décret est paru pour favoriser le recyclage des dépliants publicitaires. Il était annoncé depuis 2001. Surprise à sa lecture : les publicistes qui déversent en moyenne 40 kg de prospectus dans nos boîtes aux lettres par an ne devront que "contribuer" au recyclage... Et cette contribution pourra se faire "en nature" puisqu'ils peuvent se contenter de mettre un encart sur leur publicité pour dire que le prospectus peut faire l'objet d'une collecte sélective. Autant dire, que l'invasion publicitaire ne va pas cesser ! Pour demander une vraie possibilité légale de refuser la publicité dans sa boîte aux lettres, les campagnes de déversements de prospectus se poursuivent donc et la prochaine journée nationale est organisée le 10 juin par le *RAP, Résistance, à l'agression publicitaire, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.*

■ **Prochains barbouillages.** Pour demander un format unique d'affiches limité à 50 x 70 cm (format autorisé à Paris pour les affiches associatives), le collectif des déboulonneurs appelle à la tenue d'actions de désobéissance civile : les volontaires barbouillent des affiches publicitaires de grand format, ceux qui ne veulent pas prendre de risque judiciaire peuvent se contenter d'être présents pour assister à l'action. Prochaine journée d'action : vendredi 23 juin à Paris, Rouen, Lyon, Montpellier, Le Mans... *Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, site : deboulonneurs.free.fr.*

■ **Montpellier : procès de barbouilleurs.** A la suite d'une action publique de recouvrement d'un panneau publicitaire, l'annonceur a porté plainte et un procès se déroulera le 27 juin à Montpellier. Renseignements : *Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.*

Le décervelage du tiers-monde

Reprenant une idée de Tony Blair, le projet d'immigration choisie proposé par Sarkozy ne vise qu'à sélectionner les cerveaux les plus intéressants des pays du Sud, autrement dit à piller les ressources intellectuelles de ces pays. Cela ne ferait qu'amplifier un phénomène déjà fort développé : il y a déjà actuellement plus de médecins béninois à Paris qu'au Bénin ! 30% des médecins en Angleterre sont des Pakistanais ou des Indiens. En privant les pays du Sud, non seulement on s'enrichit ici à faible coût, mais on évite que dans ces pays apparaissent une contestation politique des dictatures mises en place pour piller les ressources minérales et végétales.

BANGLADESH

Ouvriers sacrifiés

Le 11 avril 2005, une usine textile de Spectrum-Shahriyar s'effondre au Bangladesh provoquant 64 morts et 74 blessés dont certains resteront handicapés à vie. Depuis, les victimes essaient de négocier des indemnités, pour le moment en vain.
Le 23 février 2006, 1000 ouvriers sont à l'ouvrage dans l'usine textile KTS, dans la ville portuaire de Chittagong. Un court-circuit provoque un incendie. Pour éviter des vols pouvant être faits pendant la panique, la direction fait fermer les issues ! Bilan : 63 morts et plus de 100 blessés. On retrouve les cadavres d'enfants de 12 ans !
Le 25 février, l'immeuble Phoenix Building s'effondre à la suite de travaux illégaux dans les étages. 22 ouvriers meurent et 50 sont blessés.
Le 25 février, à Chittagong, un transformateur électrique explose dans l'usine Imam. 57 blessés.
Le 6 mars, un incendie éclate dans une usine textile Sayem Fashion, située au troisième étage d'un immeuble à Gazipur. Un seul escalier d'évacuation pour 1500 ouvriers. Trois blessé seulement. Etc.
Les lois sociales existent pourtant dans le pays, mais le plus souvent, elles ne sont pas appliquées. Les syndicats ont organisé une vaste journée d'information le 11 avril dernier sur le thème de la santé et de la sécurité et ont lancé un appel au soutien international.
En France, le collectif *De l'éthique sur l'étiquette* a lancé une campagne de lettres adressées au gouvernement pour demander de faire respecter les droits sociaux et économiques des salariés.
On peut obtenir un modèle de la lettre en prenant contact avec *Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*

VENEZUELA

Contrôle du pétrole

Depuis son arrivée au pouvoir, Hugo Chavez mène des négociations avec les multinationales du pétrole pour que le Venezuela reprenne le contrôle de la production pétrolière. Quatre ans après, le gouvernement a obtenu la mise en place d'entreprises mixtes avec 60% du capital à l'Etat et 40% aux multinationales. Total (France) et ENI (Italie) qui ont refusé ce processus ont vu leurs champs pétroliers étatisés le 4 avril dernier. Ces deux firmes ne seront plus présentes dans le pays. Le nouvel équilibre ainsi mis en place assure que 80% des bénéfices liés au pétrole reviendront maintenant au pays.


DR
Livraison de gaz en Bolivie.

BOLIVIE

Pétrole et gaz nationalisés

Le 1er mai, le nouveau président bolivien, Evo Morales a annoncé la nationalisation des exploitations de gaz et de pétrole. Alors que le pays est classé parmi les plus pauvres, il est pourtant l'un des premiers exportateurs de gaz au monde. Le président bolivien a suivi en cela la décision du Venezuela, un mois avant... mais d'autres pays ont nationalisé ainsi leurs ressources : l'Irak en 1972, l'Arabie Saoudite en 1976...
Le gouvernement bolivien espère ainsi assurer des ressources supplémentaires au pays.
Les 26 groupes étrangers présents dans le pays ont six mois pour régulariser la situation.

TCHAD

Françafrique en renfort

1200 soldats français stationnent officiellement au Tchad depuis 1986. 150 militaires supplémentaires ont été envoyés sur place le 12 avril pour "garantir la sécurité des 1500 ressortissants français". Ces renforts arrivent alors qu'Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, réélu sans opposition en 1996 et 2001, était en course pour une nouvelle réélection et que l'opposition qui appelait au boycott des élections a tenté un coup d'Etat. La France a apporté son soutien "au président légitimement élu". Les opposants ont été massacrés. Les avions français ont survolé les troupes des rebelles pour informer la présidence tchadienne de leur localisation. L'opposition les accuse d'avoir bombardé deux villes, Adré et Moudéina. Le Tchad possède d'importantes réserves de pétrole qu'il exploite depuis 2003.

LILLE

Université d'été de la solidarité internationale

Le CRID, Centre de recherche et d'information pour le développement, fête ses 30 ans et organise du 5 au 8 juillet, à l'Université catholique de Lille, une université d'été de la solidarité internationale, Les matins, huit modules sur quels développements, le commerce et la souveraineté alimentaire, le financement, l'inégalité d'accès aux services, le droit des migrants, l'éducation au développement, la place des jeunes, agriculture et alimentation. Les après-midi, une cinquantaine d'ateliers où apparaissent enfin les critiques du développement. Signalons quelques ateliers : développement durable et décroissance soutenable, multinationales et commerce équitable, les réfugiés climatiques, discriminations et post-colonialisme, altermondialisme et politique... Inscriptions : *Isabelle Clostre, CRID, 14 ,passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 72 07 11.*

La voûte nubienne

Devant le manque de bois dans la zone sub-saharienne, les populations se sont tournées vers ce qu'on leur a proposé pour la réalisation des toits : des chevrons importés et de la tôle. Une fausse solution qui endette les villageois, spolie l'économie locale, amplifie les rudes conditions climatiques (chaleur et froid), ajoute une nuisance sonore pendant la saison des pluies, dénature l'esthétique traditionnelle de l'habitat.
Une association a développé une alternative technique basée sur l'usage de toits de terre voûtés construits sans coffrage. La technique de la voûte nubienne, dérivée d'un procédé architectural africain antique, a été adapté pour être facilement mis en œuvre.
Les maisons ainsi construites valorisent les matériaux locaux, la main-d'œuvre locale, et favorise donc l'autonomie des populations. Elles offrent une meilleure isolation thermique et phonique et le coût d'entretien est modeste.



Depuis 1998, l'association *La voûte nubienne* a mis en place un programme dans la région de Boromo, au Burkina Faso, avec le soutien de l'association d'architectes *Cra-Terre*. Des formations de maçons sont assurées qui encadrent les chantiers. Aujourd'hui, 25 maçons, eux-mêmes formateurs, ont aidé à la construction de 180 voûtes dans 43 villages, 40 apprentis sont en formation dont des Maliens et des Togolais pour aller ensuite enseigner dans leurs pays. On peut soutenir le développement de cette initiative en adhérant à *La voûte nubienne, Thomas Granier, 9, rue des Arts, 34190 Ganges, tél : 04 67 81 21 05.*

Argent chaud, argent froid

Si nous voulons un jour arriver à proposer des alternatives concrètes qui puissent nous sortir de l'impasse politique actuelle où gauche et droite nous emmènent, l'un avec la carotte, l'autre avec le bâton, il est nécessaire de pouvoir communiquer entre nous… en étant le moins possible liés au système que l'on critique.

Jacques B. Gélinas, sociologue québécois, dans son livre "Et si le tiers-monde s'autofinançait" (paru aux éditions Ecosociété) analyse l'échec du développement dans les pays du Sud en introduisant une importante distinction dans les modes de financement des projets. Il distingue en effet "l'argent chaud", celui provoqué par la sueur du collectif, qui a fait un effort d'épargne pour financer un projet et "l'argent froid" qui arrive par le biais de l'aide internationale, par la charité ou la bonne volonté des ONG.





Jacques B. Gélinas fait le constat suivant : lorsque l'argent a été difficile à trouver, lorsqu'il est "chaud", il est généralement utilisé avec succès, dans des projets mûrement réfléchis, des projets qui répondent à de vrais besoins. C'est parce qu'il y a un vrai besoin collectif que l'argent se trouve (que l'on pense par exemple aux tontines africaines). A l'inverse, quand l'argent arrive de l'extérieur de la collectivité, qu'il est "froid", il est le plus souvent utilisé à des projets plus ou moins mal pensés, plus ou moins utiles et cet argent disparaît à fonds perdus. Il en tire la conséquence suivante : si nous voulons aider les pays du Sud, nous pouvons leur transmettre des savoirs en fonction de ce qu'ils demandent, mais nous n'avons ni à leur proposer des projets de développement, ni à les financer.

Pourquoi commencer ainsi un débat sur les médias ? Parce que dans ce domaine, on retrouve aussi l'argent chaud et l'argent froid. Pour une revue, l'argent chaud, ce sont les abonnements et les ventes au numéro. L'argent froid, ce sont les subventions. C'est plus compliqué pour d'autres médias comme les radios qui ont du mal à "vendre" quelque chose à leurs auditeurs… mais cela existe aussi : certaines radios associatives tirent une bonne part de leurs revenus de fêtes, d'animations dans des manifestations, de l'enregistrement et de la diffusion de débats… A chacun d'imaginer des moyens d'avoir de l'"argent chaud".

Vivre de l'argent chaud

Depuis ses tout débuts en 1982, *S!lence* a toujours fait le choix de refuser d'investir du temps pour demander des subventions, se contentant des aides automatiques réservées à la presse : un taux de TVA privilégié, des aides lors de l'embauche de salariés en passant par des contrats aidés, la carte de presse pour les journalistes. Pour le reste, *S!lence* ne vit que d'"argent chaud". Au départ, n'ayant pas un sou, nous avions collecté une soixantaine d'abonnements de sympathisants, ce qui nous a permis de financer un poster de soutien. Le bénéfice produit par celui-ci a été réinvesti dans l'achat de papier recyclé. Une partie a été revendue pour alimenter la vente de papier recyclé et le bénéfice utilisé pour publier le premier numéro. Pendant les quatre premières années, la vente de papier recyclé, via la Maison de l'écologie de Lyon, a permis à la revue de décoller très progressivement.

En 1986, la revue a pu se payer son premier ordinateur (avant c'était la machine à écrire) et embaucher son premier salarié sous forme de TUC (ancêtre du CES actuel). L'augmentation progressive des ventes a ensuite permis le développement de la revue de manière de plus en plus autonome. Au départ, nous avons fait des bals folks, des soirées de soutien, des tombolas, des souscriptions…

Résultats : aujourd'hui nous fonctionnons à six salariés (pour trois équivalents temps-pleins), tous en CDI classique. Les ventes du journal (abonnements + stands) représentent 99% des ressources (le 1% restant se partageant entre les cotisations, les dons et de rares publicités). La revue compte plus de 5000 abonnés, se vend à environ 7000 exemplaires.

Après bientôt 25 ans de fonctionnement, non seulement nous n'avons jamais demandé une subvention, mais, avec d'autres associations, nous avons même acheté nos locaux.

Solidarité concrète

Le problème avec l'argent froid (subventions, partenariat, publicité…), c'est que pour toucher cet argent, il y a forcément des conditions. Pour une subvention, il faut trouver l'angle sous lequel demander de l'argent, comment entrer dans la bonne case. Cela mange énormément de temps. Ce temps que nous gagnons à *S!lence*, nous permet de nous consacrer uniquement à la réalisation et la diffusion de la revue.

Bien sûr les salaires sont modestes, comme souvent dans le milieu associatif et l'avenir de la revue est toujours fragile puisqu'il repose pour la plus grande part sur les très nombreux bénévoles qui aident les salariés : une dizaine de personnes pour l'administration, plus de 80 personnes qui font des stands bénévolement dans toute la France, plusieurs centaines de personnes qui adhèrent à l'association des Ami-e-s de *S!lence* et envoient des infos à la revue.

Mais cette fragilité est aussi notre force ; en cas de difficulté financière toujours possible (le dernier appel à l'aide remonte à 1991 !), nous savons que nous pourrions compter sur ce large réseau bénévole. Parce que nous ne nous

appuyons que sur l'argent chaud, nous avons une certaine relation privilégiée avec nos lecteurs : sans eux, nous n'existons pas. La bonne santé de la revue et sa progression régulière montre à l'évidence que nous répondons à un besoin. Un indice difficile à appréhender lorsqu'une partie de notre activité dépend du recours à l'argent froid.



D.R.

L'argent froid ne doit pas être un facteur d'inégalités

Le problème des subventions est qu'elles sont sélectives et donc forcément "clientéliste". L'argent froid investi dans le fonctionnement est un facteur d'inégalités entre ceux qui vont plaire aux financeurs et les autres. Il faudrait donc veiller à ce que ces aides ne servent pas au fonctionnement des médias.

Par contre, si nous voulons quand même maintenir une implication de l'Etat et d'autres collectivités publiques dans le financement de médias libres, il faudrait plus réfléchir à des règles générales d'aides qui soient automatiques et non liées à des demandes. Cela permettrait en effet à tous de bénéficier des mêmes aides et donc à de nouveaux médias d'émerger plus facilement, en fonction de l'évolution des débats, locaux ou non.

Ces aides automatiques peuvent compléter ce qui existe déjà : répondre aux besoins de formation, aux besoins d'investissement en matériel, aux frais d'expéditions pour la presse écrite, une simplification de la fiscalité… Le système de reversement d'argent des radios avec publicité vers les radios sans publicité pourrait être également mis en place pour la presse écrite.

Il s'agit bien ainsi de favoriser un cadre dans lequel les initiatives peuvent se développer – et elles se développeront d'autant plus qu'elles s'appuieront sur des formes d'entraides et de solidarité – en respectant une certaine neutralité idéologique.

Michel Bernard ■

Contribution aux Etats-Généraux des médias indépendants, Grenoble, 21 et 22 avril 2006.



Environnement

PARIS

Réseau Vert

La vélorution, rassemblement le premier samedi de chaque mois, a, pour le mois d'avril, inauguré l'intégralité du premier axe réseau Vert à travers la capitale : le long du canal de l'Ourcq, les berges du canal Saint-Martin, la rue Saint-Denis, la place du Châtelet... Seul problème, la manifestation ayant eu lieu le 1er avril, il semble que la voie verte ne soit encore que dans les cartons de la mairie.

STRASBOURG

Sauvons la forêt du Kreuzelegert !

Depuis le 23 mars, des militantes des associations *Opale* et *Alsace nature* se relaient au pied comme en haut d'un vénérable peuplier dans la forêt du Kreuzelegert, à Ostwald.
La zone verra passer un boulevard urbain et l'expropriation permettra la construction d'un supermarché. Cette résistance joyeuse, non-violente et déterminée ralentira ou stoppera la destruction généralisée à laquelle se livrent les maires et le président de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) en tête. Mme Keller (maire de Strasbourg) et M. Grossman (président de la CUS) se cachent derrière les beaux parcs et le réseau cyclable et utilisent le tram comme cheval de Troie pour réaliser de grands travaux qui détruisent des hectares de forêts, rivières et coupent jusqu'aux cours d'école et pistes cyclables. Adresse de l'action : *Les habitant-e-s du peuplier, 117 bis, rue Leclerc, 67540 Ostwald*. Plus d'infos à *Opale, 7, rue Pablo-Neruda, 67540 Ostwald* et *Alsace nature, 8, rue Adèle-Riton, 67000 Strasbourg*.



Les habitant-e-s du peuplier à Strasbourg

DR

Déchets

■ USA : recul du PVC. Le PVC, polychlorure de vinyl, est un plastique d'usage courant qui, du fait de la présence de chlore dans sa composition, provoque des émissions de dioxine en cas d'incinération. Une campagne internationale "D'abord ne pas nuire" demande aux hôpitaux de ne plus utiliser de PVC pour le matériel jetable. Les associations américaines viennent d'annoncer que les fabriquants Hospira Inc et Baxter USA (90 % du matériel pour intraveineuse aux USA) ont annoncé fin avril qu'ils allaient fabriquer leur matériel avec du propylène, un plastique sans chlore. En France, cette campagne est relayée par le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets.
CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

■ Cyclamed, moins pire. Suite aux questions qui se posaient sur le système Cyclamed qui collecte les anciens médicaments et en réutilise un tout petit nombre, la structure a dû adhérer au "Point vert", une cotisation prise sur les déchets. Pour limiter cette cotisation, Cyclamed demande maintenant de rapporter les médicaments sans emballages ni notice... Ce qui diminue certes la quantité collectée, mais ne résout en rien le devenir des médicaments collectés qui, pour la plupart, terminent en incinérateur. La réforme qui serait plus efficace serait de permettre aux pharmaciens de délivrer les médicaments à l'unité et non en boîte par 10, 20 ou 30 comprimés, ce qui diminuerait la production des médicaments inutilisés. Cette mesure n'est pas irréaliste : elle se pratique en Angleterre et dans de nombreux pays du Sud.

CYCLAMED le réflexe

■ Le Rhône pollué. Les préfets de l'Ain, de l'Isère et du Rhône ont conjointement pris un arrêté en date du 6 avril 2006 afin d'interdire la consommation de poissons pêchés entre le barrage de Sault-Brénaz (Ain) et le canal de Jonage (Rhône), suite à la contamination avérée aux dioxines et aux PCB. Tout rapport avec l'usine Tredi qui brûle du pyralène et des déchets industriels à Saint-Vulbas ne serait que pure coïncidence.

PAS-DE-CALAIS

Saturnisme reconnu

Le tribunal de Béthune a donné raison aux parents qui avaient porté plainte contre l'usine de retraitement de batteries, Métaleurop, usine aujourd'hui fermée : trois enfants souffrant de saturnisme sont bien malades par suite des retombées de l'usine. Ceci ouvre un dossier judiciaire qui risque d'être long, la pollution des sols autour de l'usine par les métaux lourds étant particulièrement élevée.

Changement climatique

■ Japon : lutte contre la climatisation. La climatisation est une catastrophe : on sort de la chaleur d'un lieu pour l'envoyer à l'extérieur, ce qui réchauffe l'atmosphère et en incite d'autres à utiliser à leur tour la climatisation. En été, il fait jusqu'à 8°C de plus dans le centre de Tokyo que dans la périphérie du fait de la grande concentration des climatiseurs. Pour remédier à cela, le gouvernement a interdit de mettre en route les climatiseurs en-dessous de 28°C et interdit ensuite de descendre à l'intérieur plus bas que cette température. Il a également suggéré aux hommes d'affaires de s'habiller en chemisettes et non en costume-cravate et pour montrer l'exemple, les ministres se sont montrés en habits de couleur.
Un premier bilan indique que cela permis d'économiser 70 millions de kWh pendant l'été 2005... mais cela ne fait que 0,08 % d'économie sur la consommation globale. Le gouvernement japonais qui s'est montré en public sans cravate et en tenue légère pour donner l'exemple a ensuite lancé une campagne en faveur des pulls en grosse laine pour diminuer les consommations de chauffage en hiver.

■ Chine : de plus en plus de voitures. Même si près de 80% de la population vit avec moins de deux dollars par jour, les 20% qui s'enrichissent, eux, consomment de plus en plus. Ainsi en 2005, la croissance des ventes de voitures a été de 25% et devrait cette année dépasser 40% ! Et ceci malgré une hausse du carburant de 15%. La planète n'a qu'à bien se tenir.

■ Etats-Unis : maires novateurs. Le gouvernement Bush refusant de prendre des mesures pour lutter contre les gaz à effet de serre, 131 maires — démocrates et républicains — de grandes villes (29 millions d'habitants) ont annoncé en février dernier leur engagement à réduire de 7% leurs émissions d'ici 2012 par rapport à 1990. Une bagarre juridique est en cours pour déterminer si les Etats peuvent se passer de l'accord du gouvernement fédéral pour adopter eux aussi les accords de Kyoto. Californie en tête, une vingtaine d'Etats (nord de la côte Est, côte Ouest et Illinois) mènent la bagarre. Les résultats risquent toutefois d'attendre quand on voit la ville de New York annoncer qu'elle va adopter des taxis électriques... alors que l'électricité provient pour l'essentiel de centrales thermiques. La Californie en revanche s'est engagée dans le bon sens : limitation de la consommation des véhicules, développement de centrales solaires et éoliennes...

■ Cyclones en Europe ? Depuis 1945, l'énergie développée par les cyclones dans l'Atlantique s'est accrue de 80%. Chaque année, la température des eaux s'élève, augmentant les surfaces où les cyclones peuvent se former et en 2005, le cyclone Vince a effleuré la péninsule ibérique. Les climatologues pensent inévitables que des cyclones abordent les côtes européennes dans les années à venir.

■ Sécheresse annoncée. Depuis de nombreuses années, on constate une baisse des nappes phréatiques en France. L'année 2005 ayant été chaude et sèche et la pluviométrie de l'hiver dans les normales, les services du ministère de l'écologie ont déjà annoncé, fin février, qu'une sécheresse est prévisible pour cet été. Les nappes phréatiques baissent du fait des pompages excessifs essentiellement destinés à l'irrigation. Le gouvernement essaie d'encourager les cultures ne nécessitant pas d'irrigation et en 2005, les surfaces de blé et de colza ont déjà augmenté de 10 000 hectares au détriment du maïs très gourmand en eau, mais cela ne suffit encore pas.



ISLANDE

Projet d'usine d'aluminium

La fabrication de l'aluminium est très gourmande en énergie. C'est pourquoi les multinationales préfèrent s'implanter près des sources d'énergie bon marché, plutôt que des mines de bauxite. L'Islande ayant un potentiel hydro-électrique important, Alcoa, multinationale de l'aluminium, envisage d'ouvrir une usine dans le fjord de Reydarfjördur. Malgré l'avis négatif de l'Agence nationale de planification qui, en août 2001, écrivait : "les conséquences à moyen et long terme du barrage sur l'écosystème islandais sont telles que nous désapprouvons le projet de construction", le gouvernement donne son feu vert en décembre 2001. Cinq barrages sont alors mis en construction dont le plus haut fera 190 m de haut (un record en Europe). Ils alimenteront la fonderie qui pourrait être opérationnelle dès 2007. Les lacs artificiels noieront 65 km². Le gouvernement s'est justifié par la création d'emplois, mais dans un pays à 3 % de chômage, cela n'a guère eu d'effet. Concrètement, ce sont surtout des ouvriers chinois, italiens et portugais qui travaillent sur les chantiers... à des niveaux de salaires inférieurs à ceux des Islandais. Des manifestations contre le projet se sont multipliées jusqu'à l'été 2005 où des camps ont été organisés avec le soutien de mouvements européens, pour essayer d'entraver le chantier. 21 militants étrangers ont été expulsés par la police. Un nouveau rassemblement est prévu pendant l'été 2006, avec une manifestation le 21 juillet. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter *La Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82* ou *http://www.savingiceland.org/french*.
(correspondance Véronique Cloup).

PYRÉNÉES

Pro ou anti-ours

Le 1er avril, entre 200 et 300 personnes, surtout des éleveurs, ont attaqué la mairie d'Arbas où le maire socialiste, François Arcangeli, est favorable à la réintroduction de cinq ours slovènes dans le massif pyrénéen : jets de pétards, de sang et de bouteilles, graffitis insultants... Dans la semaine qui a suivi, des responsables socialistes ont protesté contre la présence d'élus PS dans cette manifestation. Le 8 avril, un banquet de soutien au maire



a réuni également entre 200 et 300 personnes devant la même mairie, dont plusieurs autres maires de communes voisines.



■ Taxe sur les avions. De peur que les compagnies aériennes choisissent d'autres destinations, aucun Etat n'a osé pour le moment mettre de taxes sur les avions. La Suède vient de franchir le pas : pour lutter contre l'effet de serre, elle a mis en place une taxe qui va de 10 à 46 euros par billet selon la classe.

■ Retour de la vignette ? Alors que la part des véhicules de 8 CV ou plus avait régulièrement baissé entre 1980 et 2000, la suppression de la vignette en 2001 par les socialistes a provoqué une relance des grosses cylindrées. En 2000, les plus de 8 CV représentaient moins de 15 % du marché contre près de 20 % aujourd'hui. Les très grosses cylindrées (plus de 24 CV, notamment des 4x4) étaient moins de 1000 en 2000 contre 3876 fin 2004. Symboliquement la fin de la vignette a été un signal pour se ruer vers les grosses voitures. L'Union européenne, dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre, envisage l'instauration d'une telle vignette, proportionnelle aux émissions de gaz, sur l'ensemble des 25 Etats membres.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Couloirs à camions

Le projet de 2x2 voie dans les Pyrénées basques n'est pas abandonné ! Nous relayons dans notre numéro de mai, les déclarations faites par le président du conseil général le 22 février dernier, mais depuis les opposants ont appris qu'une semaine après, était lancée la phase 2 de l'étude ! Dans les documents, il est bien marqué d'une part que l'on se contentera de zones de dépassement sur la route actuelle... Mais un peu plus loin, il est fait mention de la nécessité de s'accorder avec le projet de la région Navarre... qui elle prévoit toujours trois voies sur l'ensemble du trajet, en site propre, avec possibilité de passer ultérieurement en 2x2 voies... ce qui ressemble furieusement à un projet d'autoroute. La lutte contre le couloir à camion est donc relancée. Pour compléter le tout, la mairie de Saint-Palais a porté plainte contre les opposants pour des inscriptions à la peinture écrites sur la chaussée lors de la dernière manifestation. Soutien à : *LEIA, BP 3, 64430 Baigorri, tél : 06 79 75 64 06.*

ARIÈGE

Covoiturage

Avec un taux de remplissage moyen de 1,5 personnes, les voitures constituent une source importante de pollution et coûtent énormément cher. L'organisation de covoiturage, même s'il ne résout pas tous les problèmes, peut permettre de diminuer l'impact de ces véhicules. C'est pourquoi une association est en projet pour organiser des covoiturages sur le département de l'Ariège. Si cela vous intéresse, contacter *Sylvie au 05 61 64 25 58 ou laisser un message en précisant que c'est pour le covoiturage au 05 61 64 92 97.*

Nus contre la voiture

Le 10 juin prochain, des manifestations à vélo se tiendront dans de nombreuses villes. Particularité : les manifestants défilent nus. En 2005, des manifestations ont déjà eu lieu dans 51 villes (à San Francisco, Seattle, Vancouver, Auckland, Londres, Bruxelles, Madrid...). Les manifestations demandent que cessent l'indécente exhibition des véhicules polluants qui détruisent la planète. Cette année, des manifestations sont prévues dans une vingtaine de pays, dont trois en France à Paris, Nice et Toulouse.



A vélo dans Auckland.



A vélo dans Bruxelles.



A vélo dans Saragosse.

Vision du monde

Deux autres documentaires, découverts les 20 et 21 janvier 2006, dans le cadre des 41es Journées cinématographiques de Soleure (1), méritent une recension en ces colonnes. Séance de rattrapage !

Avec sa *"clinique ambulante"*, Ruchama Marton pourvoit une fois par semaine en soins et médicaments des nécessiteux dans les territoires derrière le mur de la honte (2). En ce samedi 1er octobre 2005, la psychiatre de Tel Aviv (3), qui collabore avec le Croissant rouge palestinien, se rend avec une vingtaine de spécialistes dans la localité cisjordanienne de Chable (près de Kalkilja) entièrement encerclée, où l'attendent deux cents patient(-e)s. En 1988, pendant la première Intifada, elle avait créé l'association *Médecins pour les droits humains*. Elle soutient également les Bédouins dans le désert du Néguev, dont les villages n'ont jamais été reconnus par l'Etat hébreu. *"L'inimitié et la haine sont un obstacle à une bonne relation normale"*. Mais *"l'amour"* ne doit pas interférer pour autant ; lorsque ne s'instaurent pas de liens affectifs, *"la chance que le ressentiment ne se propage reste intacte"*.

Scandaleuse décision

A l'instar de la Soudanaise Saeeda Modh Badri Abu Hadia, de Marguerite Barankitse du Burundi, de la Palestinienne Nafeesa Al Deek, de l'Américaine Ellen Barry et de l'Indienne Naseeb Mohammad Shaikh, Ruchama Marton fait partie de celles que Gabriela Neuhaus et Angelo Scudeletti nous rendent proches dans *1000 Frauen und ein Traum*. En voyageant pour le Conseil de l'Europe en Azerbaïdjan, Georgie, Arménie, Tchétchénie, Bosnie, Kosova, Albanie, la députée sociale-démocrate suisse Ruth-Gaby Vermot-Mangold avait vu, dans les camps de réfugiés, ce qu'accomplissent inlassablement des femmes pour soulager autrui, panser des plaies, combattre la misère, dispenser leur savoir. Mais la plupart du temps, ce sont des hommes, des *"négociateurs de traités"*, qui empochent le Prix Nobel de la Paix (4). Alors, pourquoi pas en 2005, mille femmes courageuses, infatigables, admirables, représentatives de millions de leurs congénères partout sur la planète, qui s'investissent quotidiennement pour des conditions d'existence plus humaines ?

Le 1er mars 2003, Ruth-Gaby Vermot-Mangold et Maren Haartje de *Swisspeace* démarrèrent leur audacieux projet. Du 27 au 31 août 2003, onze des quatorze coordinatrices (plus tard, l'équipe en compta vingt-trois) se rencontrèrent à Berne pour le premier de cinq ateliers de travail. Devant elles, un véritable travail de Titan : trouver les colombes, puis jauger si elles réunissent les critères de sélection. Le 25 janvier 2005, Micheline Calmy-Rey, la ministre helvétique des Affaires étrangères, cosigna avec l'initiatrice et Rosemarie Zapfl, du directoire de l'association, la lettre officielle pour le comité d'Oslo. Le 7 octobre 2005, à onze heures, celui-ci communiqua sa scandaleuse décision : parmi cent quatre-vingt-dix-neuf candidatures (5), il couronna l'Agence internationale pour l'énergie atomique à Vienne et son directeur général, l'Egyptien Mohammed El Baradei (6). *"Le résultat illustre l'impuissance de la grande majorité à se confronter aux crises de ce monde"*, note Kin Chi Lau de Hong-Kong. Plusieurs participantes se retrouvèrent, le 19 octobre, à l'occasion de l'exposition avec les pages du livre (7) dans la centrale électrique de Selnau à Zurich. Les 999 ambassadrices provenant de 153 pays devinrent ainsi identifiables. Elles,



DR

Les Koordinatorinnen.

(1) *S!lence* d'avril 2006.

(2) Pour avoir commis son essai, *Le mur de Sharon* (296 pages, co-édité par les Presses de la Renaissance à Paris et France Inter, septembre 2004, 18 euros), Alain Ménargues, le directeur de l'information à Radio France Internationale, a été licencié, le 19 octobre 2004, moins de trois mois après sa nomination, par le PDG de la station, Antoine Schwarz, sur la pression de l'intersyndicale et de la Société des journalistes ! Solitude des briseurs de tabous !...

(3) En 2002, elle a reçu avec son collègue palestinien, le chercheur Salah Haj Yehya, le prestigieux *Jonathan Mann Award for global health and human rights*.

(4) Depuis 1901, douze femmes l'ont réceptionné. La première, en 1905, l'Autrichienne Bertha von Suttner (9 juin 1843-21 juin 1914), laquelle défraya la chronique avec la publication, en 1889, de son roman antimilitariste *A bas les armes !*. Trois ans auparavant, elle avait rencontré à Paris l'industriel suédois Alfred Nobel, qu'elle convainquit de consacrer une partie de sa fortune à des activités pacifiques et à la création d'une distinction spécifique dans cet esprit-là.

(5) Par exemple Mordechai Vanunu, qui a passé dix-huit ans (onze en isolation complète) derrière les barreaux de la prison d'Ashkelon. Le 5 octobre 1986, il avait révélé dans un article inséré dans l'hebdomadaire londonien *Sunday Times* qu'Israël possède l'arme atomique, sans que cela n'émeuve grand monde. Depuis sa libération, le 21 avril 2004, il vit, assigné à résidence, dans le couvent Saint-Georges à Jérusalem. Il continue à subir moult tracasseries et menaces.

(6) Cf. *S!lence* de décembre 2005.

(7) *1000 PeaceWomen across the globe*, 2214 pages, Scalo Verlag à Zurich, octobre 2005, 39 €, dresse, dans la langue de Shakespeare, le portrait de chacune d'elles. Les quatre Françaises : Solange Fernex, au titre de *la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté*, des *Enfants de Tchernobyl* et du *Parti vert d'Europe*, Zarina Khan pour ses différentes productions culturelles en faveur de la paix, notamment sa pièce *The dictionary of life* , émanation du *Theater and Liberty in War operation*, créé en 1993 à Sarajevo, Annie Sasco de l'Agence internationale de recherche sur le cancer, et Christina Tézenas du Montcel, présidente *d'Envol pour les enfants européens*, qui a accueilli depuis 1997 pour des *"vacances"*, au château de Boulains, près de Fontainebleau, quatre mille jeunes (soixante-dix par session) entre sept et dix-sept ans, atteints de pathologies graves.

comme la multitude d'inconnues, symbolisées par la millième, baptisée "*Anonyma*", ne cesseront évidemment pas de mobiliser leur force, leur optimisme, leur générosité, leur fantaisie au service d'une acception de la paix, que l'on ne saurait définir comme "*un intervalle entre deux guerres*" (8).

"Ce non productif !"

"*Que font les organisations de mercenaires, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ? Quelles sont les conséquences, en particulier pour le tiers-monde ? Le travail analytique doit déboucher sur une mobilisation afin que nous mettions un terme aux agissements de ces chasseurs de têtes ! (...) Toutes les sept secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim, cent mille êtres humains quotidiennement !*". Comme à l'accoutumée, Jean Ziegler (9), depuis le 1er janvier 2002 rapporteur indépendant à l'ONU pour le Droit à l'alimentation (10), ne mâcha pas ses mots, le mardi 27 mai 2003, en marge de la conférence de presse d'Attac-Allemagne.

Mais le train spécial numéro 18800 en partance, le lendemain, de Berlin-Lichtenberg, à destination de Genève, s'ébranla sans lui. Affrété avec le soutien de syndicats comme l'IG Metall ou Ver.di (11), le convoi fit halte dans quinze gares outre-Rhin pour embarquer des réfractaires au "*capitalisme sauvage*". Il achemina vers les rives du lac Léman environ mille joyeux drilles, cornaqués par Lukas Engelmann, déterminés à "*bloquer*" le sommet "*illégal*" du G8 (les 1er, 2 et 3 juin 2003) à Evian. Verena Vargas et son équipe technique les accompagnèrent durant six jours. La native de Valparaiso (Chili) convint d'un modus vivendi avec ces militant(-e)s, un brin méfiant(-e)s à l'égard des médias : rendre compte des initiatives, tout en respectant le désir affiché par les protagonistes que certains palabres "*démocratiques à la base*" se déroulent *out of the record*. Pedram Shayar, une des têtes pensantes du mouvement, s'enthousiasme : "*Pour la première fois, l'activisme prévaut, que l'on se défende contre les conditions existantes.... L'expérience des zapatistes a été très importante pour nous. Ce non productif !*". Frayeur à Bâle où les gardes-frontière, montés à Fribourg-en-Brisgau, contraignirent ce "*teach-in roulant*" à un arrêt impromptu : Luigi et l'étudiant berlinois en littérature durent descendre pour un contrôle au poste ; le premier avait tenu le mégaphone lors d'une manifestation antifasciste avec quelques échauffourées, le second avait réservé un billet d'avion, le... 11 septembre 2001, pour New-York. Ils furent relâchés rapidement.

La municipalité d'Annemasse avait mis à la disposition des altermondialistes, contre espèces sonnantes et trébuchantes, un terrain de trente hectares, à proximité de l'aéroport. Les voyageur(-se)s s'installèrent, avec quelque quatre mille campeur(-se)s, dans le "*village intergalactique*" (12). Les organisateurs optèrent pour le "*barrio desobediente*" ("*Quartier désobéissant*"). Travellings sur la prairie, plans larges, puis rapprochés, le micro capte des bribes de conversation. Au programme, l'intendance, des débats au sein de "*groupes de référence*" et en plénum, des moments festifs, des concerts de rock, des projections, des séances d'entraînement sous la houlette d'activistes squatteurs d'Amsterdam (par exemple, comment s'accrocher les uns aux autres dans la position la plus adéquate) en prévision de confrontations avec les CRS, voire l'armée. Pedram, qui n'envisage pas de "*jouer les super-héros*", se déclare "*prêt à bouffer du gaz lacrymogène*". Le 1er juin, près du Carrefour des chasseurs (à l'est de l'agglomération), les forces de coercition en balancèrent à foison. Jets de bombes, fumée épaisse sur la campagne du Chablais : une longue séquence avec des scènes au ralenti, au son de *Global*, du rappeur bernois Greis. Malgré les yeux qui piquent et l'odeur, les deux mille "*intergalactiques*" tinrent bon. Ils retardèrent sérieusement des centaines de fonctionnaires et d'interprètes qui devaient emprunter la RN.206 pour rallier la petite cité thermale, à quarante-cinq kilomètres de là (13). *Eviannaïve* dure 686 fois 7 secondes !

René Hamm ■

Contacts :
1000 Frauen und ein Traum : Offroad Reports GmbH, Gabriela Neuhaus, Oberwiesenstrasse 70, CH 8050 Zürich.
Eviannaïve (80 minutes) : Verena Vargas, Forsterstrasse 36, D 10999 Berlin.


DR
Lukas Engelmann et Pedram Shayar.


DR
Pedram Shayar.

(8) Dai Jinhua, professeure de littérature comparée à l'Université de Pékin.
(9) Cf. mon interview du trublion thounois et ma critique de *La Suisse, l'or et les morts* dans S!lence de septembre 1997, de même que l'évocation du long-métrage d'Ana Ruiz, *Le bonheur d'être Suisse*, dans S!lence d'avril 1997.
(10) Les gouvernants israéliens et les lobbies sionistes réclamèrent (en vain) la destitution de Jean Ziegler auprès de Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies. Le toujours très dynamique et virulent septuagénaire avait fustigé, début août 2003, la malnutrition chronique dont souffrent les Palestiniens dans les territoires occupés, corollaire de "*l'apartheid*". *Dans L'Empire de la honte* (330 pages, Fayard à Paris, mars 2005, 20 €), il dresse un réquisitoire féroce contre les "*cosmocrates*" qui "*reféodalisent le monde*", pervertissent la démocratie et asseoient leur emprise prédatrice sur les pays de l'hémisphère sud.
(11) Location du train : 135 000 €. Coût moyen du ticket : 80 €.
(12) Le second fut un "*village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre*" avec environ trois mille libertaires.
(13) L'après-midi de ce dimanche-là, deux cortèges, un depuis Genève, le second à partir d'Annemasse, convergèrent vers Moellesulaz, le point-frontière. Plus de cent mille protestèrent ludiquement et bruyamment contre les huit chefs d'Etat réunis dans la petite cité thermale. De l'autre côté du lac, à Lausanne, six mille militants tentèrent de pénétrer dans la "*zone rouge*".



Annonces

Entraide

■ Offre jardinage, fruits, légumes été 2006 en mon absence dans une campagne à 40 km de Toulouse contre aide ponctuelle, gardiennage maison, soins à chats, poules, jardin, *tél : 06 32 20 42 69*.

■ Je cherche à échanger avec des boulanger(e)s bio, sur leur parcours, leur installation, mode d'exercice de leur métier... et diverses questions en vue d'une reconversion. Merci. *Tél : 02 47 66 79 68*.

■ Je démarre une petite production personnelle et artisanale de spiruline de 10 m² en Creuse. Demande une personne pour m'aider (et me remplacer occasionnellement), durée approximative de début juin à fin septembre. Hébergement : campement sur place gratuit. Condition : participation aux frais alimentaires. Profil : non-fumeur-se, non buveur-se d'alcool. Propose en échange, 50% de la spiruline produite. Pour plus d'informations, téléphonez au *06 82 02 17 23*. Peut-être à bientôt. Jérôme.

■ Je prends une année sabbatique pour venir vous voir ! Vous êtes une communauté, un écovillage ou simplement paysan, je souhaite partager un moment de votre vie en échange de ma force de travail (condition WWOOF). Départ prévu mi-juillet à vélo et carriole. Si vous souhaitez m'accueillir, faites-moi signe : *Paul Ferté, 2025, chemin du Mas-de-Mailhan, 30900 Nîmes, polo@cevennes.net*.

■ Nous cherchons personnes désireuses de passer un séjour en Poitou-Charentes, à côté du marais poitevin, 18 km sud de Niort, et qui voudraient habiter à notre place quelques jours. Nous espérons qu'elles auraient à cœur de bien s'occuper de la petite chienne, des sept poules et du coq, des quatre brebis , des douze lapins et d'abreuver les légumes. Renseignements : *Le petit comité, 7, rue du Centre, 79360 La Foye-Montjault*.

■ Jeune couple de Metz, propose que les personnes qui lisent des revues comme Silence, la Décroissance, Passerelle-Eco, et habitant la région de Metz, se rencontrent pour s'entraider dans la concrétisation de nos projets écolo-alternatifs (fabrication de cuiseurs solaires, développement d'un petit réseau de co-voiturage, végétalisation de nos véhicules, etc.). *Bruno Bousquet, 1, place de la République, 57130 Ancy-sur-Moselle, tél : 03 87 34 30 72*.

■ Je cherche à travailler dans un jardin ou une ferme en échange du gîte et du couvert, ceci dans le souci d'apprendre tout ce qui se rapporte aux plantes et au travail de la terre. Si vous êtes intéressés, vous pouvez me contacter au *05 53 24 93 42 ou 06 12 19 35 77, Karine*.



■ Qui viendrait câliner et nourrir mes deux chats durant notre absence du 8 au 22 juillet ? En échange, nous prêtons notre maison de village avec son petit jardin, nos vélos si vous souhaitez vous balader en Touraine. A bientôt ! *Tél : 02 47 24 29 98 Marielle*.

■ Jeune couple attendant un bébé pour l'automne, cherche un terrain (à vendre, à louer, ou contre services) pour poser notre yourte, au moins quelques mois. De préférence en régions Rhône-Alpes, Auvergne, Limousin, mais pourquoi pas ailleurs. *Tél : 01 34 21 65 74, demander Rémi ou Noémie ou lombano@free.fr*.

■ Cherche famille ou personnes possédant assez grande ferme, bio ou biodynamique, animaux, plantes médicinales, etc. qui aurait la possibilité de partager une partie de leur ferme avec une autre famille. Projet d'accueil d'enfants à la ferme. Peut aider aux travaux de la ferme. Association financière à étudier. Préférence pour les régions du midi. *Michel Béziers, La Charbonnière-de-Bas, 50210 Montpinchon*.

■ Propose à une personne seule ou un couple un logement et la nourriture sur une très jolie ferme de montagne. En échange de quelques soins aux animaux (garde du troupeau), jardinage, cuisine. *Tél : 04 92 61 33 27*.

■ Propose camping alternatif en Corse, avec piscines naturelles, cascades, 10 km de la mer, possibilités de participer en échange aux tâches : jardins bio, écoconstruction, cuisine... *Association Sage, Fondale, 20270 Tallone*.

■ Je finis de construire une maison écologique dans le Champsaur et cherche un volontaire intéressé par un chantier solidaire pour réaliser enduits extérieurs chaux/chanvre en juin/juillet et éventuellement enduits terre à l'intérieur, à la suite. J'offre le gîte et le couvert, l'expérience d'un chantier d'écoconstruction et le séjour dans un cadre de belle montagne alpine. Me téléphoner rapidement. *Monique, 04 92 46 10 76 (après 19h30 et le week-end) ou 06 21 12 82 02*.

■ Cause reconversion via une école de compagnons en charpente à Lons, près de Pau, cherche terrain plus accès à l'eau (source ou robinet) pour poser yourte, maximum 5-6 km cause déplacements en vélo. Merci de vos propositions. *Nelly Dupuis, 9, rue de Belgique, 93600 Aulnay, tél : 01 48 65 34 19, nelly.dupuis@laposte.net*.

■ Nous sommes quelques amis à avoir en projet associatif un film documentaire sur les maisons écologiques, par région : initiatives avec historique, choix des matériaux et conception, compromis... Afin de faire connaître tout ce qui se passe et vulgariser enfin l'habitat écologique pour un public le plus large possible. Merci de vos renseignements, aides, tuyaux... *Sylvain Koëller, le Village, 26110 Bellecombe, tél : 06 61 00 57 51, sylvain@bio-eco.fr*.

■ Le chemin est notre maison, notre âme appartient aux gitans, nos jambes sont nos moteurs, nos poumons notre seul carburant et la vie notre pays. Nous sommes trois personnes qui avons un rêve partagé. Après avoir terminé nos études en biodynamie (pendant deux ans dans une communauté Camphill), nous voulons pédaler de l'Angleterre jusqu'à l'Espagne en passant par la France. Nous cherchons des gens qui puissent nous héberger un peu de temps. Le temps n'est pas un problème, nous pouvons vous aider en travaillant si besoin (intéressés en agriculture, pain au levain). Nous n'avons pas de direction (seulement du nord vers le sud). Nous déciderons de l'itinéraire en fonction des réponses. Nous pensons être en France pour début septembre. Merci. *Olivier Léon-Breton, Oaklands Park, Newnham, Glos, GL141EF, Grande-Bretagne, tél : 00 44 15 94 51 62 30, oleapersea@yahoo.es*.

■ **Rouen.** Prothésiste Handicap international, expatrié Afrique, chercher location vacances maison ou appart F3 à Rouen ou proches environs (20 km) pour couple + 3 enfants, du 14 juillet au 15 août. *Tél : 02 35 60 72 45*.

Vivre ensemble

■ Le homâ est située à 1h d'Alès en moyenne montagne au cœur des Cévennes. Destinée à l'accueil d'activités culturelles, artistiques, thérapeutiques et de séminaires de formation, les locaux sont aménagés pour accueillir une douzaine de personnes en hébergement et une salle de 50 m² permet d'y pratiquer toute forme d'arts du spectacle vivant ou de recherche thérapeutique et des séminaires de formation. La piscine, les bains en rivières, les randonnées sont très inspirants pour l'acte de création et d'enseignement. Cuisine, salle de bain et sanitaires à disposition. Nous pouvons organiser un ramassage en bus à Nîmes ou Alès ou La Grand-Combe. C'est à 3h30 de Paris-Gare de Lyon, 2h00 de Montpellier, 1h30 de Mende. Le choix des équipes qui pourront profiter des locaux se fait après rencontre ou entretien dans le but de s'entendre sur le fonctionnement du lieu. Vous pouvez nous contacter : *04 66 32 46 22, http://www.lozere.net/homa*.

■ Lieu de vie à partager limite Indre-et-Loire, Vienne, Indre. Grande maison et grand terrain isolé à partager avec nous (Claire, 30 ans, mon fils 4 ans, et les trois chats). Libertaires, féministes, écolos, très moyennement ordonnés et végétariens depuis peu. Simplicité volontaire en marché, maternage intensif des enfants (éducation non-violente), lieux communs non-fumeurs. Projet : je veux faire un potager en permaculture. Qui s'occupe du poulailler ? de repeindre le garage ? d'installer une éolienne de bateau pour utiliser le vent ? de tester l'eau du puits ? de faire des toilettes sèches ? Je n'ai pas de voiture. Le garage-atelier est à aménager. Que fait-on des 5000 m² de prés ? L'autre 5000 m² est un verger à aménager. Il y a un fruitier. Je m'occupe de faire du savon avec la cendre, du cuiseur solaire à construire, d'un dôme léger pour les amis. Gros outils électriques ne sont pas les bienvenus. *Claire, tél : 02 47 94 51 38*.

■ **Picardie.** Si vous êtes intéressés par la création d'un lieu, ouvert à tous et aussi inter-associatifs où diverses alternatives écologiques, l'économie solidaire, les échanges conviviaux se mêleraient pour décupler leurs forces et leurs joies de vivre, n'hésitez pas à nous contacter : *Laure et Michèle Montigel, 16 ter, rue Saint-Fiacre, 60200 Compiègne*.

■ Deux jeunes familles cherchent d'autres énergies pour acheter et retaper un hameau en Ardèche, 30 mn d'Aubenas, 25 ha de terrain, potentiel de quatre maisons. Projet collectif et alternatif à construire. Besoin d'énergie et d'un minimum d'apport financier. Contact : *stephndelph@wanadoo.fr, tél : 04 75 65 18 07*.



Travailler ensemble

■ Jeune médecin généraliste cherche à s'associer avec d'autres professions médicales et paramédicales (autres médecins généralistes, infirmier-e-s, sage-femmes, psychologues, kinés...) à proximité de Grenoble, dans le cadre d'un projet de maison médicale. Mes souhaits sont : travailler en équipe, mettre le patient au centre des soins, pratiquer une médecine non commerciale, autonomiser le patient. Je réfléchis à l'idée d'une charte qui s'inspirerait du serment d'Hyppocrate bien sûr, mais aussi de la revue *Prescrire* (seule revue française de formation médicale continue indépendante des laboratoires pharmaceutiques), de la revue *S!lence*. Si vous êtes intéressé-e-s, contactez-moi : *Laurent Huillard, 14, chemin du Bachais, 38240 Meylan, tél : 04 76 18 23 27 ou laurenthuillard@hotmail.fr*.

■ **Réf 336.02.** Pierre, 52 ans, cherche un emploi de gestionnaire et de secrétariat dans une association ou autre (entreprise, coopérative...) dans le milieu alternatif et écologique. Peut éventuellement s'associer dans un projet. De préférence région Sud-Est. *Ecrire au journal qui transmettra*.

Rencontres

■ La solitude, moi, ça ne m'excite plus. Je suis de nouveau dans le Rhône et je serais heureux (le mot est faible) de faire connaissance avec une chouette petite nana plus ou moins la trentaine, sympa, ouverte, souriante, aimant bio, ciné, arts, musiques, discussion sympa, cinéma pour partager sourires, clin d'œil, sorties, amitié (on commence par cela et on voit si ça colle...), restos sympas (mais je cuisine aussi pas trop mal)... Moi Eric et toi contacter moi au *06 14 64 64 00* ou *ericcooper2000@yahoo.com*.

■ **Réf 336.01.** Quel amoureux de la nature (en mal d'elle) viendrait partager mon coin de paradis, WE, petit séjour, lieu bien arboré, 1500 m², petit bungalow (style camping), situé à un km de la gare et deux du village de Saint-André-le-Gaz (Isère), en vue d'échanges de savoirs, reconnaissances de plantes, occasion de rencontrer l'autre, détente tous genres, esprit nouvel âge, peut-être créer un Club de rire ? *Ecrire à la revue qui transmettra ou tél au 04 74 88 71 60*.

■ H. cinquantaine, éducateur, animateur, végétarien, naturel, gentil, sobre, non-fumeur, sportif, pratiquant musculation, 1,63 m, 62 kg, cherche femme toute situation, avec enfants, et désirant en avoir d'autres, si possible végétarienne. *Michel Béziers, La Charbonnière-de-Bas, 50210 Montpinchon, tél : 02 33 47 73 34*.



■ Danielle, 57 ans, esprit silencieux, mais très bavarde, cherche copilote pour partir au bout du monde, à pied, à cheval ou en voiture. Selon le cas, apporter sa paire de chaussures, son cheval ou son huile de friture, pour le reste, il y a toujours une solution. *Tél : 04 92 35 29 02.*

■ **Réf. 336.03.** Ludovic, 36 ans, respectueux de l'environnement, non fumeur, mange bio, consomme écolo, roule à l'huile, cherche compagnon pour vivre à deux et construire une vie de couple, dans un premier temps chez moi dans un hameau cévenol, avec un projet d'acheter 5 ha de terrain avec source et bois, de quoi faire un jardin, un verger et mettre une yourte mongole pour vivre en harmonie avec la nature, le plus possible en autonomie ou intégrer un village de yourtes en Cévennes ou autre région. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ "Silencieux", la cinquantaine, souhaite étendre le cercle amical de ses relations célibataires ou couples sur départements Meurthe-et-Moselle, Meuse. Utilisateur de portable non-souhaité. Rencontre avec Silencieux, Silencieuses ayant accompli un travail sur soi vivement attendu (psychothérapie) pour être sur un terrain d'égalité. *Martial, tél : 03 29 75 71 85 ou 01 48 00 94 66 le soir après 20h30.*



Recherches

■ Nous cherchons des couches lavables pour notre premier bébé à venir au mois d'août. Toutes les propositions nous intéressent. N'hésitez pas à nous contacter au *03 81 50 95 51, on vous rappelle. Julie-Anne Studer et Vivien Vounte.*

■ Je cherche les livres de Maurice Mességué parus dans les années 70, tout spécialement *Mon herbier de santé* et *Réapprenons à aimer*. J'aimerais aussi me procurer un livre paru dans les années 30 et qui était destiné au mouvement scout intitulé *L'éducation par la découverte de la nature*. Si possible livres en bon ou moyen état. Je prends en charge aussi les frais d'expédition si nécessaire. Merci. *Eric Cooper, 37, rue de Montferrat, 69500 Bron, tél : 06 14 64 64 00, ericcooper2000@yahoo.com.*

■ Je cherche toutes infos utiles sur les techniques de cultures des fruits, légumes, céréales... sur balcons, terrasses. Je suis aussi preneur de recettes de produits de nettoyage à base de produits inoffensifs pour la nature (vinaigre) et de recettes de cuisine végétarienne. J'ai besoin de ces infos pour utilisation perso, mais aussi pour mon émission radio et pour écrire des articles pour différents mags et newsletters. *Eric Cooper, 37, rue de Montferrat, 69500 Bron, tél : 06 14 64 64 00.*

■ 46 ans, enseignante, je reviens d'un voyage de deux ans en Afrique et souhaite repartir dans le cadre d'une association ou d'une ONG pour travailler avec les enfants de là-bas. Je cherche à connaître toutes les structures existantes, petites ou grandes, travaillant dans un esprit alternatif. Si vous faites vous-même partie d'une structure ou si vous en connaissez, ce serait très gentil de m'en informer. *Anne Zinck, Plaisance, 33570 Petit Palais, anne_zinck@yahoo.fr.*

■ Recherche machine à laver le linge manuelle pour laver des couches en estive. *A. de Bellefon, rue du Clos, 05460 Le Roux d'Abriès, tél : 05 62 95 21 63.*

■ **Ariège**. Cherche 3 à 4 ha de terre sans bâtiment, altitude de 600 à 1000 m, dans le Couserans, eau indispensable pour projet de plantes médicinales et aromatiques. Paiement comptant. Ecrire à *Etienne Larroque, 7, impasse de Borderouge, 31200 Toulouse.*

■ Pour réalisation d'un projet dans un monastère, cherche informations, plans, conseils de fabrication d'un four à pain traditionnel au feu de bois direct sur sol. Aimerais aussi apprendre technique de chauffe et façon. *c.touzo@voila.fr.*

Emploi

■ Jeune homme, 24 ans, motivé, cherche emploi en maraîchage biologique. *Michaël Nordberg, tél : 06 83 47 36 74.*

Terrains / Logement

■ Nous mettons à disposition une petite bergerie et 4 ha de terres au cœur des Cévennes (à une heure en voiture d'Alès) pour un pied à terre et une agriculture biologique (350 € par mois) Vous pouvez nous contacter : *04 66 32 46 22, http://www.lozere.net/homa.*

■ **Aveyron**. 40 km à l'ouest de Millau, près des lacs du Lévézou, propose location de deux anciens corps de ferme au sein d'un petit hameau. Chacun composé d'une maison avec grange attenante (bâti de caractère) offrant la possibilité de diverses activités : toutes les conditions sont à discuter afin de favoriser l'accueil et la réussite du projet. *Tél : 05 65 46 44 92 ou 06 80 17 85 09, francis.galtier2@wanadoo.fr.*

■ **Sud Vienne.** Vends autoconstruction 120 m², ossature bois, murs en ballots de paille, toiture prairie, cheminée centrale, 1,8 ha, source, très grandes dépendances, quelques travaux à finir, zone artisanale, site isolé. Prix à discuter. *Tél : 06 84 16 87 84.*

■ **Drôme, Romans.** Vends écosite 700 m² de bâtiments dont 2 appart + 3 chambres d'hôtes + 1 gîte ; propriété de 1,5 ha + 6 ha de bois. Pleine nature, Vue. Proximité ville et grands axes. Idéal accueil-formation-ressourcement-agriculture bio. 650 000 € + possibilité de terres agricoles. *Tél : 04 75 71 66 81, www.domainedechantelinotte .com/infovente.*

■ Cherche à louer un logement T2, 30 à 40 m², possibilité de chauffer au bois, situation plaine ou dominant. Hors centre, ensoleillé, cave, cours de jardin, Départements : Aveyron, Gard, nord de la Drôme, Saône-et-Loire, autres département du sud à étudier. Loyer correct, APL. *Tél : 04 67 82 48 52.*

■ Vends maison en matériaux naturels, bois et pisé, eau chaude sanitaire, sur terrain 1280 m², deux niveaux de 62 m², sud du département de la Loire, limite Ardèche, commune de Véranne. 200 000 €. *Tél/fax : 04 74 48 30 14, dominique.denaux@wanadoo.fr.*

■ Chantal cherche à louer chambre dans lieu calme, à la campagne, du 15 juin au 15 août. Départements 73, 74 ou 38. *Tél : 04 50 35 19 71.*

■ Couple avec deux enfants cherche une maison même petite (minimum deux chambres + cuisine) mais avec un terrain pour les animaux (minimum un hectare). Titulaire d'un brevet professionnel d'exploitation agricole, nous cherchons en Rhône-Alpes et plus particulièrement en Ardèche ou dans la Drôme (si possible proximité de Die), un lieu pour développer notre projet : entreprise agricole basée sur l'entraide entre les espèces végétales et animales en intégrant les concepts d'Accueil-paysan et de ferme pédagogique, esprit de rencontres, d'échanges artistiques et de création agri-culturels, agriculture vivrière avec chevaux et ânes, quelques chèvres, moutons, vaches, poules... pour la production laitière et l'énergie vitale de l'être vivant qui se déplace, des plantes pour la médecine de la vie... Loyer maximum de 400 € par mois. *Franck Fabbri et Marina Biondi, Le Mas, 42111 Saint-Didier, tél : 04 77 97 92 88.*

Vacances

■ **Haut Doubs.** Loue toute l'année deux gîtes *Accueil paysan* sept et neuf personnes. *Tél : 03 81 56 02 84.*

■ **Loire-Atlantique.** Loue superbe gîte en bois et laine dans cadre nature, indépendant, 8 personnes (possibilité + 2 dans chalet indépendant), tout confort, grande salle de 50 m². Site écolo. En voiture, 5 mn forêt de Gâure, 4400 ha, 10 mn lac, 30 mn océan, 30 mn Nantes. Canoës-kayaks à disposition + remorque. Possibilité restauration bio-végétarienne sur commande. Accueil sympa. Prix maxi semaine : 600 €. WE : 250 €. *Tél : 02 40 87 10 98.*

■ **Nimes.** Echange logement à Nîmes (Méditerranée, Cévennes, Camargue) contre villégiature ou autres propositions. Toutes périodes, possibles de juin à novembre, dans esprit *S!lence* (confiance et respect). *Patrick, tél : 06 50 06 88 06 ou patricksastre@imode.fr.*

■ Loue chalet à la semaine entre lac et montagne, à 1300 m d'altitude dans un hameau, 5 mn à pied de la station familiale Saint-Jean-Montclar (04). Randos, proximité du parc du Mercantour, lac de Serre-Ponçon. Printemps-automne : 300 €/semaine. Eté : 400 €/semaine. Charges en sus. *Tél : 04 92 34 45 44.*

■ **Hautes Vosges**, 950 m d'altitude, Parc naturel régional des Ballons des Vosges, chambre d'hôtes écologique dans grenier à foin aménagé, 5-6 personnes, table d'hôtes bio végétarienne et produits fermiers locaux. Accessibilité uniquement à pied (possibilité transport des bagages), proche GR 532 au pied du Petit Ballon 1272 m, rando, VTT, ski de fond, observation nature, rando avec ânes... Ecoconstruction, toilettes à compost, électricité solaire, esprit Silence. Ouvert toute l'année. *Tél : 06 87 20 09 56, belchenbach@free.fr, http://belchenbach.free.fr.*

■ Loue pour l'été, Sud **Ardèche**, maison individuelle de caractère dans jardin + piscine enfant, en bordure de village, calme, promenades, rivières proches, pour couple + 2 enfants. Juin, septembre : 300 €/semaine, juillet, août : 350 €/semaine. *Tél : 04 75 39 01 37.*

■ **Haute-Garonne**, au pays de l'ours, vous aimez la campagne, venez planter votre tente au pied des Pyrénées. Toutes commodités, petits prix, tél : *05 61 90 42 69 ou 06 15 26 19 15.*

Divers

■ Jardinier bio vend bulbes de safran pour jardin d'épices, disponibles en juillet ou août, période favorable pour la plantation. *Tél : 02 54 88 55 98.*

■ Colette Wittorski vient de faire paraître *Une aurore boréale*, un ensemble de textes brefs qui transcrivent en vers libres dans une langue épurée, des émotions et des moments de vie : la nature, le temps qui passe, le destin de chacun. Elle a reçu le prix 2005 de l'association de poésie brestoise *An amzer*, qui a également primé son précédent ouvrage *Un bouquet de corde*. On peut se procurer les deux ouvrages en prenant contact au *02 98 93 97 08.*

■ Venez faire un tour sur le forum consacré aux simples, aux plantes médicinales et à l'herboristerie. Suggestions, recettes et idées seront les bienvenues ! *http://le-chaudron.naturalforum.net.*

Gratuites *: Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.* **Taille des annonces.** *Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.* **Délais.** *Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.* **Domiciliées** *: Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.* **Sélection** *: Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*



Courrier

Satisfaction

■ Un grand merci pour votre travail : la qualité, la diversité des informations et également la présentation d'alternatives font de *S!lence* une revue de grande qualité, que j'apprécie énormément. Merci donc et bonne continuation. **Serge Patrick**, Ain.

■ Merci... merci... merci ! Pour tout ce que vous faites, pour cette magnifique énergie qui se dégage de ces douces pages, pour toute cette force, ce positif que vous diffusez... je n'ai à peine besoin d'ouvrir ma boîte aux lettres pour savoir que *S!lence* est là, tellement cela rayonne dans tout le hall... ! (Bon peut-être là, j'en rajoute un peu... mais bon !) (...)
Lucie Baret, Vosges.

■ (...) Sachez bien, et ne le perdez pas de l'esprit, que lorsque l'un ou l'une d'entre vous a un coup de blouse (noire donc, la bluzz) à son bureau, dans son coin, dans son Silence intérieur, des dizaines de milliers de p'tites bonnes femmes et de p'tits bonhommes attendent avé bonheur, bonne humeur et impatience, vos prochaines copies. (...)
Patrick Auffret, Drôme.

■ Merci d'exister et de nous permettre d'être informé de ces multiples initiatives qui nous confirment que nous ne sommes pas tout seuls à vouloir prendre ce virage. Je voudrais particulièrement exprimer ma gratitude pour l'article de Jocelyne Renard (n°333). Je suis en train de m'installer en agriculture organique avec la seule énergie de la traction animale et je remercie cette personne d'avoir été capable d'exprimer avec tant d'à propos des ressentis qui me viennent mais que je ne sais dire. (...)
Olivier Bonfils, Tarn-et-Garonne.

Reproche

(...) Le principal reproche que je pourrais adresser à votre revue, ce sont certains articles de fond, beaucoup trop théoriques et complètement incompréhensibles pour les non initiés dont je fais partie. Par contre, ce qui m'intéresse le plus, ce sont les articles parlant d'alternatives en marche. Pour moi, l'essentiel est d'être pragmatique et de partir de là où nous en sommes aujourd'hui et de voir ce qu'il est possible de faire car le superflu de l'un peut être le nécessaire de l'autre. Dans la rubrique des lecteurs, je trouve souvent des personnes qui ont des visions manichéennes de la vie ou un discours complètement formaté. La vie est complexe et ne peut se résumer à une vision dichotomique des choses. Appréhender le vivant doit s'effectuer avec mesure. (...)

Didier Guise ■
Territoire-de-Belfort.

Polémique sur l'Iran et l'arme atomique

Que penseriez vous d'une personne qui dirait à une autre : "Vous avez une voiture ordinaire d'une puissance normale et il vous est interdit d'acheter un 4x4 parce que c'est trop puissant pour vous, donc trop dangereux vis-à-vis des autres usagers de la route" ?
Que penseriez vous d'un enfant qui dirait à un autre : "Moi j'ai un ordinateur portable avec plein de jeux dedans mais toi, tu n'as pas le droit d'en avoir car tu ne saurais pas t'en servir". Cela paraîtrait bizarre et, à tout le moins, injuste non ? Pourtant n'est-ce pas le discours que l'on tient ou que l'on sous-entend vis-à-vis de l'Iran que l'on suspecte de vouloir "l'arme atomique" ? Bien sur que oui ! Alors où est le droit là dedans ? Où est la logique ? Est-il normal que cinq pays dans le monde décident pour les autres s'ils peuvent ou non posséder une arme atomique ? S'ils le refusent pour l'Iran, pourquoi l'ont-ils accepté pour l'Inde, le Pakistan ou Israël ? S'ils ne veulent pas que les bombes atomiques prolifèrent, qu'ils se débarrassent des leurs et qu'ils arrêtent de vendre des centrales atomiques puisqu'on sait très bien que nucléaire civil et militaire sont les deux faces d'une même pièce ! Mais ils n'en sont pas capables et, non contents d'avoir fait exploser déjà plus de 2000 bombes lors d'essais ; non contents de posséder plus de 28 000 ogives nucléaires (dont un seul équivaut à "plusieurs Hiroshima"), non contents de violer en permanence le traité de non prolifération en vigueur depuis plus de trente ans, ils se préparent à sanctionner, ce qui signifie à faire la guerre à l'Iran qui ose leur désobéir et exercer pleinement sa souveraineté... Les pays du "club des 5" qui attaquent l'Iran pour ce motif d'accès à l'arme atomique, sont, à mon avis, aussi pervers et condamnables, soumis qu'ils sont à un incontrôlable complexe militaro industriel plutôt qu'animés par un esprit démocratique et pacifique. Ils préparent la prochaine guerre... Ne les suivons pas !

Jean-Luc Lebrun ■
Loir-et-Cher.

A propos de "la Décroissance"

Cher Esteban, je me permets de répondre à ton courrier. Ton opinion concernant le bimestriel "la Décroissance" et la création du "Parti pour la décroissance" m'a quelque peu irrité d'autant plus qu'il est fort probable qu'un certain nombre "d'écolos alternatifs" la partagent avec toi. (...) Je dois te dire que, contrairement à toi, j'ai trouvé en lisant "la Décroissance", une mise en perspective tout à fait pertinente des graves problèmes qui menacent la planète et les êtres vivants. Je pense qu'une certaine radicalité (le ton agressif et moralisateur que tu déplores) de ce journal est plus que jamais nécessaire, me semble-t-il.
Esteban (...) profites à ton aise du "mouvement à l'horizontale sur l'herbe aux travers de pique-niques agréables, doux et conviviaux", mais je crains fort que ton attitude passéiste ne serve que les pouvoirs politiques et économiques qui ne continueront qu'à t'asservir en te donnant bonne conscience pour ton esprit "généreux". (...)
Face aux dangers qui nous menacent, tu préfères le "parti d'en rire", libre à toi, mais tu vois, je me suis inscrit volontairement dans le "Parti pour la décroissance" car je suis persuadé qu'il y a une absolue nécessité de s'engager fermement à tous les niveaux de la société (politique, économique, alternatifs...) et je ne l'ai pas fait pour aller me vautrer dans des pique-niques qui ne flattent que l'égo des participants. (...)

Laurent Cousot ■
Côte-d'Or.

Décroissance ?

Je me pose pas mal de questions quand je constate l'omniprésence du mot "décroissance" dans ces colonnes. Je crois même que je ne m'y reconnais pas du tout et que ce terme est, à mon avis, très mal approprié.
Et ceci pour deux raisons principales :

■ Tout d'abord les lois naturelles vont à l'encontre de ce terme. Tout croît, s'expand, se diffuse... De la graine à l'univers, le processus de vie se traduit par une croissance. Le repli, la décroissance, sont plutôt reliés aux phénomènes de mort. Or ce n'est certainement pas les valeurs défendues ici. On en revient au problème des valeurs. Croître quoi ? Comment ? je désire croître en humanité, en joie de vivre, en désir, en jubilation... Nulle place là pour la décroissance.
C'est une querelle de mots ? C'est du déjà dit ? Eh bien j'insiste... Les mots structurent notre imaginaire et ce serait une erreur de considérer que le choix du mot "décroissance" est sans conséquence.

■ En utilisant le terme de "décroissance", on place en référence la croissance matérialiste et capitalistique. Or il me semble qu'il est temps de se créer un imaginaire radicalement différent, et non pas en réaction contre un imaginaire ancien et mortifère. Je ne veux pas me définir "contre" l'ancien, je veux inventer "un neuf" que je n'imagine pas encore. Je désire croître, croître à plus soif... grandir sans cesse et je ne parle là certainement pas de mon compte à la Nef ou du mobilier de mon salon. Le challenge est de taille et partir avec un handicap lié au choix du terme me semble fort préjudiciable. En fait, pourquoi faudrait-il un mot pour définir cet élan vital. Pour imprimer des tee-shirts avec des slogans racoleurs ? Voire investir le champ politique (mais non ! c'est une blague... Ah non ?)
Peut-être s'agit-il juste d'incarner et d'inventer en tâtonnant jour à jour, ce "neuf", cet "autre" indéfinissable.
Sans prétention, sans utiliser les armes bruyantes et revendicatrices de ce que l'on désire dépasser, définir chaque jour quelles sont les vraies valeurs que nous voulons voir rayonner et les servir.

Thierry Casasnovas ■
Aude.

La fin du Monde

Cette semaine de début février, je viens de prendre conscience de quelque chose de crucial pour mon avenir, et pour le vôtre à tous, et pour celui de la planète. (...) La plupart des gens à qui vous parlez de leur pollution et de leur inconscience vous répondent encore et toujours des absurdités



en tous genres : "ça fait travailler du monde" ou encore "je ne veux pas mettre les routiers au chômage", quand ce n'est pas "qu'est-ce que vous en avez à foutre ?" sans oublier le célèbre "y'en a qui polluent beaucoup plus" ! Jamais on ne s'en tirera ! Il y a bien trop de boulot à faire !
Les gens sont bien trop préoccupés par leur nombril, leur pognon, leur emploi, leurs droits à vivre comme ils l'entendent. Et si on ajoute tout le reste : les lobbies pollueurs qui influencent les lois en leur faveur ; les politiciens préoccupés uniquement par le pouvoir de vie ; les gens qui ne pensent qu'à leur portefeuille ; (...) ; l'armée qui ne pense qu'à "perfectionner" ses armes et à en inventer de nouvelles toujours plus meurtrières, les publicités pour les bagnoles, 4x4, climatiseurs, voyages en avion ; les jeunes politiciens qui montent et qui ne jurent que par la croissance (...).
Si on accumule tout ça, on comprend vite qu'il est devenu impossible de lutter avec nos petits poireaux biologiques qui deviendront bientôt OGM !
Les gens sont trop nombreux à s'en foutre royalement, à refuser catégoriquement de changer ne serait-ce qu'un brimborion de rien du tout leur mode de vie, et à polluer encore et toujours plus ! (...) On fonce trop vite, et le mur est maintenant trop près. Et ils sont beaucoup trop nombreux à appuyer tant qu'ils peuvent sur l'accélérateur, encore et toujours ! C'est trop tard. On est foutu. On ne peut plus lutter. On est submergé par les pollueurs et les inconscients !
Aussi, j'ai compris que, dorénavant, je n'en suis plus à savoir si la fin du monde va avoir lieu, mais quand elle va avoir lieu. Je ne prête à l'humanité que quelques dizaines d'années à vivre, pas plus. Il ne me reste plus qu'à me procurer une pelle et une pioche pour me creuser un abri anti-atomique... Alors, avec quelques années d'avance, je vous dis adieu à tous ! Sauve qui peut ! Planquez-vous tous ! Et bonne chance !

Bernard Moingeon ■
Hérault.

Féminisation

Silence : Au moins deux personnes se sont plaintes de la féminisation de l'article de Jocelyne Renard "Ni chèvre ni loup". Nous rappelons que :
• La féminisation, qui consiste à féminiser les mots où le masculin devrait l'emporter (exemple : les agriculteurs/trices ou les paysan-ne-s) est utilisé par certains auteur-e-s (!) afin de dénoncer le parti-pris patriarcal de la grammaire française, qui poursuit la domination des hommes sur les femmes dans la langue. Féminiser un texte est alors un moyen de rendre de la visibilité aux femmes.
• Cette méthode est discutable, beaucoup pensent qu'elle rend la lecture difficile et n'apporte rien à la cause des femmes ; mais nous pensons qu'elle est respectable. C'est pourquoi il y a dans *S!lence* à la fois des textes féminisés et d'autres non, selon le souhait des auteurs...

Internet

Parmi les petites annonces, entrefilets ou adresses, je vois maintenant arriver des références exclusivement internet. Ceux qui refusent le flicage mondialisé subissent ainsi une pression croissante *"vraiment, vous n'avez pas internet !" "envoyez-nous un mail, c'est plus sûr que le courrier". S!lence* doit-il cautionner cette attitude ? Je pense qu'il serait bon que *S!lence* affirme haut et fort que pour lutter contre la fracture numérique, les adresses uniquement internet ne sont pas diffusées. Par exemple, Rennet.org (n°332, page 116) ne disposerait d'aucun contact téléphonique ou postal ? L'annonce pour les cuiseurs solaires (n° 332, page 48) est intéressante, pourquoi ne pas diffuser l'information moyennant une enveloppe timbrée et les frais de photocopie en timbres ?

Patrice Néel ■
Ardèche.

No Tav : résistances au Lyon Turin

Je reviens d'un mois et demi en vallée de Suze avec le mouvement No Tav. Ils m'avaient demandé de traduire un de leurs tracts pour la manifestation du 7 janvier à Chambéry. Venant de Marseille, j'étais étonnée de la différence de mobilisation des deux côtés des Alpes : plus de 3000 personnes du côté italien, quelques centaines, surtout anarchistes et LCR, du côté français ; alors que ce qui fait le nombre et la force du mouvement italien, c'est qu'il dépasse les partis : les bannières des paroisses, du club bouliste, les écharpes tricolores voisinent avec les drapeaux rouges ou noirs... et ont appris à les estimer, merveille ! Parce que les noirs ou rouges respectent les diversités et le mot d'ordre de non-violence, y compris dans les paroles, le public général a entendu et fait sien le message de décroissance. Félicitations !
(...) Une première historique a eu lieu dans cette lutte : plus de cent médecins généralistes (dans une vallée de 72 000 habitants) ont signé et distribué dans leurs cabinets et ambulatoires un document alertant sur les graves dangers pour la santé liés au projet : présence d'amiante et d'uranium (...).



DR

Au début du projet, c'était toujours plus de TGV. C'est seulement la recherche des opposants, découvrant le peu de fréquentation de la ligne directe existante (...) qui a fait passer le projet de "plus de TGV" à "plus d'autoroute ferroviaire", contentant les Verts français au passage. Manque de chance, une autoroute ferroviaire existe déjà sur la ligne actuelle depuis maintenant plus de deux ans. Elle roule à vide, les péages de tunnels ordinaires revenant moins cher pour les routiers. Avant même cela, le rapport d'audit commandé par le gouvernement français et présenté à l'Assemblée nationale en mai 2003, avait conclu à la totale inutilité du projet, insistant au passage sur le caractère bidon des données fournies par les promoteurs pour leur audit. Leur rapport vaut le détour ; je ne saurais trop insister : ils ont fait tout le travail pour nous. (...) Quelques extraits : "ce n'est clairement pas sa rentabilité socio-économique qui peut conduire à justifier ce projet". "Il est très improbable que les infrastructures existantes soient saturées en 2015 et il est encore trop tôt pour savoir quand elles le seront". "L'autoroute ferroviaire a tendance à accroître l'intérêt du transport routier sur les grandes distances". De quoi ratisser large de ce côté-ci des Alpes, et interpeller nos élus qui ont passé outre et voté ce projet ; qu'ils acceptent de dire "on ne l'avait pas lu, on a voté pour le progrès les yeux fermés", et qu'ils rejoignent nos rangs avec leurs écharpes vertes ou tricolores (...).

Sylvie Coutelle ■
Bouches-du-Rhône.

Une souffrance nécessaire

Je voudrais répondre à Marielle, Valérie, Agnès et les autres...
Un drame semblable m'est arrivé, à moi, homme, voilà vingt-deux ans : treize années de vie commune, deux enfants et le départ accompagné de mon épouse... J'en ai éprouvé une souffrance immense : durant les deux années qui suivirent, une boule d'angoisse me vrilla la poitrine en permanence. Dix ans plus tard, c'est avec reconnaissance que je pensais à elle : c'est le plus beau cadeau qu'elle ait jamais pu me faire ! — en dehors de nos enfants. Cela mérite bien sûr une explication.
Après deux années de séparation, un jour, un couple qui traversait le même genre de *perturbation* me prêta un ouvrage sur la responsabilité personnelle. Pour moi, ce fut la révélation ! Jusque-là, je me considérais comme la victime innocente d'une femme égoïste et fourbe ; j'étais convaincu de n'avoir rien à me reprocher. La lecture de ce livre — dont, curieusement, j'ai oublié et le titre et le nom de l'auteur — ouvrit ma conscience à la réalité des faits : dans ce drame, je possédais au moins la moitié de la responsabilité (et je parle de responsabilité, non de faute, cette notion issue de la religion et destinée à culpabiliser les individus). Cette prise de conscience fit fondre la boule d'angoisse. Mieux, je compris alors que j'étais le seul et unique responsable de ce qui m'arrivait et qu'il était foncièrement inutile et dangereusement superficiel de chercher quelque responsabilité à l'ex-

térieur de moi-même. Réflexion qui s'étagea cependant sur plusieurs années. (...) Redevenu moi-même, mon évolution s'accéléra. Libéré des canons de la culture libérale et du prêt-à-penser, je m'autorisai l'exploration de zones culturelles frontières propres à engendrer, éventuellement, notre quotidien dans un futur plus ou moins lointain. J'avais trouvé ma voie. Je vivais, enfin ! Et tout cela, essentiellement parce qu'un jour ma femme, ne m'aimant plus, a décidé de me quitter. Quelle chance !
Aussi vous le dis-je, femmes et hommes délaissés, vous ne mesurez pas la chance qui vient de vous échoir ! Car c'est vous qui êtes du bon côté de l'obstacle. L'autre a fait un mauvais choix et s'est coupé de toute évolution — en "rajeunissant les cadres", il régresse même ! Certes, vous souffrez ! Mais, pour peu que vous cessiez de geindre, de cette souffrance va naître un individu nouveau. L'homme est ainsi fait : il ne peut évoluer que dans la souffrance, il ne peut se remettre en question que dans une période de crise. Au contraire, s'il est heureux, il s'ingénie à ne rien changer et par conséquent, stagne.
Pour finir mon histoire, huit ans après mon divorce je rencontrai une femme de mon âge, divorcée elle aussi. Forts de nos erreurs respectives passées, nous avons construit une relation respectant l'indépendance de l'autre. Ce ne fut pas toujours facile, mais en s'efforçant de verbaliser nos différends, les pierres d'achoppement se sont faites de plus en plus rares et notre complicité de plus en plus éclairée.

Yves Emery ■
Finistère.

Gandhi et le vote

Au sujet de "Libres leçons de Gandhi sur l'autonomie" de Guillaume Gamblin, Gandhi préconise d'abord l'autonomie personnelle, et non donner un mandat à quelqu'un pour se faire représenter. Il exclut la lutte armée et tout autant les réformistes qui adoptent les cadres institutionnels et culturels... pour réclamer timidement des réformes. Il refuse le parlementarisme : "Il n'a pas donné une seule chose de bonne" : c'est pourquoi la rédaction de *S!lence* appelle à aller voter... Comment allier une appartenance aux idées et à l'action de Gandhi, et, dans le même temps, faire du réformisme ? C'est toute la question.

Jean-Claude Bouchet ■
Hérault.


DR

S!lence : Nous avons effectivement appelé à voter pour le non au traité constitutionnel... car cela semblait un bon moyen de gripper la machine. Mais nous n'appelons généralement pas à voter pour des personnes directement. Par contre, en tant que lieu de débat, nous acceptons de passer des textes individuels plus ou moins réformistes ou plus ou moins radicaux.

A propos de l'agriculture biologique

L'article de Jocelyne (*S!lence* n°333) me donne envie de réagir et de donner aussi un témoignage de producteur bio. Je suis agriculteur, âgé de 31 ans, installé depuis 1997, en élevage de veau sous la mère et céréales. Pour être en adéquation avec l'idée que je me fais de l'agriculture bio, je produis aussi des noix, de l'huile de tournesol, de noix, de chanvre, du chanvre construction, de la farine du voisin en revente, et cette année, de la lentille. Pour commercialiser, je vendais en usine mes céréales et mes animaux à une coopérative d'éleveurs bio. Le contexte ayant radicalement changé, je me suis tourné vers la vente directe, pour la viande, les céréales et les produits transformés. L'exploitation de 66 ha, plus 10 ha de foin, voilà le contexte, pour un travailleur. Ici, pas de grand-père, père... de main-d'œuvre familiale habituellement présente sur les fermes, ni groupement d'employeurs. Pas de salarié non plus, car il me serait impossible de le rémunérer.
Pour reprendre l'article *Ni chèvre ni loup*, je commencerais par parler du travail. Effectivement, les journées sont longues et harassantes, même si je ne suis pas dans un système des plus fatigant, comme le maraîchage. En fait, chaque saison a ses travaux qui lui sont propres. Habituellement, je dis que l'hiver est une période plus tranquille. Mais en fait, je m'aperçois maintenant que ce n'est même pas le cas. (...) Le programme, largement chargé, est difficilement imaginable en fait, seuls ceux qui regardent de près s'en rendent compte. "La ferme se révèle bien souvent dans la brute et dure réalité une sorte de prison, où règne l'obligation permanente de travail, de la vitesse et de la rentabilité..." : c'est tout à fait vrai. Mais je rajouterai aussi, que quand on prend du temps pour soi, ou que l'on est trop fatigué pour travailler, la culpabilité finit de vous assassiner, de vous grignoter vos dernières forces. C'est un métier devenu trop lourd à porter seul, avec toutes les exigences de notre société. En effet, il semble qu'il faille être masochiste pour accepter cela, ou attendre en résistant que le monde occidental change.
Qui aujourd'hui voudra aller travailler 60 heures hebdo, voire 70 heures pour 200 euros net hebdo, ce qui n'est pas si mal dans ce milieu ? Sans compter le temps où l'on ne travaille pas mais où l'on doit être là (l'astreinte de l'élevage par exemple). Pour les gens qui ne sont pas convaincus, venez sur nos fermes pendant un mois, je crois que vous comprendrez mieux ce que je veux dire. Croyez-vous que nous n'aurions pas envie d'avoir plus de temps pour se reposer, écrire, lire, voir grandir les enfants, faire du sport, ou simplement flâner ! Pour embaucher, il me faudrait m'agrandir, prendre des risques supérieurs, gérer plus et angoisser plus. J'ai aussi pensé à m'associer, mais c'est pareil, il faut dégager deux revenus. La seule solution serait de redonner une valeur différente au travail, aux produits alimentaires et aux matières premières, aux capacités nécessaires et à l'effort physique demandé.
Peut-être la hausse du prix du pétrole permettra de redéfinir les valeurs des produits agricoles, mais aussi les autres.
Passons maintenant à la commercialisation. Les produits agricoles font l'objet d'achats, de transformations par l'industrie, et enfin de ventes, bio ou non, avec des kilométrages insensés. Je me suis tourné vers la vente directe, car les prix pratiqués en coop sont inadmissibles, surtout pour les céréales. En viande par exemple, je livre des colis, mais j'arrive à une valorisation quasiment identique à celle de la filière conventionnelle (circuit long), sans compter le temps supplémentaire que cela me demande. Si j'augmente mes tarifs, je ne suis pas sûr de continuer à vendre, sans compter que le pouvoir d'achat va certainement baisser. Et pourtant, je suis dans les plus chers dans mon secteur à 13,50 euros le kg de veau de lait, livré. Pour mieux amortir mes déplacements, je propose une gamme plus large, mais pour l'instant, aucun produit ne marche bien. Je pourrais aussi rester chez moi et recevoir les clients, mais ce serait allonger les distances parcourues pour la même quantité de viande. Donc, par souci de cohérence, j'intègre ma tournée de livraison dans le prix, et tente de fournir plus de produits. En céréales, le prix en coopérative est si bas que l'on produit à perte en bio. Donc je vends à des éleveurs le prix que leur factureraient ces mêmes coops.
La commercialisation, ça ne s'improvise pas. Il faut professionnaliser sa démarche, avoir une plaquette, faire de la communication, suivre des formations, faire des journées portes ouvertes festives, gérer le fichier client... Là encore, il faut du temps et investir, quand on peut, et avec ce que l'on a. Comme le dit Jocelyne, je vais aussi me tourner vers l'accueil, en restaurant une maison et louer celle que j'habite. Là encore, c'est des emprunts, des soucis. Restera-t-il quelques euros de bénéfices, je ne crois pas. Cela me permettra de restaurer un bâtiment de caractère pour y vivre. Pour moi, c'est important, surtout quand je vois les maisons pavillonnaires qui défigurent nos pays, construites avec des matières dangereuses et chauffées à l'électricité. Alors je voudrais aussi que ces vieilles bâtisses, dans ma ferme, servent à nouveau de maison.
Inventer d'autres systèmes que le travail contre l'argent, peut-être ? Mais ce n'est pas pour demain. Quel pourcentage de la population serait prêt à venir travailler la terre, pour vivre mieux et plus décemment ? Je vous le demande ! Pas avant une crise économique-écologique-sociale majeure. Certain(e)s partent sur des projets de fermes collectives, je suis sceptique, mais j'observe, lis, me tiens au courant. Il me semble que ces tentatives vont reproduire ce que l'on voit déjà. C'est dur de se baisser et de désherber centimètre par centimètre, alors les beaux parleurs enverront les plus courageux, les plus en phase avec leur conscience, ou les plus démunis faire ces tâches ingrates. Peut-être pas partout, mais la tentation sera grande. Quant à voir des personnes habituées à 35 heures de bureau, se mettre à bosser et supporter la pénibilité du travail sur une ferme, pour un salaire deux fois inférieur, là, je veux voir ! Bien sûr, je vais moi aussi me pencher sur la question, en prenant le temps de la réflexion, et en avançant pied à pied, peut-être passer une annonce dans *S!lence*. Mais j'ai peur de ne pas avoir la patience nécessaire, comme vous l'aurez sans doute compris. Jocelyne le dit très bien, on doit "être capable de gérer quatre ou cinq préoccupations à la fois". La marche entre nos souhaits et la réalité est haute, alors, d'accord, soyons courageux. Mieux vaut essayer que ne rien faire et laisser aller.
Dans la partie sur l'illusion de l'économie solidaire, Jocelyne oublie de parler de la dépendance de nos structures aux aides compensatoires



européennes. Pour votre information, sur les fermes en polyculture élevage, le chiffre d'affaires est composé de la moitié par les primes aux surfaces, aux animaux, sans compter des aides à la conversion, à la gestion durable, des aides aux équipements spécifiques ou encore à la mise aux normes. Etre agriculteur, c'est comme vous le lisez, dépendre d'un système complexe, organisé pour supprimer la paysannerie. Par exemple, je viens d'apprendre que pour semer ses propres semences, on devra acquitter une taxe obligatoire (lu, mais où ? à confirmer). L'administration connaît nos emblavements, donc elle pourra refuser de verser les aides si les taxes ne sont pas payées, ou si les semences ne sont pas vendues par les semenciers. Alors quitter ce système me répondrez-vous ! Pas si simple. Je pourrais abandonner 50 ha et travailler 15 ha avec un cheval. Premièrement, la pénibilité du travail sera la même. Ensuite, les soucis financiers seront identiques, car il faut tout de même payer les charges afférentes au foncier, la msa, les assurances des bâtiments, et aussi vendre sa production beaucoup plus cher pour pouvoir vivre sans les aides. Enfin, est-ce là raisonnable d'abandonner des surfaces, alors que l'on continue de produire trop sur certaines à coup d'engrais et de pesticides.
En attendant que le capitalisme soit remis en cause (pas pour demain), je suis aussi d'accord avec Jocelyne pour dire qu'acheter bio n'est plus suffisant. En effet, il semble nécessaire de repenser le métier et de l'ouvrir d'avantage à ceux qui appellent à grands cris des changements.
Mais auront-ils le courage de se relever les manches (cf. p.52 n°333 Anais Monet). L'acte d'acheter, de consommer, renforce en lui-même le capitalisme. En plus, c'est de plus en plus réservé à des personnes ayant soit des moyens, soit en faisant des choix drastiques (clients rmistes par exemple). En conclusion, je pense aujourd'hui qu'il vaut mieux avancer lentement et sûrement, faire de la pédagogie, demander des efforts, mettre en œuvre tous les moyens possibles, sans pour autant dicter une attitude qui serait la bonne et unique forme de façon de vivre. Par exemple, le fait de consommer bio est en soit une bonne chose, mais pour ceux-celles qui le font déjà, peut-être pourriez-vous aller plus loin. Imaginons des chantiers collectifs pour amorcer un démarrage de ces formes d'échanges : plantations de haies, arbres fruitiers, taille de la vigne chez des viticulteurs en difficulté, remplacements de l'éleveur pendant une semaine pour lui permettre de prendre des vacances, lancez-vous dans le pain avec nos farines, etc. contre des produits de la ferme. Si vous n'avez pas d'idées, pas de problèmes, les producteurs-trices en auront pour vous ! Pour convaincre nos amis, collègues, parfois le discours donne des résultats, mais seul le fait de montrer que l'on peut vivre autrement, sans perdre de confort, pourra à terme faire adhérer plus de gens à nos idées.

Benoit Delage ■
Dordogne.

Amap

Dans une Amap, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, qu'on a créée avec des amis, le sentiment d'être *chez soi* tout de suite, en proximité avec les autres, s'impose assez vite. Se sentir en famille vient sans doute du fait que pour la plupart des initiateurs de l'Amap, les critiques économiques, sociales, sanitaires et relationnelles, formulées et entendues depuis des années dans la vie, se trouvent dépassées par la dissolution de la concurrence et de la compétition entre les adhérents — partenaires et le paysan-producteur.
Ainsi lorsqu'on adhère à une Amap chacun et chacune peut, et doit même, s'autoriser à donner son point de vue et agir pour l'accomplissement du but : c'est-à-dire consommer localement pour maintenir un paysan dans sa ferme. C'est pourquoi nous procédons annuellement à des délégations volontaires de tâches pour l'administration de l'Amap. Du rapport de force du commerce tel qu'il se pratique presque partout, les *"amapiens"* choisissent les relations conviviales de négociation. On peut dire aussi que se développe entre les partenaires (notez qu'il n'est pas fait mention ici, ni de "consommateur" ni de "clients") une intelligence des aliments, une pédagogie vis-à-vis des légumes et de l'élevage des animaux, avec travaux pratiques chaque fois que cela est possible.
Les enfants y sont toujours à la fête. (...)
Une Amap c'est d'abord un héritage ! Sous diverses formes, les Amap ont une longue existence de plus de quarante ans qui au fil des expériences multiples des uns et des autres ont validé et confirmé le bien-fondé des règles de fonctionnement dont nous héritons aujourd'hui. C'est bien d'un mode de vie dont il s'agit et non pas simplement d'un mode de gestion.
A tout bien considérer le temps que l'on donne pour administrer une Amap est essentiel, puisque l'entraide et le don sont les actes les plus révolutionnaires les plus radicaux dans lesquels on puisse s'engager pour le moment. Sans violence...

Cécile Muret, Jean Louis Nappey, Etienne Canale ■
Amap des Essertines, Jura.

De l'importance de s'informer


Le crieur public, à Lyon.

Je m'élève contre l'idée développée par Yvan Gradis — qui a eu droit à deux pages dans *S!lence* d'avril 2006 — selon laquelle les cinq sens, qui sont effectivement nos premières sources d'information, nous en donneraient déjà suffisamment à traiter. Même si je suis assez d'accord avec lui sur la pauvreté terrifiante des médias dits "grand public", on y apprend des choses que nos cinq sens sont bien incapables de saisir et qui sont pourtant vitales. Il serait illusoire de prétendre aujourd'hui vouloir vivre à l'état de nature en ignorant le reste. C'était possible sous la préhistoire, au Moyen Age, et encore au dix-neuvième siècle en choisissant le bon endroit. A l'heure où l'on trouve du DDT dans la graisse des manchots empereur et des dizaines de produits chimiques de synthèse dans le sang des députés européens, ce serait pratiquer la politique de l'autruche. Déjà, dans les années 70, je faisais sourire les membres du groupe antinucléaire du 14e arrondissement, à Paris, en rappelant que la mesure du danger nucléaire ne pouvait se prendre avec nos cinq sens — "ça ne picote pas", rappelait *la Gueule Ouverte* — mais nécessitait une "démarche intellectuelle et outillée". Il en est de même de l'effet de serre, qui échappe à un individu isolé mais se calcule à partir de millions de données récoltées par de nombreuses équipes réparties sur toute la planète, et de la détérioration de la biosphère en général, sur laquelle la mégamachine technique de l'homme finit par produire des effets mesurables. C'est d'ailleurs notre drame actuel. Nous savons que l'effet de serre ou la déplétion du pétrole sont enclenchés, mais nous peinons à réagir parce que nos cinq sens ne nous en disent rien. La proposition de Yvan Gradis nie également toute réalité politique. Un attentat qui fait 50 morts dans le métro n'empêche pas ce dernier de rester bien plus sûr que l'automobile. Mais par contre le travail tue mondialement deux fois plus de personnes que cette même automobile. Sans oublier qu'on laisse présenter comme idéale la société américaine, où il y a davantage de gens en prison que dans les universités. Toutes ces informations, fruits de travaux d'intellectuels outillés, qui démentent les évidences, comment Yvan Gradis va-t-il les percevoir avec ses cinq sens ? Je n'ai pas la télé, j'écoute une radio une demi-heure au lever, plus, assez souvent *Terre à terre* le samedi matin, mais je parcours au hasard des jours plusieurs quotidiens, et je suis abonné à plusieurs mensuels, dont *S!lence*. Faut-il se désabonner de *S!lence* pour devenir une sorte de saint homme ? Veut-on nous entraîner vers un exemple à suivre ? Tout cela est assez naïf. S'il s'agit d'économiser le papier, qu'on nous parle de réseaux locaux de lecture, avec partage des abonnements. Mais il me paraîtrait bien imprudent et surtout démobilisateur de ne plus lire du tout. Le plus important étant, selon moi, de cultiver son esprit critique, par exemple en lisant des livres comme *Sur la télévision*, de Bourdieu, et en fréquentant plusieurs périodiques et non un seul. Sans oublier bien sûr que, dans les dix droits du lecteur, il y a effectivement celui de ne pas lire. Mais pourquoi faire de ce droit une obligation ?

Jean Monestier ■
Pyrénées-Orientales.

"Pour" ou "contre"

Je voudrais revenir sur une idée émise pendant le colloque sur la désobéissance civile (atelier 4), organisé dernièrement par le Man de Lyon. La réflexion était centrée sur la recherche d'un levier pour déclencher l'arrêt du nucléaire. L'idée, qui a un peu surpris les participants, est de faire des manifs "pour" quelque chose plutôt que "contre", comme nous le faisons depuis des dizaines d'années. Un peu plus tard dans l'échange, l'information que les Verts allemands étaient en train de mettre une éolienne en chantier a été donnée.
En couplant ces deux choses, on pourrait réfléchir sur ceci :
• le réseau *Sortir du nucléaire* monte un dossier pour la construction d'une éolienne (ou une autre énergie renouvelable) soit seul, soit avec d'autres antinucléaires ou, même, parraine une société spécialisée,
• cette action sert de tribune et de manifs "pour" : pose de la première pierre, de la fin du montage, de l'inauguration...
• elle est subventionnée par des dons, par un refus-redistribution (désobéissance civile) tant que l'EPR n'est pas abandonné et toute autre idée qui fasse en même temps pression sur EDF et rentrer des euros. (...)

Gérard Wicker ■
Rhône.

Argentine rebelle

Nos déficits publics augmentent, l'Etat brade ses entreprises pour parer au plus urgent, le pétrole pourrait rapidement manquer : on peut s'attendre à une crise générale. Chaos ou solidarité, qui l'emporterait ? L'exemple de l'Argentine peut nous aider à mieux prévoir ce qui va se passer.

La décroissance est inévitable : nous vivons largement au-dessus de nos moyens, la planète s'épuise et les pollutions en tout genre s'accumulent. Mais comment la vivrons-nous cette décroissance ? Il y a plusieurs exemples dans l'histoire qui ne sont pas joyeux du tout comme l'effondrement de l'empire romain qui a donné le Moyen-Age où les villageois se réfugiaient dans les châteaux des seigneurs pour éviter les hordes de pillards. Il y a les guerres civiles au Liberia où des enfants de neuf ans utilisent la kalachnikov comme moyen de communication... Heureusement, un "autre monde est possible" !

La solidarité des plus démunis

Le récent livre *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs* de Daniel Hérard et Cécile Raimbeau peut nous permettre d'envisager ce qui se passerait en cas de brutale chute économique dans un pays qui aurait anticipé la crise et où le milieu associatif aurait déjà expérimenté de multiples idées alternatives.

Dans les années 70, la dictature au pouvoir en Argentine, emprunte énormément, détourne de l'argent, et pille les caisses de l'Etat. Le retour à la démocratie se heurte à une dette internationale énorme et, en 2001, la crise est telle que le gouvernement est obligé de fermer un moment les banques, de nombreuses entreprises font alors faillite et le taux de chômage monte rapidement de 12 à 40%, le taux de pauvreté dépassant alors les 60%.

Même si tout n'est pas comparable, nous pourrions avoir une situation assez similaire en France. En cas de crise, les contrats précaires en France seraient les premiers supprimés, or cela représente près de 5 millions de salariés qui se rajouteraient aux trois millions de chômeurs et un million de RMIstes... soit près de 30% des salariés à la rue.

En Argentine, la première réaction des populations a été le pillage des grandes surfaces, simplement pour avoir de quoi manger. Puis différentes initiatives ont été lancées lors de très nombreuses assemblées populaires mises en place après des journées et des journées de manifestations et d'occupation des centres villes.

La population argentine a alors tourné le dos au monde politique et aux institutions pour s'auto-organiser.

Les creditos

Dans les milieux alternatifs, existaient, comme en France, des systèmes d'échanges locaux. Ceux-ci ont alors connu l'arrivée d'une multitude de gens qui souhaitaient bénéficier de ce mode de troc. Pour mettre en place des marchés, il a fallu recourir à de la monnaie locale et des *creditos* ont été imprimés par des associations, chaque nouvel adhérent en recevant cinquante pour pouvoir commencer à échanger. Le mouvement s'est développé à toute vitesse dans le pays. Les professions libérales et les commerçants ont progressivement rejoint le mouvement, car leurs clients n'avaient plus d'argent pour payer. Les petites entreprises se sont mises à accepter d'être payées en *creditos*, ceux-ci étant ensuite reversés comme salaires aux travailleurs. Jusqu'à 7 millions d'Argentins (sur 35 millions) ont adhéré à un mode d'échanges par *creditos*. Au plus fort du mouvement, dans les quartiers pauvres, seuls l'eau, le gaz, l'électricité, les impôts échappaient à ces échanges. Les marchés en *creditos* ont dégénéré quand de la fausse monnaie a commencé à circuler, provoquant un phé-



L'usine Zanon devenue Fasinpoert - fabrique sans patron.



L'hôtel de luxe Bauen, aujourd'hui en autogestion.

nomène d'inflation puis une rapide perte de confiance. Il se dit que cette fausse monnaie aurait été diffusée avec le soutien de l'ambassade américaine et des multinationales qui commençaient à trouver l'expérience dangereuse.

Coopératives et services publics

Certaines communes, n'ayant plus les moyens financiers d'assurer des services publics, les ont supprimés pour les plus pauvres. Des habitants de quartiers délaissés par les transports en commun se sont organisés pour relancer leur propre compagnie de transport sous forme coopérative. Là encore, les autorités ont tout essayé pour bloquer ces initiatives, notamment en critiquant la sécurité des vieux bus utilisés.

Les *piqueteros*, ceux qui font des piquets de grève dans les carrefours pour protester, souvent sur l'initiative des femmes, ont investi des bâtiments à l'abandon pour y développer des activités coopératives, notamment des cantines, des bourses aux vêtements, défrichant des terrains vagues pour y cultiver fruits et légumes… Tout se passe par l'entraide et la coopération, comme le font actuellement nombre d'initiatives de squats chez nous.

Autogestion dans les entreprises

Dans les entreprises mises en faillite, certains ouvriers ont décidé d'occuper les lieux pour protester. Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement a dû accepter d'ouvrir des négociations. Universitaires et avocats ont alors aidé les occupants à mettre en place des structures autogestionnaires et coopératives afin de négocier des baux avec les anciens propriétaires, sous le contrôle de l'Etat. Deux exemples sont célèbres : la reprise d'une usine de céramique *Zanon* devenue *Fasinpat*, abréviation de "fabrique sans patron". De 260 salariés au moment de l'occupation de l'usine, ils sont aujourd'hui 470. L'autre est l'hôtel Bauen construit par la dictature pour accueillir les dirigeants de la coupe du monde de football en 1978, aujourd'hui transformé en hôtel de 200 chambres, avec salles de réunions, bar et restaurant et où se tiennent de nombreuses activités militantes.



Les débats, aujourd'hui, restent vifs : reprendre une entreprise et la développer sous forme autogestionnaire est certes un immense progrès, mais ne remet pas en cause le système capitaliste dans lequel est écoulée la production. Cela ne résout donc pas les problèmes à l'origine de la crise. Les marchés de troc qui ont réussi à survivre et les occupations des *piqueteros* ne sont pas bien perçus par l'opinion publique qui y voit des démarches de "paresseux". Et il reste de nombreux *cartoneros* qui sont des pauvres qui viennent la nuit dans les centres-villes pour faire de la récupération en fouillant les poubelles.

Si les problèmes sont loin d'être résolus en Argentine, il est train d'apparaître toute une génération de gens conscients qu'il est possible d'expérimenter autre chose, d'avancer dans d'autres directions, et c'est finalement peut-être le plus important : redécouvrir que de la biodiversité peuvent naître des solutions.

Un livre, avec un riche cahier photo, passionnant pour enrichir nos débats et donner des perspectives à un altermondialisme qui, au Nord, est quelque peu envasé dans ses débats internes.

Michel Bernard ■

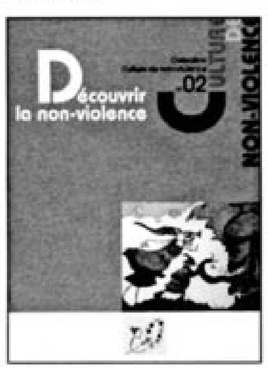


Photos extraites de : *Argentine rebelle, un laboratoire de contre-pouvoirs*, Daniel Hérard et Cécile Raimbeau, éd. Alternatives, 2006, 144 p. 20 €.

Découvrir la non-violence

Centre de ressources sur la non-violence (31770 Colomiers)
2005 - 48 p. - 7,50 €

Le Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées publie cette petite brochure qui rappelle que la violence n'est pas un droit humain, que la non-violence va plus loin que le pacifisme en cherchant une méthode positive pour résoudre les conflits, qu'elle ne s'applique pas seulement à la question de la guerre, mais à toutes les violences, qu'elle peut permettre de créer des situations de médiation, qu'elle propose de nouveaux modes de communication, une autre culture et qu'elle incite à l'action. Un bon investissement pour aborder cette question. MB.



Que les gros salaires baissent la tête

Jean-Luc Porquet
Ed. Michalon
2005 - 190 p. - 18 €



Après un excellent livre sur Jacques Ellul, Jean-Luc Porquet, journaliste au *Canard enchaîné* se plonge ici sur la vie des patrons et sur le manque de mouvement populaire pour dénoncer des salaires irréalistes. Après la chute de l'empire soviétique, l'Occident libéral n'a plus à s'encombrer des mesures sociales et l'on observe un double mouvement : une régression sociale des salariés et de l'autre un processus d'accumulation des richesses sans précédent. La page 35 vaut a elle seule le détour : elle ne comporte que 986 étoiles. Chaque étoile représente le salaire moyen d'une famille française. L'ensemble de la page représente le salaire du PDG de Dassault. Avec beaucoup d'humour, l'auteur nous plonge dans les délices de la consommation à outrance : comment faire pour dépenser de telles sommes d'argent quand on gagne plusieurs SMIC par jour. Il rappelle en conclusion l'introduction de la constitution de l'OIT, Organisation internationale du travail, agence créée en 1918 : *"Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale"*. Il en appelle alors à rejoindre ceux qui aujourd'hui remettent en cause le moteur de ces inégalités : *"Nombreux sont ceux qui aujourd'hui en sont persuadés : le salut ne viendra pas de la croissance du PIB. L'augmentation de la consommation ne résoudra pas nos problèmes. L'ascension de l'indice du CAC40 ne pourra continuer indéfiniment. La seule issue à la crise globale où nous sommes, disent-ils, est dans le choix d'une diminution de la consommation des peuples les plus riches. Oui, certains parlent de 'décroissance conviviale' ! Quoi, se serrer la ceinture ? 'C'est quand l'homme a appris à être libre qu'il est capable de se limiter' disait Ellul. Les pédégés ne lisent pas Ellul"* [p.167]. Et de rappeler que le bonheur est souvent fait de choses qui ne se vendent pas : l'amour, les paysages, les rêves, les débats, la promenade… Dénonçons le gaspillage en commençant par les plus riches et non pas en culpabilisant ceux qui n'ont pas grand chose. Et embêtons le système en refusant de consommer. Lecture facile qui vous donnera la pêche. MB.

Itinéraires d'Houilles à Tulkarem

Jimmy Gladiator
Ed. Ab irato (Paris)
2005 - 68 p. - 8 €

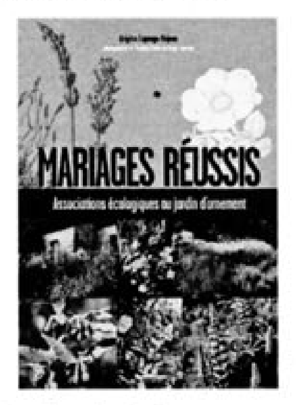
L'auteur, militant à la CNT, a participé à la 102[e] mission civile pour la protection du peuple palestinien, en mars 2005. Il retrace ici sous une forme d'écriture très particulière son itinéraire dans



les territoires occupés. A la différence d'autres témoignages de ces missions, l'auteur s'attache ici à raconter la vie de gens ordinaires et non pas de personnalités ou de militants plus ou moins célèbres. Il faut aimer cette forme d'humour grinçant, moyen de faire passer un peu plus facilement la narration de scènes pas toujours agréables à découvrir. Le titre abscons s'il en est marque simplement les deux extrémités de l'itinéraire : sa commune de départ et celle la plus éloignée visitée en Palestine. FV.

Mariages réussis au jardin

Brigitte Lapouge-Déjean
Ed. Terre Vivante
2005 - 144 p. - 27 €



Les livres de jardinage vous disent souvent comment cultiver une espèce, rarement comment les associer. Ce livre propose tout un ensemble de combinaisons que l'on peut faire dans son jardin pour l'esthétique, pour diminuer le travail du sol, pour attirer ou repousser des insectes, pour développer l'entraide et la coopération. Un vaste sujet que l'on commence tout juste à défricher, euh non, à cultiver. Un beau livre, dommage que ce ne soit que pour les plantes ornementales. FV.

Construire son habitation en paille

Vincent Brossamain, Jean-Baptiste Thévard
éd. Approche-paille, 11, rue de Lutèce, 45000 Orléans
2005 - 108 p. - 16 €



Le groupe de recherches écologiques de la Batture, au Québec, a, dans le cadre de la construction d'un écohameau, mis en place quelques améliorations techniques pour la construction en paille, en particulier pour améliorer encore l'aspect thermique, faciliter l'autoconstruction, avoir une enveloppe qui laisse l'air se renouveler… L'auteur a repris cette technique pour autoconstruire sa maison en France et explique, photos et dessins à l'appui, les différentes étapes de son chantier. Pragmatique et reproductible. MB.

R O M A N S

La porte du scorpion

Richard Clarke
Ed. Albin-Michel
2006 - 378 p. - 20 €

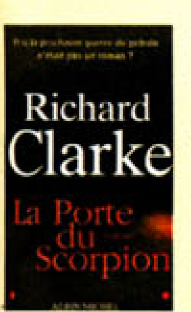
L'auteur, proche du pouvoir aux Etats-Unis, est un spécialiste du Proche-Orient. Dans un scénario très bien ficelé, il envisage ce qui se passerait si l'Arabie saoudite venait à basculer du côté des intégristes. Dans un contexte de raréfaction du pétrole, on peut croire longtemps que ce livre nous prépare à gérer la future crise prévisible avec l'Iran… L'auteur, violemment contre la campagne de Bush en Irak, nous

C . D .

Solar song

Gratuit sur http://solarsong.free.fr
ou en CD à commander contre 5 € à Jean-Guy Lambert, 10 bis rue Docteur-Bonhomme, 69003 Lyon.

Sous titrée "la chanson du soleil, pour une vie après le pétrole", cette chanson a vu le jour fin 2005 à l'initiative de participants à la chorale de Montplaisir à Lyon. Chaque couplet est divisé en deux. Dans une première partie chantée, on entend les risques liés aux pollutions, dans une deuxième partie parlée, sont exprimés les choix possibles. Le pétrole touchant de nombreuses activités, les propositions sont larges, la chanson proposant de relocaliser et de renaturaliser et se terminant par "pour nous grâce au Soleil, la vie ne sera plus pareille, la vie sera bien plus belle". Excellente chanson.



amène progressivement avec intelligence à une autre issue : lorsque les gens apprennent à se connaître, on peut résoudre les problèmes pacifiquement, sans recours aux armes. Très bon roman de politique-fiction. MB.

Requiem en bleu

Stéphanie Benson
Ed. J'ai Lu
2006 - 250 p. - 5,20 €



L'héroïne, brillante biochimiste, spécialiste des algues cherche à retrouver son frère disparu à Marseille. Cela commence bien, mais par suite de l'accumulation de rebondissements (une secte derrière un magasin bio, la mafia qui spécule autour de la zone portuaire, un violeur en série, des écoterroristes…), l'histoire devient très vite complètement irréaliste. Dommage. FV.

L'Ile des gens d'ici

Azouz Begag
Ed. Albin-Michel
2006 - 48 p. - 6,50 €

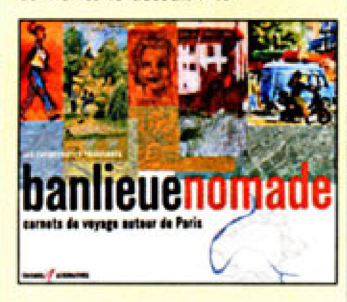
Une petite histoire pleine de charme, très bien illustrée par Jacques Ferrandez. Un ami qui lui parle de son île bretonne, des vacances sur l'île, une rencontre et un peu de mystère… pour poser de bonnes questions sur ce que sont nos racines… Lisible aussi bien par les enfants que par les plus grands. Meilleur en écrivain qu'en politique. MB.

B . D .

Banlieue nomade

Les Carnettistes tribulants
Ed. Alternatives
2005 - 200 p. - 30 €

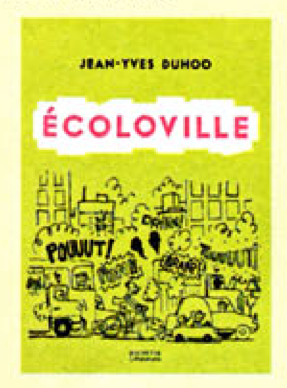
Une vingtaine d'adeptes des carnets de voyage se sont mis ensemble pour décrire un voyage bien particulier : faire le tour des communes qui touchent Paris. Il y en a vingt-deux et on passe de l'une à l'autre dans le sens des aiguilles d'une montre. Le format à l'italienne permet une restitution des croquis en grand format. Le résultat bien qu'hétérogène est très attrayant, un moyen de découvrir que le voyage peut se faire près de chez soi… et que la banlieue existe et mérite le détour. FV.



Ecoloville

Jean-Yves Duhoo
Ed. Hachette-Littératures
2006 - 96 p. - 14 €

En 2015, une rupture climatique provoque une rapide montée des eaux. Obligées de reconstruire des villes, les autorités se rendent à Ecoloville, un projet urbain mis en place par les Verts quelques années plus tôt. La délégation découvre alors des élus qui s'affrontent d'une part à une société toute puissante qui contrôle les biens publics et notamment la climatisation de la ville et de l'autre à des alternatifs qui vivent dans des non-zones d'expériences conviviales, pratiquent la bio, vivent autrement. Le trait est forcé et la caricature n'est pas loin, mais ce choix de scénario a le mérite d'interroger le lecteur sur ce que pourrait être une ville écologique, sur les limites du pouvoir électoral, sur les difficultés à éviter la récupération par le système financier… Lecture recommandée. MB.



Où vont les hommes

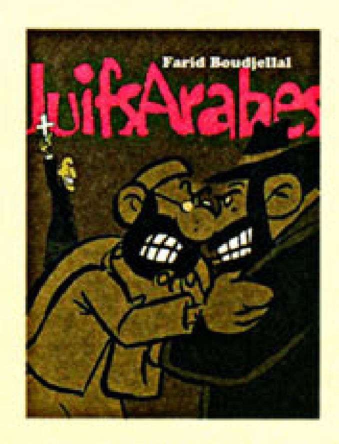
Lidwine
Ed. La boîte à bulles, (92160 Antony)
2006 - 72 p. - 13,90 €

Ce recueil de dessins aborde des thèmes qui nous sont chers : la sortie du nucléaire, les inégalités Nord-Sud, la décroissance, les OGM… Vous devriez éclater de rire un certain nombre de fois en découvrant ces dessins. Les bénéfices de l'ouvrage vont à l'association Bolivi Inti qui fait la promotion des cuiseurs solaires. Bref, un grand dessinateur au service des militants. MB.



Juifs-Arabes

Farid Boudjellal
Ed. Futuropolis
2006 - 170 p. - 18 €



A Paris, juifs et arabes se voisinent. Tout se passe bien, sauf quand on parle d'Israël et de Palestine : "Vous descendez des Sémites, nous aussi, vous rejetez le porc, nous aussi, vous êtes circoncis, nous aussi, vous respectez la parole divine, nous aussi - Vous êtes en Palestine, nous aussi !". En petite planche d'une ou deux pages, l'auteur retrace toute une série de dialogues qui sonnent vrai. Tout se complique quand la fille de l'un sort avec le fils de l'autre… Un autre moyen de parler d'un conflit qui n'en finit plus. FV.

E N F A N T S

Dico de l'écologie

Philippe Godard
Ed. La Martinière
2006 - 126 p. - 15 €

Un peu plus d'une centaine d'entrées pour ce dictionnaire destiné aux jeunes à partir de 9 ans, d'agriculture biologique à WWF. La formule dictionnaire donne un résultat bizarre avec des articles excellents (notamment sur les questions Nord-Sud) et d'autres nettement moins bons. A la rubrique "agriculture raisonnée", il est encore question de mieux respecter l'environnement alors que cette opération foireuse a été dénoncée devant les tribunaux. A "piles", le lecteur est invité à les recycler… mais pas à les éviter ! A "radioactivité", cette horreur : "si l'on ne reçoit que la radioactivité naturelle, il n'y a pas de problème.



Livres

Mais au delà d'une certaine limite, la radioactivité artificielle est nocive". Un, la radioactivité naturelle est dangereuse : si vous habitez dans une maison en granit, vous respirez du radon toxique, si vous montez en altitude, la radioactivité du soleil vous brûle. Deux, il n'y a pas de "certaine limite" : les doses de radioactivité s'ajoutent. A la rubrique "recyclage", rien sur la réutilisation. A la rubrique "vélo", il y aurait eu des manifestations en sa faveur dans les années 70-80 ! Mince, alors, la vélorution, ce n'est pas le premier samedi de chaque mois à Paris ? Et pour finir avec les "voitures", "on espère que les voitures électriques se développeront". Ce n'est pas du tout une vision écologique ! Electrique ou non, les voitures tuent des milliers de personnes, occupent un tiers de l'espace urbain... Les illustrations sont médiocres. Peut mieux faire. MB.

Le pacificateur

Thierry Dedieu
Ed. Seuil Jeunesse
2004 - 40 p. - 13 €

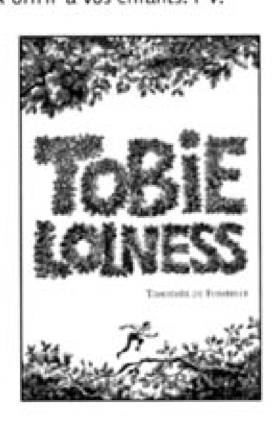


Déception pour Lucas : le père Noël a décidé de lui offrir un ours en peluche. Qu'en faire au milieu des différents jouets guerriers qui servent à affronter l'armée d'un petit voisin ? L'ours se le demande lui-même et va vite déserter ! Avec un graphisme minimaliste et un jeu des couleurs remarquable, l'auteur interroge les enfants sur leur amour pour les jouets guerriers. D'autres jouets sont possibles. FV.

Tobie Lolness

Timothée de Fombelle
Ed. Gallimard jeunesse
2006 - 312 p. - 16 €

Tobie, le jeune héros ne mesure qu'un millimètre et demi et vit sur un arbre où tout est à sa mesure. Un savant, le père de Tobie, invente un moyen de produire un carburant à base de la sève de l'arbre. Se rendant compte que cela peut contribuer à exploiter davantage l'arbre et mettre en péril l'équilibre ancestral, il refuse de communiquer sa méthode au conseil des sages. Alors que les plus riches habitent au plus haut de l'arbre, dans les branches les plus basses, un entrepreneur fait fortune en creusant des cités pour une population de plus en plus nombreuse. Il rêve de pouvoir mécaniser son travail et cherche à connaître la découverte. Le père de Tobie était déjà perçu comme un original pour avoir osé écrire qu'il existait peut-être d'autres arbres dans l'univers et que celui-ci était un être vivant. Il devient alors un traître. A travers les nombreuses péripéties de ce livre où Tobie découvrira son univers, l'amour, la traîtrise... l'auteur fait passer de très nombreux messages écolos du genre : trop creuser les troncs provoque la chute des feuilles et donc un changement climatique. Un régal.
A offrir à vos enfants. FV.



Jardine bio, c'est rigolo

Eric Prédine
Ed. Terre vivante
2006 - 68 p. - 18 €



Animateur de jardins partagés, Eric Prédine propose ici un petit livre très facile d'accès pour les enfants... mais aussi pour les débutants en jardinage bio. Bien illustré par Alix Boullenger, tout ce qu'il faut savoir pour commencer un jardin et y cultiver du plaisir.
FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **La révolution par l'alimentation,** *Danielle Toussaint, éd. CIRIS (BP9, 17550 Dolus-d'Oléron), 2005, 176 p. téléchargeable sur www. beljanski.com.* Illustré par René Bickel, ce petit livre vous rappelle que la meilleure alimentation n'est pas la moins chère, car si vous devez prendre des médicaments pour vous soigner après des années de nourriture achetée dans les grandes surfaces, cela vous coûte beaucoup plus cher que de manger bio aujourd'hui. Encore faut-il avoir l'envie de s'informer sur d'autres méthodes de soin... comme celle proposé par Beljanski.

■ **Planète bidonvilles,** *Mike Davis, Bruno Bachmann, éd. Ab irato, 2005, 120 p. 10 €.* Le néolibéralisme dans sa forme la plus éclatante, c'est l'accumulation des populations dans des bidonvilles, d'abord au sud, puis aujourd'hui jusqu'à nos portes. Peut-on espérer que d'autres projets de société naîtront de l'économie informelle qui s'y développe ? Les auteurs, nord-américain et brésilien, nous donnent des pistes de réflexion... et pensent que la théorie marxiste de la révolte des pauvres laisse peu à peu la place à un chaos.

■ **Les conditions de détention en France,** *Observatoire international des prisons, éd. La Découverte, 2005, 290 p. 20 €.* Le rapport 2005 de l'OIP constate que la situation dans les prisons ne fait qu'empirer. La surpopulation reste la norme, la spirale sécuritaire de la droite au gouvernement ne faisant qu'amplifier le phénomène. Des données précises sur les conditions ignobles de détention, sur l'accès aux soins, sur l'impossible intimité, sur les faiblesses du droit au travail et à la formation professionnelle, sur les limites des libertés conditionnelles... et la drogue, la folie qui vous attendent au coin des couloirs. Ne sommes-nous pas le pays des droits de l'homme ?

■ **Des caddies et des hommes,** *Baptiste Mylondo, éd. La Dispute, 2005, 168 p. 12 €.* Depuis quelques années, se développent les concepts de "consom'acteur", de "consommation citoyenne". L'auteur analyse ici toute l'ambiguïté de la démarche, que l'on retrouve dans certaines associations de consommateurs ou encore dans certaines revues... Peut-on parler de citoyenneté, donc faire de la politique, par un acte d'achat ? Si l'auteur montre bien les limites de cette démarche, il ne va malheureusement pas au bout de l'analyse qui serait d'analyser ce que serait le choix de non-achat, la relocalisation de l'économie ou encore l'autoproduction, les échanges conviviaux... Bref une démarche en dehors de la consommation.

■ **L'Europe masquée,** *Joaquim Arriola et Luciano Vasapollo, éd. Parangon (Lyon), 2006, 168 p. 13 €* Les auteurs, économistes, montrent ce que change l'élargissement de l'Europe aux nouveaux adhérents de l'Est. Avec l'arrivée d'une main-d'œuvre bon marché, la compétition économique est relancée et permet une redistribution des pouvoirs au sein de l'Europe, notamment en entraînant vers le bas les politiques sociales.

■ **La santé au travail,** *Stéphane Buzzi, Jean-Claude Devinck, Paul-André Rosental, éd. La Découverte/Repères, 2006, 128 p.* Histoire des maladies professionnelles de 1880 à aujourd'hui, du rôle de la médecine du travail, des limites du modèle social français.

■ **L'enfant blessé,** *Torey Hayden, éd. J'ai lu, 2006, 380 p.* Ecrit comme un roman, ce témoignage raconte l'histoire d'une école pour enfants en graves difficultés psychologiques. L'auteure, psychologue, spécialiste de ces enfants, a publié de nombreux ouvrages sur des cas similaires et sur les méthodes mises en œuvre pour arriver à se sortir de l'ornière.

■ **Le langage secret des couleurs,** *Dominique Bourdin, éd. Grancher, 2006, 252 p. 20 €.* De plus en plus d'études montrent que la couleur de notre environnement a une influence sur notre santé, notre psychisme... Alors pourquoi présenter cela de manière ésotérique ? Pénible.

■ **ABC des douleurs articulaires,** *Patrice Wolf, éd. Grancher, 2006, 300 p. 18 €.* Livre extrêmement complet sur les problèmes d'arthrose, sur les origines (une alimentation trop riche) et sur les solutions pour y remédier (équilibre alimentaire, légère sous-alimentation), beaucoup de conseils et de recettes de cuisine.

■ **Une vie à l'essai,** *Abdel Benazzi, éd. J'ai lu, 2006, 314 p.* La vie d'un immigré marocain devenu champion de rugby, un modèle d'intégration ?

■ **Les médicaments sans tabou,** *Claude Béraud, éd. Librio, 2005, 94 p. 2 €.* Un médecin répond à de nombreuses questions sur l'utilisation des médicaments en médecine allopathique. Un regard critique sur l'industrie pharmaceutique.

■ **Cuisiner avec les huiles essentielles,** *Emmanuel et Valérie Cupillard, éd. La Plage (34200 Sète), 2006, 192 p. 17,50 €.* Richement illustré, cet ouvrage continue d'explorer de manière originale de nouvelles recettes de cuisine végétarienne, cette fois-ci avec 22 huiles essentielles et 11 eaux florales. Appétissant.

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 2006
Tirage : 8000 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : mardi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Esteban Montoya, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine
Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Sarah Martinez, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : AJONC, Maxime Gatineau, GERES, Bruno Guillemin, Côté jardins, Alban Labouret, Passerelle Eco, Florian Vignal, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck - 1D Média.
Et pour ce numéro : Christiane Bessenay, Antoine Bonduelle, Véronique Cloup, Jean-Michel Corajoud, Marguerite Descamps, Guillaume Gamblin, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Reine Rosset, Myriam Travostino, Maxime Vasseur, Bernard Valette.
Couverture : photos DR /Alban Labouret

Bon de commande

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . 6 €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage .... 6 €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia.......... 6 €

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité .... 6 €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. .... 6 €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires .... 6 €

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. ... 6 €

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte. Prommata, Equitable .... 4 €

Autres numéros

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs.... 4 €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-destructuration. Nucléaire : secret défense.......... 4 €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin .... 4 €

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. .... 4 €

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. .... 4 €

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . ... 4 €

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio ..... 4 €

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération ..... 4 €

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie .... 4 €

☐ **323 L'écologie au quotidien**
Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! .... 4 €

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies: Une technologie qui tombe pile 4 €

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire .... 4 €

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable : gadget de destruction massive. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche .... 4 €

☐ **329 Désobéissance civique**
Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2).......... 4 €

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance .... 4 €

☐ **332 Créons des médias alternatifs**
Transports : résistance au Lyon-Turin.Faucheurs volontaires : stratégie payante ? Auroville : une utopie en marche.......... 4 €

☐ **333 Le triste héritage du nucléaire**
Agriculture biologique : Les Amanins. Economie alternative : Le monde allant vers... Société : Vers un contrôle social policier 4 €

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl : des enfants dans la tourmente. Cinéma : sonder l'abîme. Voyages : autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique .... 4 €

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Captalisme : sauver la gratuité ? Energies : rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci ! .... 4 €

☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	45 €
☐ Institution	1 an	90 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	70 €
☐ Petit budget	1 an	40 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33,
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

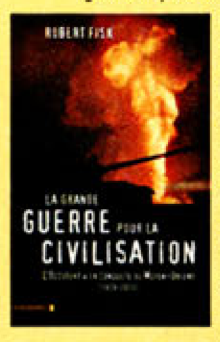


Livres

La grande guerre pour la civilisation

Robert Fisk
Ed. La Découverte
2005 - 960 p. - 30 €

Journaliste pour *The Independant* en Grande-Bretagne, l'auteur est grand reporter au Proche-Orient depuis plus de trente ans.



Il a ainsi couvert la guerre en Afghanistan (1979 à 1989), la guerre Iran-Irak (1980-1988), la guerre du Liban (1975-1991), la guerre du Golfe (1991) puis l'invasion américaine en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), et bien sûr le conflit israélo-palestinien. Dans ce livre, reprenant articles, reportages et interviews, Robert Fisk explique ce qui est le fil conducteur de tous ces conflits : les tentatives pour les anciennes puissances coloniales de maintenir leur mainmise sur cette région si riche en pétrole : cela alterne du soutien aux dictatures ou au contraire à leur renversement, cela relève toujours d'un total mépris des cultures musulmanes locales et cela conduit à une incompréhension totale qui culmine par les attentats du 11 septembre 2001. Tous ces conflits d'intérêts se cachent derrière le nom de "guerre pour la civilisation". Dans l'introduction, l'auteur raconte que cette expression était déjà employée pendant la première guerre mondiale ! Loin du manichéisme occidental, Robert Fisk est devenu célèbre pour sa capacité à entendre ce que disent les agressés de tous bords. Un énorme témoignage sur les magouilles des puissants de ce monde et sur les horreurs que cela laisse sur les terrains des différentes guerres. FV.

Panne sèche
La fin de l'ère du pétrole

David Goodstein
Ed. Buchet-Chastel
2005 - 160 p. - 15 €

L'auteur, Californien, sous prétexte de fin annoncée du pétrole, prône le recours au nucléaire qui selon lui est "la seule technique éprouvée" et propose donc de construire des réacteurs. Un scénario crétin : sachant que le nucléaire assure 5% de notre énergie mondiale et que les stocks d'uranium sont estimés à 40 ans, si l'on multiplie par 20 les centrales, on divise par vingt le stock et nous ne remboursons même pas l'énergie nécessaire à la construction des réacteurs (puisqu'officiellement il faut sept ans pour cela). L'auteur affirme que "le nucléaire est dangereux" est une idée reçue. Il affirme qu'en Europe les gens qui habitent près des éoliennes n'en veulent pas, ce qui est un énorme mensonge (les sondages montrent au contraire que plus on est proche des éoliennes, plus on y est favorable). Les renouvelables sont expédiées en deux pages ! Les économies d'énergie : pas un mot. L'efficacité énergétique : rien du tout. Un bouquin de propagande absolument dégueulasse. Les vraies solutions sont dans "La vie après le pétrole" de Jean-Luc Wingert, présenté dans le n° 329. MB.

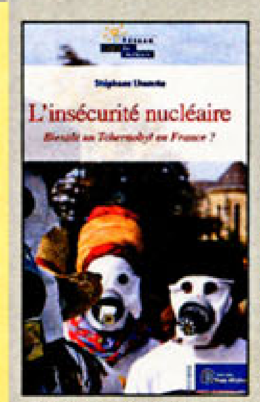
Cher pays de mon enfance

Collectif
Ed. Librio
2005 - 156 p. - 2 €

Radio-France a lancé un appel à contribution pour que les auditeurs racontent leur exil. Que cela soit depuis un autre pays ou vers un autre pays, mais aussi que cela soit de la campagne vers la ville. Non seulement le résultat est plaisant, mais il peut constituer un excellent cadeau à petit prix à offrir à tous ceux qui ne comprennent pas les sources de l'immigration : on ne quitte pas son pays par plaisir ; généralement on fuit la guerre ou la misère. Le "cher pays de mon enfance" devient alors un mythe et les immigrés se trouvent étrangers entre deux cultures.
Un ouvrage salutaire. MB.



LE LIVRE DU MOIS



L'insécurité nucléaire
Bientôt un Tchernobyl en France ?

Stéphane Lhomme
Ed. Yves Michel
2006 - 250 p. - 15 €

Alors que les centrales nucléaires dans le monde entier vieillissent, partout et particulièrement en France, la concurrence économique pousse aux restrictions budgétaires. Alors que l'on cherche à faire des économies, notamment en recourant à une sous-traitance de moins en moins bien formée, les centrales demandent de plus en plus de soins. Cette situation nous place dans une situation d'insécurité nucléaire qui peut déboucher sur un accident majeur. Et ce n'est pas le seul risque : on sait aujourd'hui que les réacteurs nucléaires français ne résisteraient pas à un séisme majeur, mais EDF refuse de faire les travaux nécessaires pour se remettre à niveau, car cela coûte trop cher. On sait aussi par une note "secret défense" qu'aucun réacteur n'est capable de résister à une attaque par un avion comme le 11 septembre 2001, pas plus les réacteurs existants que ceux qui sont encore dans les cartons. Le dérèglement climatique peut aussi faire des siennes quand la température est trop élevée comme ce fut le cas pendant la canicule de 2003, en cas de sécheresse et de manque d'eau pour refroidir les réacteurs ou par inondation pour les réacteurs en bord de mer lorsque l'on a des tempêtes comme celle de 1999. Les accidents peuvent aussi venir du projet Iter à Cadarache, un projet énorme où les risques sont à la même échelle, de plus sur un site séismique. L'accident peut encore venir du mauvais suivi des déchets nucléaires ou des transports de ces produits. Mis bout à bout, la succession des incidents les plus divers dans nos réacteurs, fait froid dans le dos : c'est vraiment une chance que nous n'ayons pas encore eu un accident grave ! Stéphane Lhomme, porte-parole du *Réseau Sortir du nucléaire*, présente ici, avec de très nombreux documents officiels, ce qui nous pend au nez : un accident majeur de type Tchernobyl. Et les autorités ne s'en cachent pas : les études se multiplient actuellement pour nous faire accepter les conséquences d'un tel accident, pour nous faire croire que ce risque est acceptable... Ceci alors que l'opinion française n'a jamais été aussi remontée contre ce type d'industrie : seulement 8% des Français souhaitent que l'on continue à construire des réacteurs. Et ceci alors que tout existe pour pouvoir se passer d'une énergie qui, du fait de nos capacités humaines, ne sera jamais sûre. MB.

Pas de quartiers

Maurice Born
Ed. ACL (Lyon)
et éd. d'En bas (Lausanne)
2005 - 310 p. - 19 €

L'auteur a suivi l'expérience menée par la compagnie des Bains-Douches, dans le cadre d'un programme "la culture contre l'exclusion" dans des quartiers populaires de Montbéliard. Il s'interroge sur le sens de ces opérations soigneusement financées et orchestrées par les autorités : ne s'agit-il pas de cultiver le rêve que sortir de l'exclusion est possible alors que dans les faits, ces quartiers sont de plus en plus marginalisés ? Ne s'agit-il pas de calmer les esprits pour que les riches puissent tranquillement continuer à exploiter les autres, à piller et détruire le monde ? L'auteur après avoir laissé longuement la parole aux personnes rencontrées dans le cadre de ces actions culturelles, s'interroge sur la persistance de la démarche et interroge sur l'inclusion/exclusion. Pourquoi vouloir être inclus dans un monde où le travail est particulièrement aliénant (pour la région : travailler à la chaîne chez Peugeot) ? Pourquoi choisir le mot d'exclusion et non pas d'autres comme inégalités, marginalisation, exploitation, oppression, servitude... Comment se fait-il que même dans une telle expérience culturelle, tout vienne buter dans le mur du travail — en avoir ou pas — ? L'expérience a tourné court... et la réflexion butte sur l'impossibilité de penser autrement. L'auteur démonte la mascarade de la "politique des quartiers", mais a du mal à progresser vers un ailleurs, un autrement. Beau cahier photo de Xavier Voirol. MB.